

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LE DÉLIT ALCOOLIQUE

RÉPRESSION ET PRÉVENTION

ÉTUDE CRIMINOLOGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 26 Mai 1930, à 2 heures

PAR

Paul BARBIER

Attaché au Parquet de la Seine

Licencié ès-Lettres

Diplômé de l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur.
M. ROUAST, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1930

LE DELIT ALCOOLIQUE

RÉPRESSION ET PRÉVENTION

Etude Criminologique

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LE DÉLIT ALCOOLIQUE

RÉPRESSION ET PRÉVENTION

ÉTUDE CRIMINOLOGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 26 Mai 1930, à 2 heures

PAR

Paul BARBIER

Attaché au Parquet de la Seine

Licencié ès-Lettres

Diplômé de l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur.
M. ROUAST, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1930



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INDEX - BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages concernant :

I

L'ensemble du sujet.

- DUBOIS (B.). — *Le combat contre l'alcoolisme*. Thèse de droit. Paris. 1902.
- EVARD (M.). — *L'ivresse et l'alcoolisme devant la loi civile et pénale*. Thèse de droit. Paris 1907.
- FOCHIER. — *L'Alcoolisme devant la loi pénale*. Thèse de droit. Paris 1900.
- GARÇON. — *La méthode en droit criminel*. dans Gény les *méthodes juridiques*. Etudes économiques et sociales, pages 216 et suivantes.
- GREBAUT. — *L'alcoolisme dans ses rapports avec la criminalité*. Thèse de droit. Paris 1900.
- LAIGNEL LAVASTINE, ANDRÉ BARBÉ et DELMAS, *La pratique psychiatrique*. Paris 1919, p. 528 et suiv.

II

La Première partie (alcoolisme et criminalité alcoolique).

- BALL. — *Leçons sur les maladies mentales* (2^e édition) 1^{er} volume. Paris 1890, p. 728 à 808.
- CALBAIRAC. — *Les répercussions de la grande guerre sur la criminalité en France*.
- ETUDES CRIMINOLOGIQUES 1928. P. 62-70.

COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE,
1907, 1908, 1909, 1910.

JOLY (H.). — *Le Crime*. Paris, 1888, p. 350 et suivantes.

JOURNAL OFFICIEL. — Annexes 10 avril 1921, *rapport sur l'administration de la justice criminelle* de 1914 à 1919, p. 235 ; et 17 mars 1926, rapport de 1907, p. 274 et suivantes.

LEGRAIN Marcel. — *La prohibition de l'alcool en Amérique*. Thèse de droit. Paris, 1922.

LOMBROSO. — *L'homme criminel* (2 vol.) trad. 2^e édition. Paris 1895, tome 2 ; p. 21, 365 ss et 392 s.

LOMBROSO. — *Le crime, causes et remèdes*. 1 volume (2^e édition. Paris 1907), p. 104 ss.

MONNIN (Dr. E). — *L'alcoolisme, étude médico-sociale* (2 volumes) Nouvelle éd. Paris 1917.

ORFILA. — *Leçons de médecine légale* (2 vol.) 2^e édition. Paris 1896. T. II, page 345.

RENAUX. — *Diagnostic de l'ivresse, revue de droit pénal et de la criminologie belge*. 1927 N^o 6, p. 597 et ss. et 677 ss.

SIMONIN (Dr) — *Le diagnostic médico-légal de l'état d'ivresse*. Etudes criminologiques, mai, juin 1928, N^o 3, p. 116 à 121 — et l'importance médico-judiciaire de l'alcoolisme aigu. Etudes criminologiques 1928, N^{os} 4 et 5, p. 158 à 166.

SIMONIN (Dr) et Paul PROVENT. — *Les limites juridiques du diagnostic biochimique de l'alcoolisme aigu*. Annales de médecine légale 1926, p. 304 à 313.

DE VAUCLEROY (Dr). — *De l'Alcoolisme dans l'Armée et des moyens de le combattre*, brochure. Bruxelles, 1900.

- VERVAECK (Dr) — *Prohibition alcoolique et criminalité.*
Revue belge de droit pénal et de criminologie
1927, p. 1.130.
- VIBERT. — *Précis de médecine légale* (1 volume) 10^e édition
Paris, 1921, pages 702 et suiv.

III

Responsabilité pénale des alcoolisés

- ACTES du congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg. To-
mes I et II.
- BERTAULD. — *Cours de code pénal* (1 vol.) 3^e édit. Paris,
1864, p. 308 et ss.
- BLANCHE. — *Etude sur le code pénal.* 2 vol. Tome II, p.
3.425.
- BOITARD. — *Leçons sur le code pénal* (1 vol.) Paris 1856,
p. 178 ss.
- BRIAND et CHAUDÉ. — *Manuel complet de médecine légale*
(2 vol.) 2^e édit. Paris 1880, p. 133 et ss.
- CHAUVEAU (A.) — *Code pénal progressif* (1 volume). Paris
1832, p. XIII.
- CHAUVEAU et HÉLIE. — *Thoérie du code pénal* (4 volumes)
6^e édition par Villez Paris 1887. T. 1, p. 368 ss.
- CUCHE (P.) — *Traité de science et de législation pénitentiari-*
res (1 vol.) Paris 1905, p. 33 ss.
- DALLOZ. — *Répertoire.* Voir Peine (excuse) 402 ss. ivresse.
- DALLOZ. — *Supplément au répertoire.* 1893, voir ivresse.
- DEGOIS. — *Traité élémentaire de droit criminel* (1 vol.) Pa-
ris 1911, p. 202.
- GARÇON. — *Code pénal annoté* (1901-1906) art. 64 et surtout
N^o 20 et ss.

- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français* (2 vol.) 3^e édition. Paris 1913, p. 553 ss.
- GAROFALO. — *La criminologie* (2 vol.) Paris 188. Tome II, p. 293 et ss.
- GOUBRAN (C.). — *L'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale*. Préface de P. G. LE POITTEVIN. Paris, 1925 124 p.
- GRASSET (Dr) — *Demi-fous et demi-responsables* (1 vol.). Paris 1907, p. 218 e tss.
- HAUS. — *Principes généraux du droit pénal belge* (2 vol.) 3^e édition. Paris 1879, tome I, p. 524.
- HÉLIE (F.) — *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux* (2 vol.) 4^e édit. par Depeige. Paris 1920, p. 212.
- HUGUENEY. — *Le projet de code pénal fasciste*. Etudes criminologiques 1928, N^o 2 p. 41 à 49.
- ISAMBERT. — *Recueil* (29 vol. inf.) Tome 12. Edit. de François I^{er} (Valence, août 1536 p. 527).
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle en France*. Paris 1771. Tome III, p. 527 et ss.
- LABORDE (A.) — *Cours de droit criminel* (1 vol.) 2^e édition. Paris 1898, p. 85 ss.
- LAINÉ (A.) — *Traité élémentaire de droit criminel* (1 vol.) Paris 1881, p. 149 et ss.
- LEGRAVEREND. — *Traité de la législation criminelle en France* (2 vol.) Paris 1830. Tome I, p. 471.
- LE POITTEVIN (A.) — *La responsabilité atténuée en matière pénale*. Bulletin de la société française de philosophie. Mars 1908, p. 73 et ss.
- LOISEL. — *Institutes coutumières*. Paris 1783 Livre VI, titre 1^{er} N^o 5.
- MERLIN. — *Répertoire* (1827) voit excuse (ivresse) p. 335 ss.

- MOLINIER et VIDAL. . . *Traité théorique et pratique de droit pénal* (2 vol.) Paris 1894, tome II, p. 165 ss.
- MONIN (Dr. E). — *L'alcoolisme*. Paris 1917. p. 127 ss.
- MUGARD DE VOUGLANS. — *Institutes du droit criminel*. Paris 1757, p. 6.
- NICOLINI. — *Principes philosophiques et pratiques du droit pénal* (1 vol.) Paris 1851, p. 136 ss.
- NORMAND (A.) — *Traité élémentaire de droit criminel* (1 vol.) Paris 1896, p. 530 ss.
- NYPELS (L.S.G.) — *Le code pénal belge interprété* (3 vol.) Bruxelles 1867, tome I, p. 152 s.
- ORTOLAN (J.) et DEJARDIN. — *Eléments de droit pénal* (2 vol.) Paris 1886, Tome I, p. 137 ss.
- PANDACTES. — *Répertoires — Ivresse et aliénés*.
- RAUTER. — *Traité théorique et pratique du droit criminel français*. Paris 1836, tome I, p. 146 et ss.
- ROSSI. — *Traité de droit pénal* (1 vol.) Bruxelles 1835, p. 287 ss.
- ROUX (J. A.) — *Cours de droit criminel français*. 2^e édition. Paris 1927. Tome I, p. 69 ss.
- ROUX (J. A.) *Note sous l'arrêt Trémintin*. Grim. reg. 29 janvier. 1921. S. 1920-1-185.
- SAVIGNY. — *Système du droit romain actuel*. Livre II, ch. III, p. 112.
- SIREY. — *Code pénal annoté*, art. 64 N^o 2.
- TARDÉ. — *Philosophie pénale*. Paris 1905, p. 183 et ss.
- TRÉBUTIEN. — *Cours élémentaire de droit criminel*. 2^e édit. par Deshayes et Guillouard. Paris 1878. Tome I. p. 398 ss.
- VERGER (H.) — *L'évolution des idées médicales sur la res-*

ponsabilité des délinquants (1 vol.) Paris 1923.
Passim.

VIDAL et MAGNOL. — *Traité de droit pénal* (1 vol.) 7^e édit.
Paris 1828, p. 296 ss.

VON LISZT. — *Traité de droit pénal allemand*. Trad. Lobs-
tein d'après la 17^e édit. allemande de 1908. Pa-
ris 1911, t. I, p. 170 ss.

La Troisième Partie

Prévention du délit alcoolique.

BARTHE (I.) — *Des asiles de buveurs*. Brochure publiée par
la ligue nationale contre l'alcoolisme.

BIENAIMÉ. — *La responsabilité des criminels anormaux :
une nouvelle loi néerlandaise*. Revue de droit
pénal et de criminologie. 1926, p. 622 ss.

BALTHAZARD. — *Causes de la criminalité*, revue pénitenciai-
re. 1922. p. 704 ss.

CONSTANTINIDÈS. — *Le projet de code pénal grec*. Revue pé-
nitentiaire. 1926, p. 153 ss.

CUELLO CALON (M. E.) — *Le nouveau code pénal espagnol*.
Revue internationale de droit pénal. 1929-2. p.
205 ss.

DAUJEAN (G.) — *Internement des alcooliques*. Thèse de droit.
Paris 1907.

FERRI (H.) — *La sociologie criminelle* trad. de l'auteur (1
vol.) Paris 1893, p. 215 ss.

FOURÈS (G.) — *Le projet de loi de défense sociale soumis
au parlement belge* (1 vol.) Lille 1929, p. 115 ss.

LABORDE-LACOSTE. — *Rapport sur le projet de code pénal
péruvien*. Revue pénit. 1920, p. 3.

- LE POITTEVIN (A.) — *Le projet de réforme du code pénal.*
Melun 1893, p. 30 ss.
- LE TEMPS du 7 novembre 1909. *Les établissements pénitentiaires pour alcooliques en Grande-Bretagne.*
- MAAS GEESTÉRANUS (H.G.S.) — *La réforme pénale en Italie,*
particulièrement p. 134 et ss.
- M. J. — *Ce que j'ai vu aux Etats-Unis.* Revue internationale de droit pénal. 1929, N° 2, p. 152 et ss.
- MAUNOURY (M. G.) — *Rapport sur l'amendement.* J. O.
Annexe 1918, N° 4.651 Doc. parl.
- MIRIKER (Dr A.) — *La législation pénale et sa réforme en Tchécoslovaquie (avant-projet 1924).* Revue internationale de droit pénal. 1924, p. 209 ss.
- PRINS (A.) — *Science pénale et droit positif* (1 vol.) Bruxelles 1899, p. 165 ss. et 246 ss.
- RAU. — *L'initiative privée et la loi en face de l'alcoolisme.*
Audience de rentrée de la Cour de Cassation du 16 octobre 1895. Brochure.
- RAVIART (G.), VULLIEN (R.), NAYRAR (P.) — *Le vol pathologique.* Annales de médecine légale 1927 juin octobre, p. 313 ss.
- ROGUES DE FURSAC (J.) — *Débilité mentale, alcool et revolver,* revue bleue, 9 novembre 1912, p. 601 ss.
- ROGUES DE FURSAC (J.) et DEMAY. — *Auto-accusation délirante et impulsion homicide chez un alcoolique subaigu.* Annales de médecine légale, 1926, p. 313 ss.
- ROUX (J. A.) — *La défense contre le crime. Répression et prévention* (1 vol.) Paris 1922, p. 198 ss.
- ROUX (J. A.) — *Les mesures de sûreté et leur utilité vis-à-*

vis de la peine, compte-rendu de conférence.

Etude criminologique, 1928, N° 3, p. 126 ss.

SALDANA. — *Peines et mesures de sûreté*. Revue de droit pénal et de criminologie. 1927, p. 418 ss.

SALEILLES. — *De l'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale*. Paris 1898, p. 5 s.

SASSERATH. — *La loi Belge de défense sociale*. Rev. pénit. 1928 N° 1-5 p. 14 ss.

VERVAECK (Dr.) — *Conception anthropologique du traitement des condamnés*. Rev. pénit. 1922 p. 236 ss.

VERVAECK (Dr) — *Prohibition alcoolique et criminalité*. Revue de droit pénal et de criminologie, 1925, p. 375 ; *Le délit toxique*, même revue, 1926, N° 6, p. 608 ; *L'internement des aliénés criminels*, même revue, 1927, p. 452 s.

INTRODUCTION

SOMMAIRE

Le délit alcoolique est un délit commis sous l'influence de l'alcool (1).

Son étude est pleine d'intérêt pratique, étant donné sa fréquence (2) ; pleine aussi d'intérêt théorique, car elle se prête particulièrement à l'application de la méthode criminologique, et nous fait toucher du doigt le fondement de la responsabilité pénale.

1. DÉFINITION. — *Par délit alcoolique, nous entendons toute infraction commise sous l'influence de l'alcool.*

Ainsi cette étude visera toute une série de délits, depuis l'outrage proféré par un homme ivre, jusqu'au meurtre perpétré par un alcoolique en état de délirium tremens. C'est donc l'alcoolisme dans toutes ses manifestations criminogènes qui va retenir notre attention.

Intérêt de cette étude. — Cette étude nous a paru pleine d'intérêt tant pratique que théorique.

2. a) *Pratique.* — Pleine d'intérêt pratique d'abord. En effet, ainsi que nous le constaterons en étudiant la criminalité alcoolique, « l'alcool nous apparaît », suivant la formule même de M. Garçon, « comme le facteur le plus actif de la criminalité » (1). Le criminaliste doit donc s'en

(1) Garçon. Les méthodes juridiques en droit criminel, in Geny, les méthodes juridiques, p. 227.

inquiéter, et il ne paraît pas vain d'y consacrer une monographie.

3. b) *Théorique*. — Pleine aussi *d'intérêt théorique*, parce qu'elle peut être vraiment une *étude criminologique*.

Son objet, le délit alcoolique, est une réalité particulièrement facile à saisir, parce que la cause de ce délit, l'Alcool, est un élément nettement défini, facile à isoler, en un mot maniable.

Nous pourrions donc d'abord présenter cette réalité d'une façon précise, de façon à raisonner ensuite sur la donnée solide des faits.

Nous montrerons *ce qu'est le délit alcoolique*, analysant son mécanisme.

Puis, nous plaçant dans le cadre du droit positif, nous étudierons *la responsabilité pénale des alcoolisés*, telle qu'elle se dégage de nos institutions législatives et jurisprudentielles, nous efforçant de mettre à nu la formule sous-jacente.

Ce faisant, nous toucherons du doigt le fondement même de la responsabilité pénale, parce que nous avons dans l'alcool un élément dont les variations, attirant des variations concomitantes de la responsabilité pénale, indique la loi qui gouverne celle-ci.

Mais une étude criminologique ne serait pas complète si elle en restait là.

Il ne suffit pas de connaître le mécanisme du délit alcoolique, et de fixer la responsabilité de l'agent. Il faut encore chercher *le moyen de la combattre*, en s'attaquant à sa cause, c'est-à-dire à l'alcoolisme lui-même, afin de prévenir le résultat.

Pour employer une expression qui semble s'imposer, nous terminerons donc par l'esquisse d'un plan de défense sociale contre le délit alcoolique.

Nous espérons faire là une véritable étude criminologique.

PREMIÈRE PARTIE

Etude expérimentale du délit alcoolique

4. GÉNÉRALITÉS — *Plan* — Le rôle joué par l'alcoolisme, sous ses différentes formes, dans la genèse du crime, est d'une importance éclatante. La fréquentation des prétoires, la lecture des journaux mettent suffisamment en relief ce facteur puissant de criminalité, pour qu'il paraisse inutile d'insister sur cette vérité que personne ne conteste.

Pendant, au seuil de cette étude, et pour préciser exactement les faits qui en constituent la matière première, nous jugeons opportun de présenter un *tableau aussi vrai que possible de la criminalité alcoolique*.

C'est ainsi que nous allons tout d'abord dégager la *physionomie* même de ce délit, indiquant sa fréquence, ses caractères spécifiques, et confirmant, par quelques observations, sa réalité.

Puis nous étudierons sommairement son *mécanisme*, depuis sa cause première, qui est la place de l'alcool dans la Société, jusqu'à sa production par l'organisme humain intoxiqué.

Alors seulement nous serons en mesure d'étudier en pleine connaissance de cause la responsabilité pénale des alcoolisés et les moyens de prévenir leur déliquance.

CHAPITRE PREMIER

PHYSIONOMIE DU DÉLIT ALCOOLIQUE

SOMMAIRE

SECTION I — *Fréquence.*

Les statistiques françaises nous montrent que la criminalité alcoolique occupe une place importante dans l'ensemble de la criminalité (5) et la proportion qu'elles nous indiquent sont encore loin de la réalité (6).

SECTION II — *Caractères spécifiques.*

La criminalité alcoolique est surtout faite de criminalité violente (7) ou imprudente (8).

SECTION III — *Démonstrations.*

Quelques observations établissent la réalité du lien qui existe entre la criminalité et l'alcoolisme, en faisant apparaître le parallélisme des variations de ces deux phénomènes (9) suivant :

Par. I. — Les groupes sociaux : les départements (10) ; les groupes professionnels (11).

Par. II. — Le temps : I. Les jours de la semaine (12) ; II. Les récoltes (13) ; III. Les années.

a) XIX^e siècle et avant-guerre (14) ; b) Guerre et après-guerre (15) ; c) Formule de Ducpétiaux (16).

IV. La prohibition américaine.

Ses résultats demandent à être interprétés avec prudence (17).

Il semble cependant qu'elle fasse apparaître une diminution de la criminalité, et surtout de la criminalité violente, parallèle à la diminution de l'alcoolisme (18).

Le délit alcoolique existe donc, extrêmement fréquent, et doué de caractères propres (19).

SECTION I

Fréquence du délit alcoolique

5. STATISTIQUES POUR LA FRANCE. — *Le compte général de l'Administration de la justice criminelle en France*, comprenait, il y a quelques années, une rubrique aujourd'hui disparue, *indiquant pour chaque catégorie de délits le nombre de ceux dus à l'alcoolisme*. Nous trouvons en particulier, en tête du compte de 1908, page XVIII et suivantes, un tableau qui est tout indiqué pour servir de base à cette étude (1).

Il est établi qu'au total, sur 2.408 accusations jugées en 1908, par les *Cours d'Assises*, 230, soit 9,5 pour 100, s'appliquent à des crimes commis sous l'influence de l'alcool.

En ce qui concerne les infractions relevant des Tribunaux *correctionnels*, le rôle de l'alcoolisme n'est guère moins appréciable : sur 216.664 délits déferés à ces juri-

(1) A défaut d'un tableau analogue se rapportant à des statistiques plus récentes, nous croyons en effet pouvoir demander à celui-ci de nous faire une idée de la criminalité alcoolique, dont les caractères se présentent comme constants.

dictions, 15.881, soit 7 pour cent, ont été provoqués par l'ivresse.

6. CRITIQUE DE CES STATISTIQUES. — Les proportions : 9,5 pour 100, 7 pour 100, ne sont peut-être pas impressionnantes, mais il faut songer qu'elles se rapportent uniquement aux cas où une relation directe, étroite et certaine a été constatée entre le délit commis et l'état d'intoxication.

Souvent l'alcool, masqué par d'autres mobiles, aura cependant joué son rôle obscur dans la genèse du délit. Les chiffres suivants viennent d'ailleurs confirmer cette affirmation.

Parmi les 193.475 prévenus jugés en 1908, par les tribunaux correctionnels, 28.274 (14 pour 100) étaient des alcooliques (8.021) ou des ivrognes (20.253).

D'autre part, dans ces chiffres ne rentrent pas tous les cas où, devant le caractère pathologique du délit, l'affaire s'est terminée par *un classement sans suite ou un non-lieu*.

SECTION II

Caractères spécifiques du délit alcoolique

Cependant, noyés dans la masse des délinquants de toute sorte, *les délinquants alcooliques* paraissent encore assez insignifiants.

C'est qu'ils *sont spécialisés*.

7. CRIMINALITÉ VIOLENTE. — « L'ivresse », déclare le rapport de 1908 (1), « n'est un véritable facteur de criminalité

(1) Compte 1908, page XX.

qu'en matière *de coups et de violence meurtrière ou immorale*.

« Le minimum d'ivrognerie se rencontre parmi les accusés d'attentats contre les propriétés, à l'exception toutefois du crime d'incendie, qui n'est d'ailleurs qu'une forme de violence criminelle dirigée à la fois contre les personnes et contre les biens ».

Voici d'ailleurs, en ce qui concerne les crimes, un tableau établissant clairement cette spécialisation (1).

Proportion pour 1908 : des crimes dus à l'influence directe de l'ivresse ; d'autre part, d'après la nature des accusations, accusés qui ont été reconnus comme étant des alcooliques ou des ivrognes.

Nature des accusations	Crimes commis sous l'influence de l'ivresse			Accusés		Proportion sur 100 accusés de crime de même espèce
	Nombres absolus	Nombres proportionnels sur 100 crimes de même espèce	Alcoo- liques	Ivro- gnes	Total	
Coups et blessures	53	27	19	54	73	32
Parricides	3	21	3	3	6	31
Meurtres	53	16	29	62	91	23
Incendies	24	16	27	33	60	34
Viols et attentats à la pudeur	70	15	54	117	171	35
Assassinats	16	18	16	33	49	21
Vols	11	1	47	178	225	16
Autres crimes	»	»	7	14	21	2
Totaux	230	114	202	494	696	19

(1) Compte 1908, page XX.

La même règle se manifeste aussi nette en matière de simples *délits*.

Désignation	Nombre total des infractions jugées	Délits commis sous l'influence de l'ivresse	
		Nombres réels	Proportion pour 100 délits de même espèce
Rébellion	4.703	1.571	33
Destruction de clôture	3.926	788	20
Outrages à fonctionnaires ou agents	16.255	4.474	27
Coups et blessures volontaires	31.619	5.830	18
Outrages publics à la pudeur	2.458	363	14
Violation domicile	360	47	13
Menaces écrites ou verbales ...	1.140	67	5
Fil. aliments	1.383	76	5
Destruction arbres	261	12	4
Vols	40.060	1.278	3

Sur les 28.274 *prévenus* de l'année 1908, voici maintenant, d'après la nature des délits, le nombre réel et la proportion des prévenus alcooliques ou ivrognes.

Désignation	Total des prévenus jugés	Prévenus alcooliques ou ivrognes	
		Nombres réels	Proportion pour 100 jugés pour des délits de même espèce
Rébellion et outrages	17.017	6.742	39.6
Coups et blessures volontaires	34.350	8.456	26.6
Délits cont ^{re} les mœurs	4.929	716	14.5
Mendicité	8.526	1.077	12.5
Vagabondage	12.008	1.258	10.4
Vol	40.341	3.531	8.7
Autres délits	76.304	6.494	8.5
Totaux	193.475	28.274	14.5

Meurtres, coups et blessures, outrages et rébellions, gestes de destruction ou de violence, voilà les infractions à base d'alcool.

Au contraire, les délits d'exécution raisonnée et plus ou moins lente ne seront pas le fait des ivrognes. Sur les 3.953 escroqueries déférées aux Tribunaux en 1909, 15 seulement, c'est-à-dire une quantité insignifiante, sont notées comme ayant été commises sous l'influence de l'ivresse (1).

(1) Compte 1909, page 56.

8. DÉLITS D'IMPRUDENCE. — D'autre part, une forme un peu différente du délit alcoolique tend à prendre chaque jour, grâce au progrès du machinisme, une importance plus grande : *le délit d'imprudence.*

Entre les mains de l'homme atteint par l'alcool, qui n'est plus maître de sa personne même, la *machine* devient redoutable. En particulier *le véhicule automobile* dirigé par un conducteur plus ou moins ivre, prélève chaque jour sur les usagers de la route un lourd tribut d'écrasés. A la simple lecture des journaux l'on voit que c'est au début de l'après-midi, à l'heure où l'automobiliste se met en route, dans la confortable euphorie qui suit un repas généreux, que les accidents de la circulation se font le plus fréquents. Cette observation devient particulièrement sensible les jours de fête.

Pour résumer, *violente, sanguinaire et aveugle, ou imprudente, telle est la criminalité alcoolique.*

SECTION III

Observations confirmant l'existence d'un rapport de cause à effet entre l'alcoolisme et la criminalité, d'après leurs variations parallèles.

9. VARIATION PARALLÈLE DE L'ALCOOLISME ET DE LA CRIMINALITÉ. — Nous allons maintenant, à l'aide de quelques *observations*, confirmer, par la méthode des variations concomitantes, *la relation qui existe entre l'alcoolisme et la criminalité.*

Nous pouvons ainsi constater des variations parallèles

de certains faits suivant les groupes sociaux : départements, groupes professionnels, et suivant le temps : jours de la semaine, saisons, années, l'expérience de la prohibition américaine présentant ici un intérêt tout particulier.

§ 1. — *Suivant les Groupes Sociaux.*

Dans les groupes sociaux qui consomment beaucoup d'alcool, on constate un développement parallèle de la criminalité.

10. SUIVANT LES DÉPARTEMENTS. — Ainsi remarque le « Compte » de 1908 « dans le Calvados, qui occupe le troisième rang sur la liste des départements offrant le plus fort contingent d'accusés, la situation est liée à celle de l'alcoolisme : c'est généralement à des alcooliques que sont dus, dans ce département, le plus grand nombre d'attentats contre les personnes et contre les mœurs.

11. SUIVANT LES GROUPES PROFESSIONNELS. — De même note le « Compte » de 1910 (2) c'est le groupe de la pêche qui, par rapport à la population correspondante, fournit le plus fort contingent de délinquants (290 sur 10.000).

Il est significatif de remarquer que c'est précisément dans cette classe d'habitants que l'alcoolisme exerce le plus ses ravages ».

§ 2. — *Suivant le temps.*

Dans une même circonscription territoriale les variations de la criminalité suivent celles de l'alcoolisme.

(1) Compte 1908, page XV.

(2) Compte 1910, page XXXV.

I. — *Suivant les jours de la semaine.*

12. Certains auteurs ont établi *que les jours de la semaine où l'on boit le plus sont aussi ceux où l'on enregistre le plus grand nombre de coups et de blessures.*

Le docteur Simonin résume ainsi leurs constatations (1).

Coups et Blessures observés.

	D'après Lang. Aschaffenburg. Kurz.			Mathel.
Samedi	18	103	20	18.6 %
Dimanche	60	254	124	27.5 %
Lundi	22	125	54	16.4 %
Mardi	13	69		
Mercredi	11	62		
Jeudi	10	62		
Vendredi	7	48		

Le dimanche, ajoute d'ailleurs le Docteur Simonin, dépouille ce caractère fatal d'abondance criminelle dans les divers pays : Norvège, Ecosse, Irlande, où les cabarets sont fermés ce jour-là.

II. — *Suivant les récoltes.*

13. A une échelle un peu plus grande Ferri a montré que (2) « en France, malgré quelques inévitables exceptions annuelles, on a un *accord évident de hausses et de baisses entre le nombre des meurtres et surtout des coups et bles-*

(1) Etudes criminologiques 1928. N^{os} 4 et 5, page 189. Docteur Simonin, l'importance médico-judiciaire de l'alcoolisme aigu.

(2) Ferri, la Sociologie criminelle. Traduction de l'auteur. Paris, Rousseau, 1893, pages 221 et suivantes.

sures volontaires et la récolte plus ou moins abondante de vin surtout dans les années de variations extraordinaires soit de récoltes manquées (1853-54-55-59-67-73-78-79-80) suivies d'une diminution remarquable de criminalité (coups et blessures) ; — soit des récoltes abondantes (1850-56-57-58-62-63-65-68-74-75) suivies de l'augmentation des délits ».

Ferri fait remarquer encore que le mois des vendanges s'accompagne d'un accroissement de crimes et délits occasionnels contre la personne.

III. — *Suivant les Années.*

Enfin la même relation se dégage toujours *du rapprochement des statistiques annuelles de l'alcool consommé et de la criminalité produite.*

a) *XIX^e siècle et avant-guerre.*

14. L'on constate en effet, que *l'accroissement continu de la criminalité depuis le XIX^e siècle jusqu'à la guerre coïncide avec un développement parallèle de la consommation alcoolique.*

Ceci devient surtout frappant à partir de 1880, date à laquelle les cabarets poussent librement sur notre sol.

Mais si complexe est la genèse du crime que l'on pourrait ne voir là qu'une simple coïncidence. Cependant, sans vouloir exagérer la relation qui existe entre le crime et l'alcool, il faut bien reconnaître que, dans l'écoulement des années, cette relation apparaît nettement. Le « Compte général » de 1908 (1) n'hésite pas à l'affirmer : « La seule indication vraiment défavorable qui se dégage avec précision de la statistique des 20 dernières années, est celle qui

(1) Compte 1908, p. XX.

a trait à *l'augmentation de criminalité violente, dont les progrès sont liés, sans aucun doute, au développement de l'alcoolisme* ».

b) *Guerre et après-guerre.*

15. Jusqu'en 1913, cette double augmentation se poursuit. Puis survient la guerre et alors se déroulent 5 années de désordres pendant lesquelles il ne peut guère être question d'observation sérieuse.

Cependant certains auteurs croient pouvoir parler *d'une diminution de la criminalité* pendant cette période, qui *serait due principalement à la lutte déclarée à l'alcoolisme* par les autorités civiles et militaires, interdisant notamment la circulation de l'alcool dans la zone des armées et la mise en vente de l'absinthe.

C'est ainsi que M. Calbairac écrit : « Les lois contre l'alcoolisme ont donc eu des résultats tangibles et elles ont eu, à n'en pas douter, leur influence sur leur diminution, par rapport à la période d'avant-guerre, de la criminalité aussi bien de la période de guerre que de la période d'après-guerre ».

De même le rapport sur l'administration de la justice criminelle de 1914 à 1919 (1) après avoir constaté la diminution des poursuites pour contraventions d'ivresse, déclare que les crimes et délits ayant avec l'alcoolisme un rapport étroit et direct, coups et blessures graves, coups et blessures simples, rébellion, outrages, sont en réelle diminution ».

(1) Etudes crim. 1928. N° 22, p. 62-70. Calbairac. Les répercussions de la Grande-Guerre sur la Criminalité en France. J.O. Annexe. 10/4/1922, p. 235.

A part une réaction passagère en 1921, *cette double diminution* du couple alcoolisme criminalité se montre dans la période d'après-guerre.

c) *Formule de Ducpétiaux.*

16. De tout cet examen, il résulte qu'au cours des années la criminalité violente suit des variations parallèles à celles de l'alcoolisme.

Un chiffre de Ducpétiaux formule ce rapport. Celui-ci a remarqué que (1) « en Belgique, *pour une augmentation de la consommation de l'alcool de 7 à 9 litres par tête d'habitant, la criminalité s'élevait, durant cette même période, de 19 à 28.11 % de la population* ».

IV. — *L'expérience de la Prohibition américaine.*

17. a) SA VALEUR. — *L'expérience de la prohibition américaine* mérite, dans cette étude, une place particulière.

L'on serait tenté de penser : la suppression totale des boissons alcooliques a dû entraîner la disparition de la masse des délits qui trouvent leur source dans l'alcool. Dès lors, il suffit d'examiner les statistiques criminelles pour apercevoir clairement le rôle exact de l'alcool facteur de la criminalité.

Malheureusement *l'expérience ne s'est pas réalisée avec toute cette pureté*. Nous constatons, en effet, que depuis la suppression légale de toute boisson alcoolique, les contraventions d'ivresse ont seulement baissé de 55 % (2).

Voilà qui nous refroidit singulièrement sur la valeur

- (1) Etudes criminologiques 1928, N^{os} 4 et 5, page 158. Docteur Simonin, op. cit.
- (2) Revue belge de droit pénal et de criminologie 1927. Docteur Vervaeck. Prohibition alcoolique et criminalité.

de la prohibition et nous n'avons pas de peine à croire M. John Erskine lorsqu'il déclare que si l'on est disposé à se contenter d'alcools de mauvaise qualité, on peut en trouver partout. Et M^e André Silgfried ajoute que les Américains votent pour la prohibition, puis vont boire des liqueurs dans des saloons plus ou moins clandestins (1).

Nous nous expliquons dès lors les renseignements contradictoires publiés sur la fluctuation de la criminalité américaine depuis la mise en vigueur de la loi de prohibition, renseignements qui doivent être examinés avec prudence.

18. b) SES RÉSULTATS. — Il semble cependant que l'on puisse en tirer quelque chose. Le docteur Vervaeck (2) après une étude consciencieuse, arrive aux chiffres suivants :

Au 1^{er} janvier 1910, 107,9 prisonniers par 100.000 habitants

— 1929 94,6 — —

soit une diminution de 10 % que l'auteur croit pouvoir rapporter en partie à la prohibition.

D'autre part, pour les délits spécifiques de l'alcool, le Dr Vervaeck obtient le tableau suivant.

	Individus emprisonnés		Par 100.000 habitants	
	1910	1923	1910	1923
Homicides	2.876	3.906	3,1	3,6
Coups et blessures	22.509	12.606	24,5	11,5
Scandales publics .	91.847	53.359	99,9	48,5
Ivresse	170.914	91.367	185,9	83,1
Vagabondage	49.670	28.030	54,0	25,5

(1) Séance à la Cour de Cassation du 4 février 1929, du comité national d'études sociales et économiques.

(2) Op. cit. p. 1130 et suivantes.

Donc parallèlement à la diminution de 55 % des contraventions d'ivresse, nous avons une diminution de 50 % des délits de vagabondage, des actes de violences et de scandale dans les rues, qui avouent ainsi nettement leur origine éthylique.

L'augmentation légère des homicides se rapporterait à certaines causes psychologiques et sociales et ne serait nullement une conséquence funeste de la prohibition.

De son côté, M. Marcel Legrain (1) nous donne pour Boston les chiffres suivants indiquant la diminution du nombre de quelques délits après la mise en vigueur de la loi de prohibition.

Meurtres avec préméditation	41 %
Meurtres sans préméditation	40 %
Homicides volontaires	36 %
Violences préméditées	25 %
Violences non préméditées	48 %
Voies de fait	21 %
Violences contre la police	14 %
Agressions pour vol	70 %
Vols	58 %

D'une façon plus globale, les arrestations pour toutes causes auraient passé, toujours à Boston, de 88.483 en 1918-1919, à 47.385 en 1919-1920.

Il apparaît donc que, à la suite de la prohibition américaine, la *criminalité a diminué parallèlement à l'alcoolisme.*

(1) M. Legrain. La prohibition de l'alcool en Amérique, ses conséquences sociales et économiques. Paris. Thèse de droit, 1922.

19. CONCLUSIONS DU CHAPITRE I. — Ainsi ces diverses observations nous permettent d'affirmer rigoureusement qu'un lien existe entre le crime et l'alcool, en d'autres termes, qu'il *existe une criminalité alcoolique, ayant ses caractères propres et dont l'importance est considérable.*

Il nous reste maintenant avant d'étudier les moyens de la juger et de la combattre, à l'expliquer.

CHAPITRE II

MÉCANISME DU DÉLIT ALCOOLIQUE

SOMMAIRE

Il est nécessaire d'examiner le mécanisme social et psychiatrique du délit alcoolique.

SECTION I. — *L'alcoolisme fait social.*

§ 1. — L'alcool occupe dans nos sociétés et particulièrement en France, une place d'honneur qu'elle doit : 1° à la tradition (21) ; 2° à la mode (22).

§ 2. — L'alcoolisme le plus dangereux a sa place forte : le Cabaret (23).

§ 3. — D'une façon générale l'alcool a l'estime de l'opinion publique (24).

SECTION II. — *L'alcoolisme, fait psychiatrique.* L'alcool détériore l'organisme, facilitant le geste criminel (25).

§ 1. — L'alcoolisme chronique est constitué par une intoxication persistante (26).

I. — Son origine est diverse : a) Tantôt, il se greffe sur une constitution pathologique qui l'appelle (27) ; b) tantôt, il a une origine héréditaire (28) ; c) tantôt, il s'impose irrésistiblement (29) ; d) tantôt, enfin, il s'installe graduellement chez un homme primitivement sain (30).

II. — Ses manifestations sont : A. aiguës ; des accès

aigus se produisent (31) sous forme : 1° de délires hallucinatoires qui peuvent se classer ainsi (32) : a) délire aigu (33) ; b) délire suraigu ou delirium trémens (34) ; c) délire subaigu (35) ; d) délire de Korsakoff (36) ; e) délire d'interprétation (37). 2° d'impulsions (38). B. Chroniques : l'alcoolisme présente des troubles permanents, physiques (39) et psychiatriques (40) avec des réactions antisociales nombreuses et violentes (41).

§ 2. — L'alcoolisme aigu est constitué par une intoxication passagère (43). Il peut être : 1° anormal (44) ; 2° normal.

Il existe un accès normal type que l'on divise généralement en trois phases : d'excitation, de dépression, et comateuse (45) qui, dans la réalité, présente des variations (46). Les réactions antisociales sont toutes caractérisées par la paralysie des inhibitions (47). Son diagnostic peut prêter à des confusions (48). L'examen biochimique peut donner des résultats précis (49).

Mais, actuellement, le plus pratique et le plus sûr paraît être encore l'examen clinique consciencieux.

20. GÉNÉRALITÉS. PLAN. — La cause immédiate du délit alcoolique, c'est l'alcoolisme lui-même, envisagé comme phénomène psychiatrique. Mais, pour avoir un aperçu complet du mécanisme de ce délit, il nous faut remonter plus haut, il nous faut rechercher dans nos mœurs les causes mêmes de cette intoxication et faire précéder *l'étude psychiatrique* d'une *étude sociologique*.

SECTION I

L'Alcoolisme, fait social

§ 1. — *L'alcoolisme a ses racines dans des obligations sociales.*

Dans nos Sociétés actuelles, et plus particulièrement en France, l'alcool occupe une place d'honneur, solidement soutenue par la mode comme par la tradition.

I. — *Tradition.*

Dans tous les temps, les hommes mécontents du monde extérieur, et incapables de le modifier à leur gré, ont cherché du moins à le voir sous un jour plus aimable.

N'ayant pas de prise sur le soleil, ils ont trouvé dans l'alcool un moyen de le faire surgir en eux, et à côté d'Apolon, ils ont placé Bacchus.

Ainsi, *dès la plus haute antiquité, l'alcool, sous la forme du vin, nous apparaît comme une divinité bien assise* pleine de prestige et de lyrisme.

Ce lyrisme est d'ailleurs fait, autant de sa cruauté que de ses charmes : selon Lombroso, l'arbre de la science du bien et du mal dont nous parle la légende de la pomme d'Eve, est tout simplement le symbole de l'alcool. Le même auteur nous cite une autre légende, arabe celle-ci, au dire de laquelle « le premier à planter la vigne fut, non « Noé, mais Adam, et le diable arrosa le pied de la vigne « du sang d'un singe, d'un lion et d'un cochon » (1). Cette

(1) Lombroso. L'homme criminel. Trad. 9^e édition. Paris Alcan. 1895. Livre II, p. 363 et 365.

divinité terrible et bienfaisante a toujours été adorée dans *notre vieille France*, fière de ses vignobles fameux.

Elle l'est encore *aujourd'hui*, les prohibitionnistes ne l'alarment pas, elle ne répond guère à leurs attaques que par un sourire.

II. — *Mode.*

22. Mais à côté des vins et des liqueurs antiques, règnent aujourd'hui des *formes nouvelles de l'alcool*, formes que l'industrie a créées pour exploiter cet éternel besoin de l'homme : boire. C'est ainsi qu'aujourd'hui, s'alignent à côté des flacons traditionnels, des bouteilles aux étiquettes multiples, lancées par l'affiche, imposées par la mode : Apéritifs, cocktails, voilà des mots symbolisant des liquides, mais qui veulent dire aussi habitudes collectives, constitutives d'obligations sociales.

§ 2. — *Rôle du Cabaret.*

23. Si l'alcool s'insinue partout sous ces formes diverses, il a cependant ses places fortes, où il exerce librement sa dangereuse souveraineté : le lieu public où l'on boit, du moins celui de basse clientèle, celui que l'on peut appeler le *cabaret*, est vraiment le temple de l'alcoolisme criminel.

Là, les malfaiteurs, les désœuvrés, les désintégréés se réfugient et se rencontrent. Là, ils se livrent à des beuveries qui finissent par des batailles sanglantes ; là, ils préparent leurs coups et les liquident une fois consommés.

« Le cabaret, écrit Lombroso (1), est un lieu où les malfaiteurs sont sûrs de rencontrer leurs complices, c'est

(1) Lombroso. L'homme criminel, page 392.

le séjour habituel, où non seulement ils méditent leur crime, mais où encore, ils en dépensent le produit.

C'est même, pour beaucoup d'entre eux, le seul, le vrai domicile qu'ils connaissent. Ajoutons d'ailleurs que le maître du lieu est le banquier, banquier d'ailleurs fidèle, aux mains de qui le voleur confie son gain coupable. En 1860, à Londres, on comptait 4.938 bouges uniquement fréquentés par des voleurs et des femmes de mauvaise vie. Sur 10.000 meurtres commis en France, 2.374 l'ont été dans des auberges ».

Enfin, c'est là que les jeunes gens ou les hommes encore vierges de tout crime sont pris dans le funeste engrenage.

Ainsi le cabaret se présente comme le principal pourvoyeur des prisons.

Or, le sol français en est couvert. Dans les agglomérations industrielles, dans les villes de garnison, dans les villages les plus pauvres de nos campagnes, les débits de boissons se multiplient sans cesse, multipliant le péril.

§ 3. — Conclusion.

24. Bref, l'alcool, indispensable accessoire des fêtes ou habitude quotidienne, irrigue copieusement nos populations. Fort de son antiquité, comme de son éternelle jeunesse, il est aimé, sinon vénéré. Son usage est considéré comme bienfaisant ou anodin. Seuls les abus graves sont unanimement réprouvés, et l'individu qu'il possède un moment nous fait rire, quand il ne nous dégoûte pas encore.

Une certaine ivresse, admise, est accueillie avec sympathie ou indulgence. Le théâtre, la littérature en utilisent les effets comiques, la consacrant en quelque sorte.

Il y a là, un ensemble de considérations dont le criminelologue doit tenir compte.

SECTION II

L'Alcoolisme, fait psychiatrique

La consommation de l'alcool a pour effet le crime, parce qu'elle *intoxique l'organisme humain d'une façon particulière*.

C'est cette intoxication, dans ses rapports avec le geste délictueux que nous allons étudier maintenant.

25. GÉNÉRALITÉS. PLAN. — D'une façon générale, l'alcool en agissant sur l'homme, *lui rend plus facile la réaction criminelle* : telle est l'observation que nous pouvons déjà déduire des statistiques examinées ci-dessus. Mais son mode d'action n'est pas toujours le même : tantôt, il imprègne l'individu, le possède absolument, au point d'en faire un aliéné, tantôt, il se contente de troubler momentanément ses fonctions, sans produire aucune lésion définitive.

Il est évident que, dans ces différents cas, la responsabilité du délinquant ne sera pas la même, les moyens de prévention différeront. Aussi allons-nous présenter les différentes formes psychiatriques de l'alcoolisme dans un ordre décroissant, en partant de la folie alcoolique pour arriver à la simple ivresse.

Nous examinerons ainsi successivement : *d'abord l'alcoolisme chronique dans ses manifestations aiguës et chroniques, puis l'alcoolisme aigu, anormal et normal*.

§ 1. — *Alcoolisme chronique.*

26. DÉFINITION. — L'alcoolisme chronique est constitué par une *intoxication persistante, déterminant des lésions organiques et des troubles psychiatriques.*

I. — *Origine.*

Son origine est diverse. Il peut apparaître chez un individu primitivement sain, mais très souvent il se rencontre chez les aliénés ou prédisposés à l'aliénation.

27. APPOINT ALCOOLIQUE. — a) C'est que, en effet, « la folie, la criminalité, l'alcoolisme sont trois manifestations différentes d'un même état de défectuosité psychique congénitale » (1). Dans ces cas, la disparition de l'alcoolisme qui n'intervenait qu'à titre d'*appoint* dans la constitution psychique du sujet, met à nu les désordres intellectuels originels, ou même une forme caractérisée d'aliénation mentale.

28. HÉRÉDO ALCOOLISME. — b) D'autres fois, l'alcoolique tient son caractère de ses auteurs. « Fils d'alcoolique, il est venu au monde » stigmatisé de la dégénérence alcoolique, faite essentiellement de convulsion, d'impulsivité, de criminalité infantile » (2). De plus, *cet hérédo dystrophique alcoolique* subit l'appel d'alcool de son sang, réagissant encore plus vite et plus mal que ses parents.

29. DIPSOMANIE. — c) Le *dipsomane* représente encore un type particulier. Celui-ci diffère de l'ivrogne ou de l'al-

(1) Triboulet, Mathieu et Mignot. Traité de l'alcoolisme. Paris, Marcon, 1905, p. 307.

(2) Laignel Lavastine, André Barbé et Delmas. La pratique psychiatrique. Paris, Baillière, 1919, page 535.

collique ordinaire en ce que, s'il devient parfois un intoxiqué, il était du moins lui-même un aliéné avant de boire. Ce malade se rue sur tous les liquides alcooliques et les avale furieusement jusqu'à ce qu'il tombe ivre-mort. Dans les intervalles de ces crises il peut manifester du dégoût pour les boissons alcooliques et se montrer honteux de ses chutes.

En tous cas, ce qu'il faut bien noter à son propos, c'est qu'il n'est pour rien dans ces débauches subites, c'est qu'il est vraiment un ivrogne malgré lui, un buyeur automatique, irrésistible.

30. INTOXICATION GRADUELLE. — d) « Tout autres sont l'ivrogne et l'alcoolique *qui s'enfoncent graduellement dans leurs habitudes*, se laissent entraîner facilement, boivent par occasion, mais sont toujours prêts à profiter de celles qu'on leur offre, en attendant qu'ils en cherchent et en provoquent de propos délibéré » (1).

Mais, peut-être ne *faudrait-il pas exagérer l'antithèse* entre les malades congénitaux dont nous venons de parler et l'alcoolique vulgaire. Si, placés dans les mêmes conditions de lieu, certains deviennent des buveurs et d'autres pas, c'est peut-être parce que tous ne sont pas également sensibles aux obligations morales qui font frein, mais c'est aussi que chacun possède un coefficient individuel particulier, une affinité plus ou moins grande vis-à-vis des substances ébrieuses.

En somme, l'alcoolisme est parfois endogène, parfois exogène, généralement les deux à la fois, dans des proportions variables.

(1) Joly (H.). Le crime. Paris Cerf, 1888, p. 351.

II. — *Manifestations.*

Examinons maintenant les différentes manifestations de l'alcoolisme chronique.

Celles-ci sont elles-mêmes aiguës ou chroniques.

A. *Manifestations aiguës.*

31. GÉNÉRALITÉS. — *Des épisodes psychopathiques* aigus surviennent chez les alcooliques chroniques « à l'occasion soit d'un plus grand excès d'alcool (a potu nimio) soit au contraire de la privation brusque de ce stimulant (a potu suspenso), soit d'une affection fébrile quelconque, d'une blessure, d'émotions, de fatigues intellectuelles ou même sans cause occasionnelle appréciable » (1).

1°) *Délires.*

32. DÉLIRES HALLUCINATOIRES. — Ces épisodes sont constitués principalement par des délires d'intensité et d'aspect variables, mais identiques dans leurs réactions médico-légale toujours déterminées par des *hallucinations*. « C'est pour échapper à celles-ci que l'alcoolique fuit, blesse ou tue. Le raptus passophobique entraîne, avec la fugue, les blessures, l'homicide, le suicide » (2).

Apparentés par ces caractères communs, les délires alcooliques peuvent se classer ainsi :

33. DÉLIRE ALCOOLIQUE AIGU. — a) Dans le délire alcoolique aigu, le malade semble subir un cauchemar en état de veille, est possédé par des hallucinations terrifiantes ou désagréables, auxquelles il réagit avec violence.

(1) Vibert. Précis de médecine légale, 10^e édit. Paris, B. Barillière et fils, 1921, p. 705.

(2) Laignel, Lavastine, op. cit., p. 530.

34. DÉLIRE ALCOOLIQUE SURAIGU OU DÉLIRIUM TRÉMENS

— b) *Le délire alcoolique suraigu*, type du délire alcoolique, est aussi peut-être la forme la plus impressionnante, la plus populaire de la folie. Vibert en donne dans son Précis, une description pittoresque qui mérite d'être reproduite tout entière, malgré sa longueur (1).

« Après une période prodromique pendant laquelle se
« manifestent de l'inquiétude, de la tristesse, de l'agitation,
« de l'insomnie, les hallucinations apparaissent, la nuit
« d'abord, puis toute la journée. Elles se multiplient, se
« succèdent, tantôt se rattachant toute à une même idée
« directrice, tantôt n'ayant d'autre lien commun que leur
« caractère terrifiant ou pénible. Certains malades restent
« une journée entière poursuivis soit par des assassins, soit
« par des gendarmes, soit par une armée entière ; d'autres
« voient tour à tour un incendie qui les environne de flam-
« mes, des figures grimaçantes qui sortent des murs, du
« plafond, des têtes coupées, des scènes d'assassinat, de
« torture, de viol, des animaux qui se précipitent sur eux ;
« les autres sens, le toucher, l'odorat, le goût, l'ouïe même
« sont fréquemment hallucinés de la même façon. Il existe
« quelquefois aussi une anesthésie complète, et c'est ainsi
« que l'on voit des blessés arracher leur appareil, se servir
« de leurs membres fracturés, sans paraître souffrir ».

Et voici le passage qui nous intéresse particulièrement :

« Le malade n'assiste pas passivement à la fantasma-
« gorie qui se déroule devant lui. Il interpelle ses visions,
« exprime sa terreur ou sa colère, réclame impérieusement
« du secours, lutte violemment contre ses persécuteurs,

(1) Vibert, op. cit., p. 705 et s.

« cherche à leur échapper par la fuite, et pour cela saute
« par la fenêtre, escalade un mur, etc... Quand les halluci-
« nations sont extrêmement nombreuses, mobiles et fuga-
« ces, le délire prend l'aspect de la manie la plus violente.
« Le malade vocifère sans interruption des lambeaux de
« phrase n'ayant pas le temps de formuler entièrement
« chacune des idées qui se succèdent dans son esprit. De la
« même façon, il commence un acte, avant d'avoir achevé
« celui qu'il venait d'ébaucher ; ses mouvement incessants
« sont violents, brusques, désordonnés. Dans cet état, l'al-
« coolique peut encore parfois être arraché quelques ins-
« tants à ces hallucinations et donner des réponses raison-
« nables et exactes quand on appelle fortement son atten-
« tion ; mais les conceptions délirantes reparaissent immé-
« diatement ».

Vibert signale enfin la face rouge, le tremblement généralisé, la fièvre élevée, et la fréquence de la terminaison fatale, bien que le plus souvent la guérison survienne au bout de trois ou huit jours.

Le Delirium Tremens est une forme caractérisée d'aliénation mentale.

35. DÉLIRE ALCOOLIQUE SUBAIGU. — c) Le délire aigu est suivi d'un *délire subaigu*, qui remplit le malade d'apparitions menaçantes, à la tombée de la nuit. Des hallucinations apparaissent visuelles d'abord, puis auditives, ces dernières plus dangereuses, car sur elles se greffe un délire de persécution qui peut aboutir à des réactions antisociales.

36. DÉLIRE DE KORSAKOFF. — d) L'alcoolique, victime d'une amnésie de fixation, comble automatiquement le vide de sa mémoire par des constructions imaginaires, formant un délire peu dangereux, dit *de Korsakoff*.

37. DÉLIRE D'INTERPRÉTATION. — e) Au contraire, une autre forme de construction délirante alcoolique peut aboutir à des gestes criminels, et plus particulièrement, à l'uxoricide. C'est un *délire de jalousie*, nettement pathologique, et qui trouve d'ailleurs son point de départ dans le peu d'enthousiasme que met la femme de l'ivrogne à recevoir les démonstrations attendries, mais peu appétissantes, de son triste conjoint.

2°) *Impulsion.*

38. Ainsi chez l'alcoolique chronique peuvent apparaître des délires d'aspects divers, mais généralement à base d'hallucinations, qui déclenchent des réactions antisociales, de caractère impulsif.

Parfois cependant *ces impulsions* semblent *spontanées*, et sans rapport avec aucun délire.

B. *Manifestations chroniques.*

Mais à côté des délits commis au cours de ces accès délirants, ou impulsifs, l'alcoolique en commet d'autres dus, non plus cette fois à une manifestation aiguë de son mal, mais au *désordre permanent de son organisme détérioré*.

39. SYMPTÔMES. — L'alcoolisme chronique se manifeste d'abord par des *symptômes viscéraux* « pituites matinéales, anorexie, dyspepsie, sclérose hépatique ou rénale » (1) et des *troubles du système nerveux* : tremblements, crampes et paralysies, troubles visuels, insomnie, rêves professionnel ou cauchemars.

40. ETAT MENTAL DE L'ALCOOLIQUE. — D'autre part, et

(1) Vibert, op. cit., p. 705.

c'est ce qui nous intéresse surtout, l'état *mental de l'alcoolique* est atteint de troubles permanents.

La mémoire est altérée, d'une façon irrégulière et incohérente, ce qui semble expliquer le caractère insouciant et instable du malade, incapable d'attention suivie, ou de sentiment persistant.

Mais le trait essentiel de son caractère, qui explique ses délits en apparence incompréhensibles, c'est « *la rapidité de la décision et de l'exécution*. Ils prennent des décisions sans délibération suffisante, sans faire entrer en balance les motifs que le commun des hommes prendrait en considération. Ils passent immédiatement à l'exécution ; mais s'ils échouent, ils renoncent volontiers à leurs projets et souvent l'abandonnent définitivement ».

C'est cette diminution de tout l'intellect et plus particulièrement de la volonté, que M. le professeur Laignel Lavastine nous dépeint encore en ces termes : « L'affaiblissement de son état mental se caractérise par la diminution de l'inhibition, de la moralité, de l'affectivité, de la mémoire, du jugement, de l'imagination, avec comme conséquence, l'exagération de l'irritabilité, des réactions impulsives et particulièrement des caprices, des appétits d'où la facilité des crises de dépression ou d'excitation et des idées délirantes hypocondriaques, érotiques et de jalousie » (1).

41. RÉACTIONS ANTISOCIALES. — Les alcooliques sont redoutés de leur entourage pour *leurs réactions antisociales nombreuses, brutales et impulsives*. Homicides et menaces,

(1) Vibert, op. cit., p. 740.

(1) Laignel Lavastine, op. cit., p. 533.

coups et blessures, violences, rébellion et outrages, sont la monnaie courante de leur brutalité. Ils commettent aussi des outrages à la pudeur, par oubli ou immoralité, et des attentats aux mœurs.

Enfin, *insociables* à tous les points de vue, soit vis-à-vis du cercle familial, soit à l'atelier, partout enfin, ils deviennent bientôt des *désintégrés*. Incapables de diriger une famille, d'exercer une profession, ils tombent vite dans la misère. C'est alors le vagabondage et la mendicité, aggravés de vols d'aliments et d'habits, ou de grivèlerie, qui les font bientôt entrer dans le cycle pénitenciaire dont ils sont les familiers.

Ainsi l'alcoolisme chronique apparaît comme une source directe de criminalité.

42. REMARQUE ET RÉSUMÉ. — Notons en terminant que *l'alcoolisme chronique peut se présenter à des degrés divers, allant de la démence terminale à la simple ivrognerie habituelle, en passant par tous les échelons de l'abrutissement.*

Evidemment l'aspect du sujet varie selon le degré d'intoxication, *mais dans tous les cas les réactions antisociales semblent s'expliquer de la même façon* ; elles sont dues, ou bien à un *accès aigu* surgissant sur un terrain pathologique, ou bien au *caractère* même de l'alcoolique, instable et impulsif, incapable de vivre socialement.

L'on peut dire que, *mécaniquement, l'alcool, en imprégnant l'homme d'une façon persistante, produit un délinquant*, comme il produit des abeilles voleuses et des chiens méchants (1).

(1) Lombroso. L'homme criminel, p. 21.

§ 2. — *L'Alcoolisme Aigu.*

45. DÉFINITION. GÉNÉRALITÉS. — L'alcoolisme aigu, ou ivresse, est, d'après Laignel-Lavastine, « *une intoxication aiguë due à une absorption massive d'alcool et caractérisée uniquement par un accès de brève durée* ».

Elle peut être accidentelle, isolée, ou au contraire habituelle, l'individu devenant alors un ivrogne et rejoignant l'alcoolique dont nous venons de parler.

Nous ne nous occuperons désormais que de l'accès considéré isolément.

Avant d'aborder l'étude de l'ivresse banale, il est nécessaire de dire un mot de quelques formes anormales de l'alcoolisme aigu.

I. — *Ivresse anormale.*

44. D'une façon générale les individus qui présentent des *défectuosités* notoires, offrent vis-à-vis de l'alcool une susceptibilité particulière. Chez ceux-là, l'alcool est le dé-clic qui déclenche le ressort (1).

D'autre part, l'ivresse peut prendre chez des individus d'apparence normale certains *aspects pathologiques*, dont voici les principaux types d'après Vibert (2) :

1°) *Ivresse agressive et violente*. Cette forme, au dire de l'unanimité des auteurs, est plus fréquente qu'autrefois, et cela sans doute est imputable à l'alcool d'industrie, particulièrement pernicieux.

Ici l'ivrogne est taciturne, agressif, et commet facile-

(1) Laignel Lavastine, op. cit., p. 533.

(2) Vibert, op. cit., p. 702 ss.

ment un meurtre qui, par la sûreté de son exécution, revêt l'allure d'un assassinat.

2°) Dans l'ivresse *excitomotrice*, les cellules motrices du cerveau semblent particulièrement intéressées. Le sujet, après une légère période de malaise, se lance soudain dans une rage aveugle et destructive, au cours de laquelle il frappe avec une grande sûreté de gestes, et qui est suivie d'une amnésie lacunaire.

Le docteur de Vacleroy donne l'exemple d'un soldat qui, dans cet état, s'était livré sur ses camarades à une fusillade effrénée (1).

3°) L'ivresse *convulsive* diffère de la précédente en ce que le sujet, inconscient, se livre à des gestes désordonnés.

4°) Enfin, dans l'ivresse *délirante*, les centres psychiques sont particulièrement atteints, d'où délire plus ou moins systématisé, à forme triste, dont le type est le délire d'auto-accusation.

Ces formes anormales de l'ivresse sont parfois *esquissées* par des *accès normaux*, mais apparentés à l'un ou l'autre type.

C'est sous le bénéfice de cette observation que nous allons parler de l'ivresse normale.

II. — *Ivresse normale.*

L'ivresse normale est un phénomène assez connu pour que toute description paraisse inutile. Cependant il paraît préférable, afin de donner une base consistante à nos discussions, d'en dresser un *rapide schéma*.

(1) Docteur de Vacleroy. De l'alcoolisme dans l'armée et des moyens de le combattre. Bruxelles 1900 (brochure).

45. ACCÈS TYPE. — On considère généralement qu'un accès complet présente trois phases.

1°) *Phase d'excitation.* — Le premier effet de l'alcool est une excitation générale de tout l'être. Le sujet ressent un bien-être croissant, au milieu de ses réflexes faciles et de son imagination rapide et gaie. Une délicieuse euphorie le baigne et il se laisse aller aux élans attendris et érotiques. La circulation devient plus active, le visage se colore.

Au point de vue criminologique le trait essentiel de cet état est la *diminution du pouvoir de contrôle*. Les idées se succèdent, rapides, parfois aussitôt évanouies, mais aussi facilement réalisées. Une suggestion qui, à l'état normal, serait discutée, inhibée, est immédiatement exprimée chez l'homme ivre et peut déclencher immédiatement un processus d'exécution. D'où ces réactions absurdes, instantanées, fréquemment destructives.

2°) *Phase de dépression.* — L'ardeur superbe de tout-à-l'heure est tombée. Le sujet est maintenant en proie à « une sorte d'ataxie physique et intellectuelle » (1), confusion mentale, troubles de l'équilibre qui déterminent une démarche zigzagante, interrompue par des chutes : ce n'est plus le conquérant glorieux de tout-à-l'heure, mais le vaincu, pâle, qui titube, inélégant.

D'humeur mobile, le sujet peut dans cet état se laisser aller à des *violences*. Il peut aussi commettre des délits de *négligence* ou *d'imprudence*.

3°) *Phase comateuse.* C'est la fin : l'homme est ivre-mort, il est tout juste capable de manquer de respect aux

(1) Laignel Lavastine, op. cit., p. 345.

agents qui le transfèrent au poste, ou de commettre bien involontairement un outrage à la pudeur.

46. VARIATION. — Tel est le schéma d'un aspect d'ivresse.

Mais il faut bien se dire que *ces aspects peuvent varier à l'infini*, suivant les particularités de l'alcool absorbé et de celui qui le subit.

D'abord de la *quantité* du *liquide* bu dépend l'intensité de l'accès, qui peut en rester à l'ivresse légère. Le sommeil comateux ne survient que dans les cas graves, et l'excitation peut être maintenue grâce à des libations répétées. Enfin la qualité de l'alcool absorbé influe aussi sur l'aspect de l'ivresse.

D'autre part, cet aspect varie suivant les *individus*, car tous ne réagissent pas de la même façon. Si certains ont le vin gai, d'autres l'ont triste. Chez certains, c'est un nouveau moi qui semble surgir, chez d'autres c'est le caractère même qui se dévoile dans toute sa nudité.

47. RÉACTIONS ANTISOCIALES. — Il est cependant possible de dire que l'ivresse pénale est une en ce que ses *réactions antisociales, dues à la paralysie des inhibitions, sont toujours marquées d'un caractère instantané et absurde*.

Au magistrat qui leur demande le mobile de leurs actes, ces délinquants répondent : « je ne sais pas » quand ils n'inventent pas des explications plus ou moins heureuses. Tel fêtard, poursuivi pour avoir tiré des coups de pistolet dans la rue, au petit jour, voulait « exprimer sa joie de voir le soleil se lever ». Tel autre avait brisé la glace d'un avertisseur d'incendie pour appeler les pompiers à son secours.

48. LES DIAGNOSTICS. SES DIFFICULTÉS. — D'après ces descriptions, il est aisé de voir quel intérêt présente l'état d'ivresse au point de vue de la responsabilité pénale. Aussi importe-t-il d'en avoir un *diagnostic* certain, permettant, à l'audience, de discuter sur des faits bien établis.

Le plus souvent le diagnostic de l'ivresse ne présente pas de difficultés. Cependant des *confusions sont possibles* et là où le vulgaire voit un homme ivre le médecin peut reconnaître un malade. C'est ainsi que l'on peut prendre pour de l'ivresse ce qui est en réalité une intoxication par l'oxyde de carbone, ou des troubles périendo-lymphatiques des labyrinthes, ou enfin une commotion due à un accident d'automobile par exemple.

Devant cette observation, les médecins légistes se sont efforcés de mettre au point une méthode de diagnostic de l'ivresse plus certaine que celui qui consiste dans l'examen clinique du sujet (1).

49. EXAMEN BIOCHIMIQUE. — L'on peut *rechercher chimiquement l'alcool*, soit dans les urines, soit dans le sang.

Les résultats obtenus en partant de *l'examen des urines* sont, nous dit le Docteur Simonin, sujets à caution, étant donnée « la variation du taux urinaire sous l'influence de facteurs dont on ne peut apprécier l'intensité d'action.

Le dosage de l'alcool dans le *sang* donne des résultats plus exacts. Il permet, toujours d'après le docteur Simonin, d'obtenir le « coefficient d'imbition alcoolique de l'orga-

(1) Voir notamment : revue de droit pénal et criminologie. Bruxelles, 1927, page 597, rapport de MM. Renaux, Decraève et Fuket sur le diagnostic de l'état d'ivresse ; Etudes criminologiques mai juin 1928 N° 3 ; Docteur Simonin, le diagnostic médico-légal de l'état d'ivresse.

nisme qui est égal au volume de l'alcool absolu ingéré, divisé par le poids du corps ».

Reste à savoir si, d'après les chiffres ainsi relevés, l'on peut affirmer que le sujet était en état d'ivresse au moment de l'action, si l'on peut dire avec certitude : telle teneur alcoolique du sang signifie : ivresse.

Le Docteur Balthazard et Mlle Lambert, s'étant appliqués à résoudre ce problème, sont arrivés aux conclusions suivantes (1) :

« 1°) La teneur du sang en alcool comprise entre 2 et 3 pour 1.000 peut correspondre à un état anormal surtout chez les individus peu entraînés à l'usage de l'alcool.

2°) Les teneurs en alcool supérieures à 3 pour 1.000 correspondent à l'ébriété.

3°) Les taux alcooliques supérieurs à 4 pour 1.000 correspondent à l'ivresse complète, soit à la période d'excitation ou de titubation, soit à la phase de dépression, même chez les alcooliques avérés ».

Ainsi donc, à partir de la teneur en alcool du sang, relevée au moment de l'action, on peut affirmer que le sujet se trouvait en état d'ébriété plus ou moins complète.

50. EXAMEN CLINIQUE. — Cependant, étant donné d'une part les difficultés juridiques que rencontreraient une prise de sang ou d'urine contre la volonté du sujet, et d'autre part, la complexité des éléments constitutifs de l'ivresse, essentiellement faite d'ailleurs de symptômes apparents et directement observables, *le plus simple et le plus sûr paraît être encore de relever ces symptômes par un examen clinique approfondi.*

(1) Docteur Simonin, op. cit., p. 121.

Il ne s'agit certes pas de s'en tenir à une expérience unique du genre de celle-ci qui, si nous en croyons le docteur Simonin, était encore exclusivement en usage en Angleterre en 1926 : « Tenez-vous debout sur la jambe gauche ; pliez l'autre jambe, posez le coude sur le genou droit, et, en levant le bras droit, portez votre pouce à vos lèvres ». Mais il serait facile d'exiger des commissaires de police une *description complète* de l'homme présumé ivre suivant un questionnaire fixe, et suffisamment détaillé.

Il s'agirait en somme de fixer par écrit le comportement du sujet, en notant soigneusement les symptômes caractéristiques de l'intoxication alcoolique.

Ainsi les débats se dérouleraient sur un terrain ferme.

CONCLUSIONS

DE LA PREMIÈRE PARTIE

51. CONCLUSION. — Nous avons maintenant un aperçu suffisant du *délit alcoolique*, envisagé comme un fait social et psychiatrique.

En tant que *fait social*, il se révèle extrêmement important, conséquence directe de la faveur dont jouit l'alcool dans notre société.

En tant que *fait psychiatrique*, il est caractérisé par une réaction spécifique de l'organisme humain vis-à-vis de l'alcool qui, paralysant les inhibitions, laisse le geste criminel se déclencher librement.

Ce sont sur ces données expérimentales que nous allons raisonner, lorsque nous étudierons la responsabilité pénale des alcoolisés et les moyens de défense sociale à leur opposer.

DEUXIÈME PARTIE

Responsabilité pénale des alcoolisés

52. GÉNÉRALITÉS. PLAN. — Nous allons dans cette seconde partie, étudier la question de la *responsabilité pénale des alcoolisés de tout ordre*.

Après une brève *étude historique* nous verrons, sur ce point, l'état du droit *positif français*, rapprochant de notre système les systèmes différents pratiqués à *l'étranger*. Puis nous plaçant exclusivement *sur le plan théorique*, nous rassemblerons les différentes idées qui entrent en ligne de compte dans l'appréciation de cette responsabilité, nous efforçant d'en dégager une formule.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS HISTORIQUES

SOMMAIRE.

Pas plus dans l'ancien droit que dans le droit romain il ne saurait être question de l'alcoolisme, phénomène relativement récent (53).

SECTION I. — *Droit Romain*. Le Digeste envisage généralement l'ivresse comme une circonstance atténuante, tenant compte, toutefois, des circonstances dans lesquelles elle se produit (54). Au contraire, Quintilien n'y voit qu'une faute devant entraîner une peine supplémentaire (55).

SECTION II. — *Ancien droit*.

§ 1. — Moyen-Age. Bartole défend la solution de Quintilien (56), cependant que les canonistes recherchent si, à l'origine de l'ivresse, se trouve une faute permettant de punir le délinquant (57).

§ 2. — A partir du XVI^e siècle. Un Edit de François I^{er} (1536) reprend la théorie de Quintilien et lui donne force de loi (58).

Mais cet édit n'est pas appliqué (59), et à la fin de notre ancien droit, le juge semble libre, dans son appréciation, Muyard de Vouglans et Jousse paraissant admettre difficilement l'indulgence (60).

En somme, dans l'histoire, la question nous apparaît comme un conflit entre la Société menacée qui veut se défendre, et l'individu qui entend n'être puni que dans la mesure où il a commis une faute (61).

53. REMARQUE. — Le droit romain et l'ancien droit ne nous parlent pas de l'alcoolisme chronique proprement dit, qui date du siècle dernier, mais *seulement de l'ivresse*. Dans tout ce chapitre il ne sera donc question que de la forme aiguë de l'alcoolisme.

SECTION I

Droit Romain

54. CONCEPTION SPIRITUALISTE. — Les Romains ont saisi le caractère double de l'ivresse, état mental déficient susceptible d'atténuer la responsabilité, mais état engageant cependant cette responsabilité, parce que se rapportant à la faute du sujet.

Le texte suivant consacre l'ivresse *circonstance atténuante* « *per vinum aut lesciviam lapsis, capitalis poena remittenda est, et militiae mutatio irroganda* » (1).

Le délit de l'homme ivre rentre dans la catégorie des délits « impetu » qui, par ordre de gravité, prennent place entre les délits « proposito » et les délits « casu » (2).

L'ivresse est donc un élément dont le juge doit tenir compte, et généralement ce sera dans un sens indulgent.

(1) D. 49, 16, 6, 7, de re militari.

(2) D. 48, 19, 11, 2, de poenis.

Cependant les circonstances dans lesquelles le délinquant s'est enivré doivent être prises en considération.

S'il s'agit d'un gardien chargé de la surveillance des prisonniers, qui, de ce fait, aura failli à son devoir, il n'échappera pas au châtement (1). Au contraire, l'ivresse habituelle, normale, presque professionnelle, d'une servante d'auberge, contribuera à en faire un être moins rigoureusement soumis aux impératifs sociaux, c'est-à-dire à en atténuer la responsabilité. Ainsi, si l'adultère de cette servante doit rester sans suite pénale, les habitudes d'ivresse semblent bien être, dans l'esprit du code de Justinien, pour quelque chose dans cette irresponsabilité (2).

Les Romains semblent donc avoir clairement analysé la question. Seule la véritable folie est une cause d'irresponsabilité. La simple ivresse peut n'être qu'une cause d'atténuation et encore le juge devra-t-il tenir compte des circonstances entourant cette ivresse.

55. CONCEPTION AUTORITAIRE. — Cependant, en face de cette opinion spiritualiste, nous voyons que Quintilien, après Pittacus, roi de Corinthe, et Aristote, déclare que l'ivresse contemporaine d'un autre délit, loin d'être une circonstance atténuante, donnera lieu à une *peine supplémentaire* qui viendra s'ajouter à celle du délit principal.

(1) D. 48, 37, 12, de custod. et exhib. reorum.

(2) Code de Justinien, VIII, 9.

SECTION II
Ancien Droit

1°) *Moyen-Age.*

56. CONCEPTION AUTORITAIRE. — Nous retrouvons chez nous, au Moyen-Age, les deux courants : d'une part, en effet, la solution sévère de Quintilien paraît avoir conservé une certaine autorité durant cette époque, « alors qu'une citation était un argument et *Bartole* s'en était fait le défenseur » (1).

57. CONCEPTION SPIRITUALISTE. — Au contraire, les *canonistes* ont adopté les distinctions plus psychologiques du digeste, déclarant généralement que *l'ivresse laisse subsister la faute, mais non le dol*.

Cependant, la Conférence d'Angers aboutit à cette formule : « L'homme devenu ivre sans qu'il y ait de sa faute, comme il y a apparence que cela arriva à Noé, ne peut pas plus pécher qu'un enfant ou un frénétique. Mais au contraire, celui-là pêche en s'enivrant qui le fait volontairement, et il se rend coupable, par cette mauvaise action, de tous les crimes qu'il commet ensuite » (2).

2°) *XVI^e siècle et suivants.*

58. EDIT DE VALENCE (1536). — Contre cette indulgence de psychologues, au XVI^e siècle, l'autorité royale se dresse et dans un *édit daté de Valence, août 1536, François I^{er}* fait sienne la règle proclamée par Quintilien : « Et s'il advient

(1) Briand et Chaudé. Manuel. Tome II, page 133. Paris, Baillière, 1880.

(2) Briand et Chaudé. Manuel T. II, p. 133.

« que par ébriété ou chaleur de vin, les ivrognes commet-
tent aucun mauvais cas, ne leur sera, pour cette raison,
« pardonné, mais *seront punis de la peine due audit délit*
« *et davantage pour ladite ébriété*, et à l'arbitrage du
juge » (1).

Le même édit punit d'ailleurs l'ivresse en elle-même
organisant pour cette infraction un curieux et pittoresque
système de récidive.

59. SON INSUCCÈS. — Ainsi le point de vue spiritualiste
semblerait rejeté au nom de l'ordre. Mais *cette loi autori-
taire, n'a pas tenu, dans la pratique*, en face des cas parti-
culiers. Nous voyons, en effet, que Laverdy ajoute, dans son
code pénal, au-dessous de cette ordonnance : « Il est fâ-
cheux que l'usage ait laissé tomber en désuétude cette
« loi, aussi salubre » (2).

Un Edit de Charles Quint, daté de 1531, prétendant
imposer aux juges belges la même règle, subit le même
sort. « Cet Edit ne fut pas appliqué par les Tribunaux,
l'usage ancien prévalut » (3).

60. OPINION DE MUYART DE VOUGLANS ET JOUSSE. — C'est
ainsi qu'à la fin de notre ancien droit le juge semble jouir
d'une liberté complète vis-à-vis du délit commis en état
d'ivresse. Mais quels sont les principes qui vont le guider
dans ses décisions ? Interrogeons sur ce point Muyard de

(1) Edit sur la punition des ivrognes, homicides et blasphéma-
teurs. Valence août 1536. Isambert. T. 12, p. 527. Le mê-
me texte se trouve dans l'Edit sur le fait de la justice dans
le Duché de Bretagne, daté de Valence, 30 août 1536.

(2) Ortolan et Desjardins. *Éléments de droit pénal*. I. P. 145
Paris 1886).

(3) Molinier et Vidal. *Traité théorique et pratique de droit
pénal*. Paris, Rousseau, 1894, T. II, p. 168.

Vouglans et Jousse. *Muyard de Vouglans* reprend la distinction romaine des délits profito et des délits impetu. Les délits d'ivrognes rentrent naturellement dans cette seconde catégorie et voici leur sort : « Quoique ces crimes soient « moins graves que ceux commis avec un propos délibéré, « néanmoins, comme ils ne sont pas tout à fait exempts de « malice, et qu'ils sont faits avec intention actuelle de « nuire, ils ne peuvent ainsi être exempts de peine, à « moins que par des considérations particulières, le prince « ne juge à propos d'en accorder la rémission » (1).

Jousse (2) range plus simplement l'ivresse parmi les causes qui peuvent faire diminuer la peine, mais il présente la question comme complexe et discutée, faisant de nombreuses citations en sens divers, et il termine en insistant sur l'importance de la preuve de l'état d'ivresse.

61. CONCLUSION. — Pour conclure, nous dirons que dans le droit romain et dans l'ancien droit, deux *courants* contraires se poursuivent, alternant dans leur puissance.

D'une part, des édits, des jurisconsultes, décrètent, au nom de l'ordre, que jamais l'ivresse ne sera une excuse, mais au contraire un délit dont la peine viendra s'ajouter à celle de l'infraction principale.

Mais, en face, les criminalistes psychologues voient généralement dans l'intervention du vin une raison d'indulgence. Cependant, ils se demandent chaque fois si la volonté de l'homme n'est pour rien dans cette intervention,

(1) *Muyard de Vouglans. Institutes du droit criminel. P. Paris Lebreton, 1577.*

(2) *Jousse. Traité de la justice criminelle en France. Paris, 1771, T. II, p. 622.*

s'il n'est pas possible, à un moment quelconque, de trouver la faute qui donnera prise à la justice pénale.

Ainsi au cours des âges, le problème de l'application de la peine au délinquant alcoolisé apparaît déjà comme *un aspect particulier de la lutte entre la Société qui veut se défendre, et l'individu qui prétend n'accepter le châtiment que dans la mesure de sa faute.*

CHAPITRE II

DROIT POSITIF FRANÇAIS

SOMMAIRE

En droit pénal français, l'influence de l'alcoolisme sur la responsabilité pénale varie selon la forme de cet alcoolisme.

SECTION I. — *Alcoolisme chronique.* — L'alcoolisme chronique peut parfois être une démence au sens de l'art. 64 c. p. entraînant l'irresponsabilité. — § 1 : *Manifestations aiguës.* Il en est ainsi au cas de délires ou d'impulsions pathologiques (64). — § 2 : Au contraire en dehors du cas de démence proprement dite (65). *Les manifestations chroniques* ne sont pas justiciables de l'art. 64 c. p. (66). Deux exemples de Verger font comprendre cette manière de voir (67). Mais il peut être question de responsabilité atténuée (68). En résumé l'alcoolique est responsable tant que son geste n'est pas la conséquence d'une aliénation caractérisée (69).

SECTION II. — *Alcoolisme aigu.*

§ 1. — *L'ivresse pathologique* est généralement admise comme supprimant ou diminuant la responsabilité (70).

§ 2. — *L'ivresse normale* soulève de longues discussions (71).

I. — *Remarques préliminaires.* La question appartient au juriste et non au médecin (72) ; 2° L'ivresse publique et manifeste est, aux termes de la loi du 1^{er} octobre 1917, une infraction en elle-même (72) frappée de peines de simple police, et, en cas de double récidive, correctionnelles (1). mais réprimée assez lâchement (75). En tous cas l'ivresse scandaleuse est une infraction, mais elle n'en reste pas moins un état mental susceptible d'influencer la responsabilité pénale du sujet (76).

II. — *L'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale d'après les textes et les principes de droit positif français.*

Aucun texte particulier ne réglant la question, il faut examiner les textes et principes généraux. A. *L'ivresse n'est pas une excuse légale* (65 c. p. (77) ; la jurisprudence est en ce sens (78). B. *L'ivresse n'est pas une démence* (64 c. p.). La « démence » est la privation des facultés morales (79).

1. L'ivresse se présente donc comme une démence : a) puisque les facultés morales sont momentanément étouffées, au point de justifier la détention au violon (86) ; b) son caractère épisodique ne change rien à sa valeur (81) ; c) elle suppose des lésions organiques (82) ; d) par son silence l'article 64 n'a pas voulu l'exclure de son cadre (83) ; c) et elle semblerait devoir y rentrer, bien que généralement d'origine fautive (84). 2. Mais l'ivresse n'est pas une affection suffisamment homogène pour qu'on puisse la qualifier juridiquement de démence (85) et la jurisprudence a eu raison de lui refuser l'application de l'article 64 (86). L'ivresse n'est donc ni une démence ni une excuse (86).

G. *L'ivresse peut être une cause de non-culpabilité, ou une circonstance atténuante.* Le juge, pour chaque délit,

doit se demander si l'intention délictuelle exigée par le législateur existe en fait.

Or, il se peut que l'ivresse ait empêché la formation de cette intention, ou en ait diminué la valeur, ce qui entraîne la déclaration de non-culpabilité, ou l'admission de circonstances atténuantes (88). M. Garçon partage cette manière de voir (89) et avec lui la quasi-unanimité des auteurs (90) ; telle est aussi la pratique courante des tribunaux, malheureusement négligée par les recueils (91). Cependant nous trouvons en ce sens un jugement du Tribunal correctionnel de Largentière (1900, Vedel) (92) et un jugement du Tribunal correctionnel de Castellane, infirmé par la Cour d'Appel d'Aix, qui semble néanmoins partir du même point de vue (Barbaroux, 1870) (93). Un arrêt de la Cour de Cassation (Rosay etc... (815) semble rejeter cette manière de voir, mais au fond, cette décision ne peut être interprétée en ce sens, d'autant plus que la question devient ainsi une question de fait (94). De même, la pratique courante des Tribunaux admet que l'ivresse puisse être une raison déterminant l'accord de circonstances atténuantes (95). En résumé, c'est là une question d'espèce, à laquelle le juge répond d'après son intime conviction (96). D'après certains, au contraire, l'ivresse supposant une faute *entraînerait de ce fait automatiquement la responsabilité de l'agent pour tous les actes commis dans cet état*. (97). 1°) L'empêchement dérivant de l'ivresse n'est pas un cas de *force majeure* (art. 64. c. p.) Ainsi en a décidé la Cour de Cassation (1921. Trémintin (98). Cet arrêt qui revient à dire que l'intention de s'enivrer équivaut à celle de commettre un délit intentionnel, s'explique étant donné le point de vue auquel s'est placé la Cour de Cassation,

celui de la force majeure (99). Son importance, en ce qui nous concerne, est donc toute relative (100). 2°) La *théorie du dol éventuel*, d'ailleurs désuète, ne s'applique pas au cas d'ivresse. Certains ont prétendu appliquer ici la théorie du dol éventuel, qui rend l'agent coupable d'un délit responsable pénalement de toutes les suites prévisibles de ce délit (101). M. Codsi Gourban préconise cette application, l'ivresse constituant en elle-même, une infraction, dont l'agent devrait prévoir les suites (102). Il prétend en effet que cette prévision se présume et que cette thèse sévère s'impose, dans l'intérêt de l'ordre public (103). Mais cette tentative est vaine, parce que : a) la théorie du dol éventuel n'a plus force de loi (104) ; b) elle ne pourrait s'appliquer à l'ivresse, 1° qui n'est une infraction que si elle est publique et manifeste ; 2° qui, même dans ce cas, reste une affection mentale ; 3° et surtout parce qu'il n'est pas considéré comme criminel de s'enivrer (105). Le juge conserve donc sa liberté d'appréciation (106). E. L'ivresse peut être la base d'un *délit d'imprudence* (107) ; telle est l'opinion de la Cour Supérieure de justice de Luxembourg (1898, Fumery) et la pratique courante de nos Tribunaux, notamment vis-à-vis des conducteurs de véhicules (108). L'opinion contraire n'est pas admissible (109).

Résumé du § 2. — L'ivresse n'est ni une excuse légale, ni une démente. Le Juge apprécie, librement, en fait, sa répercussion sur l'intention délictuelle, la faute première n'entraînant la responsabilité automatiquement de l'agent que pour les délits d'imprudence (110).

62. GÉNÉRALITÉS. PLAN. — *Comment est résolue, en droit positif français, la question de la responsabilité pénale des délinquants, influencés par l'alcool*, tel est l'objet

de ce chapitre. Il est évident que la réponse ne sera pas la même selon qu'il s'agira d'un alcoolique fortement imprégné, ou au contraire d'un homme accidentellement ivre. Nous allons donc reprendre, dans un ordre de gravité décroissante, toute *la gamme de l'alcoolisme*, telle que nous l'avons présentée plus haut.

SECTION I

Alcoolisme chronique

63. GÉNÉRALITÉS. — L'alcoolisme chronique constitue bien une maladie, et, en tant qu'il affecte le cerveau, une maladie mentale. Dès lors, c'est à l'article 64 du code pénal, qui prévoit l'aliénation du délinquant, que nous devons demander la solution du problème.

Celui-ci est ainsi conçu : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ».

Dans quels cas l'alcoolisme chronique rentre-t-il dans la notion de démence ? Pour le voir, envisageons successivement ses différentes manifestations.

§ 1. — *Manifestations aiguës.*

64. Les manifestations les plus impressionnantes de l'alcoolisme chronique consistent en accès délirants.

Qu'il s'agisse du *delirium tremens* ou même du délire aigu ou subaigu, ou même encore du délire d'interprétation, dans tous ces cas le geste antisocial provoqué par ce délire est couvert par *l'immunité de l'article 64*.

Il est d'ailleurs facile de reconnaître le caractère pathologique du processus criminel, provoqué par des conceptions fausses ou hallucinatoires, et prévisible.

Il faut en dire autant du délire commis dans un accès impulsif, lorsque cet accès est nettement pathologique.

§ 2. — *Manifestations chroniques.*

La question est plus délicate lorsqu'il s'agit des délits commis par un alcoolique *en dehors de tout accès délirant ou impulsif*, mais dans la genèse duquel l'état d'intoxication semble cependant avoir joué son rôle.

65. DÉMENCE ALCOOLIQUE. — Si le délinquant est atteint par l'alcool à un point tel que son intellectualité ait fait totalement naufrage, comme cela se rencontre chez les alcooliques, alors nous sommes en présence d'une véritable « *démence* » au sens médical du mot, c'est-à-dire d'un déficit intellectuel complet et acquis.

Dans ce cas l'article 64 s'applique.

66. EN DEHORS DU CAS DE DÉMENCE LE PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ SUBSISTE. — Mais le plus souvent l'alcoolique délinquant sera simplement un de ces individus dont l'alcool a fait *ces désintégrés, ces insociables, ces abrutis* dont nous avons parlé plus haut (41). C'est autant dans cette désintégration que dans l'altération plus ou moins profonde de leur intellectualité que le geste criminel a trouvé sa source. La relation entre l'intoxication et le délit est d'ailleurs moins étroite, et celui-ci ne paraît pas en être la conséquence nécessaire. Et surtout la folie du délinquant n'étant pas éclatante, une idée nouvelle fait ici son apparition : l'homme a eu tort de se mettre dans cet état.

Pour toutes ces raisons, les aliénistes refusent de voir là purement et simplement une démente, au sens de l'art. 64 c. p., système qui serait stupidement dangereux, si l'on songe à l'impunité pénale qu'il accorderait à ces hordes d'alcooliques que la Société ne se reconnaît pas le droit d'interner.

Le principe de la responsabilité subsiste donc, sans discussion possible.

Il n'en serait autrement que si sous cet alcoolisme gisait déjà une constitution anormale, suffisante à elle seule pour appeler l'application de l'article 64.

67. EXEMPLES. — Pour fixer les idées résumons brièvement *deux exemples* recueillis par Verger (1).

L'un a trait à un ancien soldat colonial qui avait contracté en Indochine des habitudes alcooliques soigneusement entretenues. Cet individu, errant dans les campagnes, commet en deux jours quatre viols ou tentatives de viol sur des filles isolées.

L'autre se rapporte à un alcoolique qui avait fusillé sa femme, coupable d'avoir mouillé son vin. La provocation était évidemment grave, mais la réaction était encore disproportionnée.

« Pour l'un et l'autre de ces deux délinquants, écrit Verger, les experts admirent que l'imprégnation alcoolique, du reste indiscutable, ne s'étant traduite par aucun symptôme proprement pathologique, délire ou impulsion, *ne constituait pas un état de nature à diminuer la responsabilité* ».

(1) Verger (H.). L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants. Paris, Flammarion 1923, p. 171 ss.

68. MAIS ELLE PEUT ÊTRE ATTÉNUÉE. — Cependant, suivant les idées de Régis et de Grasset, il pourrait être question d'une atteinte pathologique et partielle des neurones psychiques de nature à atténuer la responsabilité.

Faustin Hélie considère même cette *atténuation* comme généralement admise en pratique « par ce motif, que si l'alcoolique commet un crime ou un délit, non sous l'influence d'un mobile pathologique, mais sous l'influence d'un mobile ordinaire, il présente au mobile criminel une résistance moindre qu'un individu à l'état sain » (1).

69. RÉSUMÉ ET REMARQUE. — Pour résumer cette matière, nous citerons comme représentant les idées actuellement en vigueur ce passage de Verger (2) : « On ne peut « pas plus admettre pour l'intoxication chronique que « pour les névroses la théorie normalement insoutenable « de la circonstance atténuante préalable et permanente ».

La question de la responsabilité pénale des alcooliques, en dehors de toute manifestation aiguë, reste donc essentiellement une *question d'espèce*, en ce sens que l'état d'imprégnation toxique ne saurait être considéré comme un élément d'atténuation de la responsabilité qu'autant qu'il commanderait directement la manifestation délictueuse, et que celle-ci constituerait un symptôme prévisible de cette intoxication (3).

Donc, quand le délit n'est causé que par de simples troubles mentaux, l'expert ne peut guère parler de respon-

(1) Hélie F. Pratique criminelle des Cours et Tribunaux, 4^e édition. Paris 1928. Librairie des Juris-classeurs, T. II, p. 213.

(2) Verger, op. cit., p. 179.

(3) Verger, op. cit., p. 178.

sabilité atténuée, à moins qu'il ne s'agisse, ajoute Verger, d'un geste directement en rapport avec un état de besoin, et proportionnel à ce besoin.

En dehors de ce cas, la parole est au juge, qui se montre sévère pour ces délinquants non internables et plus ou moins responsables de leur état.

Notons enfin que ce que nous venons de dire des alcooliques s'applique également aux *ivrognes*, c'est-à-dire à ceux qui présentent des habitudes continues d'ivresse, et qui vont bientôt rejoindre les alcooliques, sans solution de continuité.

Cette infinie variété des degrés d'intoxication chronique est encore une des raisons qui font que la question de la responsabilité est ici une question d'espèce.

SECTION II

Alcoolisme aigu

§ 1. — *Anormal.*

70. Avant d'aborder l'étude de la responsabilité pénale au cas d'ivresse banale, nous devons éliminer les cas où l'ivresse revêt un caractère pathologique.

Dans tous ces cas, qu'elle soit à forme agressive, excitomotrice, convulsive ou délirante, nous avons encore affaire à des états anormaux, à de véritables folies passagères, qui correspondent à la *démence de l'article 64*. Il en est de même de l'accès consécutif à une crise de dipsomanie.

De ces différents diagnostics découle l'irresponsabilité.

Tel est du moins, l'avis de Verger (1).

Laignel-Lavastine déclare au contraire que de tels délinquants possèdent ce qu'il appelle, pour éviter la notion métaphysique et dangereuse de responsabilité, une capacité pénale déviée, qui ne doit pas entraîner une peine atténuée (2).

En tous cas lorsque les troubles sont nettement pathologiques, l'expert notera généralement cette circonstance comme atténuant ou enlevant toute responsabilité.

§ 2. — *Normal.*

71. GÉNÉRALITÉS. — Laissons maintenant de côté ces cas particuliers, et, pour délimiter le problème, *supposons qu'un homme absolument sain ait commis un délit sous l'influence d'une ivresse momentanée*. Quelle va être l'influence de cette intoxication passagère sur la responsabilité pénale de cet homme ? Quelles conséquences juridiques notre droit positif français attachera-t-il à cette circonstance ?

I. — *Remarques préliminaires.*

Avant d'aborder le fond même du problème, deux remarques s'imposent :

1°) *La question appartient au juriste et non au médecin.*

72. En premier lieu, *la question intéresse les seuls juristes, à l'exclusion des médecins.*

Une tradition constante est en ce sens basée sur cette idée, semble-t-il, qu'ici la question de droit prime et étouffe la question de fait. Lorsque le juge demande au médecin

(1) Verger, op. cit., page 163.

(2) Laignel Lavastine, op. cit., p. 528.

si tel individu est responsable, il veut savoir s'il présente telle maladie mentale caractérisée, dont l'existence reconnue dessaisirait les tribunaux répressifs. Quand il s'agit d'ivresse, il importe avant tout de savoir si celle-ci étant admise doit être considérée comme rendant le sujet irresponsable, et cela est généralement considéré comme une question de droit.

2°) *L'ivresse est une infraction en elle-même quand elle est publique et manifeste.*

73. LA LOI DU 1^{er} OCTOBRE 1917. — En second lieu, ceci va nous retenir plus longtemps, l'ivresse est parfois une infraction en elle-même. *La loi du 1^{er} octobre 1917*, abrogeant la loi du 23 janvier 1873, réprime en effet l'ivresse publique et manifeste.

L'ivresse est *publique*, lorsque l'individu se trouve, ou plutôt qu'on le trouve, « dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics » (art. 1^{er}).

La question de savoir quand elle est « manifeste », suivant le terme de la loi, est plus délicate. Le rapporteur de la loi du 23 janvier 1873 considère comme telle l'ivresse « qui produit un scandale public par sa seule vue et non « par tel ou tel acte déjà répréhensible et puni par le « droit criminel ». Selon d'autres auteurs, il serait inutile d'attendre qu'elle soit scandaleuse. En fait, les agents décident souverainement en la matière, déclarant dans leur rapport qu'ils ont trouvé l'individu en état d'ivresse « manifeste » et ce qualificatif semble indiquer plus qu'une simple ébriété.

74. PÉNALITÉS. — L'ivresse publique et manifeste ainsi comprise est donc *punie par la loi*. La peine sera de 1 à 5

francs la première fois, mais, par un système de récidive qui nous rappelle en moins pittoresque celui de François I^{er}, l'homme qui par ses rechutes successives, s'avère un ivrogne convaincu, comparait devant le Tribunal correctionnel, qui dispose vis-à-vis de lui de sanctions sévères.

75. APPLICATION. — Suivant ces prescriptions, en 1924, 2.960 prévenus ont comparu devant les Tribunaux correctionnels, pour la plupart (2.555) condamnés à un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Dans la même année, les Tribunaux de simple police ont vu défiler 57.593 ivrognes, répartis très inégalement suivant les Cours d'Appel, celle de Rennes se classant nettement en tête (1).

Ces chiffres ne sont somme toute pas *bien considérables*, les parquets et la police judiciaire fermant facilement les yeux sur ces faits, malgré une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 18 juillet 1919, insistant pour une application stricte et ferme de la loi.

76. SIGNIFICATION. — Il n'en reste pas moins *que le seule fait d'être ivre peut entraîner le sujet à rendre des comptes à la justice pénale*, et c'est là une considération que nous devons avoir sans cesse sous les yeux, mais il faut également retenir que si cette loi de 1917 consacre le caractère répréhensible de l'ivresse, elle ne la sanctionne généralement que lorsqu'elle est publique et manifeste, ce qui *restreint* singulièrement l'importance de cette disposition en ce qui nous concerne.

De plus, seules les manifestations scandaleuses de

(1) Compte général de l'administration de la justice criminelle, 1924, p. 50.

l'intoxication alcoolique aiguë indignent le législateur, qui ne s'attaque pas directement à la consommation, même généreuse, de l'alcool.

Pour mieux saisir son indulgence à cet égard, il suffit de rapprocher de la loi de 1917, la loi du 12 juillet 1916 (modifiant celle du 13 juillet 1845) sur les substances vénéneuses, dont l'article 2 punit « d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement... ceux qui auront usé en Société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage... »

En tous cas lorsqu'un délit est commis en état d'ivresse publique et manifeste, le *Ministère public peut poursuivre l'individu, et le poursuit généralement, à la fois pour le délit principal et pour la contravention connexe d'ivresse.*

Mais le juge, en appréciant le premier délit, se rappelle que l'ivresse a beau être une infraction, elle n'en constitue pas moins un *état mental* dont il doit tenir compte.

II. — *L'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale d'après les textes et les principes de droit positif français.*

Dans notre Code, *aucun texte particulier ne règle la question.* Il faut donc chercher la solution dans les *textes et principes généraux de notre droit pénal.*

A. — *L'ivresse n'est pas une excuse légale* (art. 65 c. p.)

77. L'IVRESSE N'EST PAS UNE EXCUSE LÉGALE. — L'on considère parfois l'ivresse comme une excuse, au sens vulgaire du mot. Mais *lorsque l'on parle le langage juridique cette manière de voir doit être immédiatement abandonnée.*

En effet, l'article 65 du code pénal déclare formelle-

ment que : « Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la « peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances « où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appli-
quer une peine moins rigoureuse ».

Or, *aucun texte ne fait de l'ivresse une excuse légale.*
Il est donc vain de vouloir la faire passer pour telle.

78. JURISPRUDENCE. — Dès 1812, la *Cour de Cassation* l'affirmait (1). En 1824 cette haute juridiction déclarait encore que, pour cette raison, la Cour royale de Colmar avait commis un excès de pouvoir en déchargeant deux individus de la prévention de rébellion, vu leur état d'ivresse (2).

Depuis, elle a *maintenu cette jurisprudence inévitable*, en déduisant qu'aucune question relative à cette circonstance ne doit être posée au jury criminel par le Président de la Cour d'Assises.

Il eut été d'ailleurs imprudent de consacrer législativement une pareille excuse, d'autant plus que, logiquement, l'ivresse se présente moins comme une excuse que comme une circonstance empêchant la naissance même de l'infraction.

2. B. *L'ivresse n'est pas une démence* (64. c. p.).

79. DÉFINITION DE LA DÉMENCE. — *L'article 64 Code pénal*, qui déclare que la démence s'oppose à la formation de tout crime ou délit, est ainsi expliqué dans l'exposé des motifs : « Tout crime se compose du fait et de l'intention. « Or, aucune intention criminelle ne peut avoir existé de

(1) Cr. rej. 2 oct. 1812. Urtdenbrock D. rep. 38. 647.

(2) Cr. Cas. 23 avril 1824. Trendel et Carlé. D. rep. 25. 647.

(1) Cr. rej. 27 août 1868. Thomas Duranger. (Bul. cr.) — Cr. rej. 17 oct. 1889 — Augustin Stouvenel (Bul. crim.) — Cr. rej. 1^{er} mai 1919. D. 25-5-6.

« la part des prévenus, *puisqu'ils ne jouissaient pas de leurs facultés morales* ».

1. *L'ivresse se présente comme une démente.*

80. TROUBLES MENTAUX JUSTIFIANT LA DÉTENTION. — a) *La privation des facultés morales*, voilà donc le sens de cette expression de « démente ». Il apparaît dès lors que l'ivresse, à partir d'un certain degré, rentre dans cette définition.

Allons même plus loin. Prenons le critérium plus rigoureux, plus pratique, du médecin. « Pour lui appartiennent seuls à la catégorie, établie par l'article 64 c. p., les « malades mentaux qui sont médicalement justiciables de « l'internement dans un asile » (1).

L'ivresse est encore dans ce sens un cas de démente. L'article 15 de la loi du 1^{er} octobre 1917 ne prévoit-il pas, en effet, que « toute personne trouvée en état d'ivresse dans « les rues, les chemins, places, cafés, cabarets, ou tous « autres lieux publics, devra être, par mesure de police, « conduite à ses frais *au poste le plus voisin* ou dans une « chambre de sûreté, *pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison* ».

C'est l'internement momentané, reconnaissance implicite d'une démente passagère.

81. PASSAGERS. — b) Objectera-t-on précisément qu'il ne s'agit que d'une démente *passagère* ? Ceci ne change rien à la valeur juridique de cet état mental. Un Tribunal a d'ailleurs jugé à propos de l'hypnotisme (2) « qu'il importe peu qu'elle (la démente) soit momentanée, complète

(1) Verger, op. cit., page 20.

(2) Trib. Pau. 8 avril 1897. La loi 27 avril 1897.

« ou permanente, pourvu qu'elle ait existé au moment du « fait commis ».

82. ORGANIQUES. — c) Dira-t-on encore que l'ivresse n'est pas un « dérangement organique des facultés intellectuelles, caractère essentiel de l'aliénation mentale » (1). C'est là une affirmation fausse, car il est évident que les troubles apparents présentés par l'homme ivre correspondent à une *altération* momentanée, mais *réelle, de l'organisme*, et plus particulièrement des centres cérébraux, altération que les physiologistes démontrent.

83. MALGRÉ LE SILENCE DE L'ART. 64 C. P. — d) Un autre argument tendrait encore à écarter ici l'application de l'article 64. Le silence même de cet article. Mais peut-on vouloir interpréter strictement ce *terme de démence qui n'a aucune signification précise* ? Nous savons que dans la langue médicale on entend par démence un déficit intellectuel considérable et acquis. Il est évident que l'article 64 peut avoir une compréhension bien plus large, bien plus élastique.

84. ...ET MALGRÉ LE CARACTÈRE RÉPRÉHENSIBLE DE CES TROUBLES. — e) L'ivresse offre donc tous les caractères de la démence, mais, et c'est là une considération plus grave, elle est elle-même un *fait répréhensible*. Or, nous dit M. le professeur Roux, « il faut que la cause d'irresponsabilité soit involontaire » (2). Le même auteur ajoute : « Quoique cette condition ne résulte pas des termes de l'article 64, son admission, conforme à la tradition, répond au fonde-

(1) Chauveau et Hélie. Théorie du code pénal. 6^e édition par Villey. T. I p. 576.

(2) J. A. Roux. Cours de droit criminel français. 2^e édition. Paris. Sirey, 1927. Tome I, p. 170 ss.

ment moral de l'irresponsabilité pour cause de défaut d'intelligence ».

Cette idée qui semble en effet flotter parmi nos conceptions juridiques restreindrait donc le champ d'application de l'article 64 à l'ivresse purement involontaire. Mais est-elle fondée ? Jusqu'où n'irait-on pas si l'on déclarait que le fou est responsable lorsque sa folie est le résultat de sa faute ? Poursuivra-t-on l'alcoolique qui tue au cours d'un accès de délirium tremens, sous prétexte qu'il est responsable de son intoxication ?

Nous pensons plutôt avec le Sellyer que *ce n'est pas tant la nature de la cause produisant l'absence de raison qui empêche la criminalité de l'acte commis ; c'est cette absence de raison* (1) et que ce n'est pas la volonté antérieure au fait qui constitue le crime, c'est la volonté produisant ce fait, par conséquent la volonté au moment où le fait est commis (2).

Cependant lorsqu'il s'agit d'un délit commis en état d'ivresse, la faute initiale est si proche *du résultat délicieux qu'il est difficile de ne pas tenir compte* de cette cause première.

2. *Mais il vaut mieux ne pas faire appel à l'article 64.*

L'IVRESSE N'EST PAS UNE AFFECTION SUFFISAMMENT HOMOGENE. — Il paraît donc possible d'appliquer l'article 64 à l'ivresse. Les objections que nous venons d'examiner ne tiennent pas. Mais il faut qu'il s'agisse d'une ivresse représentant réellement une privation totale des facultés men-

(1) Le Sellyer. Traité. 2^e éd. Paris Durand et Pedone 874. T. I, p. 139.

(2) Le Sellyer, op. cit., p. 140.

tales, et de cette restriction naît une nouvelle objection qui nous paraît décisive. *L'ivresse, en effet, n'est pas, comme la paralysie générale par exemple, une affection nettement délimitée, unique.* Elle a des degrés, des aspects divers, de telle sorte qu'il est impossible de dire : *elle est une démence.* Ce cadre, comme celui de l'excuse, est trop rigide pour contenir ses variétés infinies et mouvantes.

86. JURISPRUDENCE. — C'est donc avec raison que la jurisprudence a déclaré que l'article 64 n'était pas applicable à l'ivresse.

Bien rares sont les décisions sur ce sujet. Cependant un arrêt de la chambre criminelle de 1843 déclare expressément en parlant de la « prétendue ivresse de l'accusé », qu'il ne s'agit pas là du cas prévu par l'article 64 du Code pénal (1). C'est là, à notre connaissance, la seule décision de justice sur la question, et elle est formelle. Il est d'ailleurs possible de renforcer cette jurisprudence un peu maigre en faisant appel aux décisions antérieures au code de 1810.

« Sous le code de brumaire, lorsque le défenseur alléguait la démence, le jury devait être interrogé sur le fait, « à peine de nullité » (2). Or, trois arrêts de la chambre datés respectivement des 7 prairial an IX, 15 thermidor an XII, et 15 octobre 1807 (3) consacrent ce principe que les jurés ne peuvent être interrogés sur le fait d'ivresse.

Voici les motifs de ces arrêts : « L'ivresse n'est pas

(1) Cr. rep. 1^{er} juin 1843. Courtier, p. 1843-2-501-S. 1843-1-844.

(2) D. J. G. rep. 35 p. 642. N° 382.

(3) Cr. cass. 7 prairial an IX — Pierre Foisy — Cr. cas. 15 thermidor, an XII — Jeanne Marie Cachten. B. 195. Cr. Cas. 15 octobre 1807. Fr. Chiguin. S. 1808-24.

« une excuse, mais une immoralité (arrêt Foissy) ». « L'ivresse étant un fait volontaire et répréhensible ne peut jamais constituer une excuse que la morale et la loi permettent d'accueillir (arrêt Chiguin) ».

87. CONCLUSION. — Donc notre droit positif français ne fait de l'ivresse, ni une démence, ni une excuse et les articles 64 et 65 c. p. doivent être laissés hors du débat.

C. *L'ivresse peut être une cause de non-culpabilité, ou une circonstance atténuante.*

88. LE JUGE PEUT ESTIMER QUE L'IVRESSE A EN FAIT EMPÊCHÉ LA FORMATION DE L'INTENTION DÉLICTEUELLE OU DIMINUÉ SA VALEUR. — D'ailleurs, faire appel à ces articles 64 et 65 serait non seulement impossible ou scabreux, mais même inutile.

En effet, c'est en vertu d'un principe général de notre droit pénal que le juge se trouve amené à tenir compte de la circonstance d'ivresse, dans l'appréciation de la responsabilité, en vertu de ce principe que l'infraction suppose toujours, à côté d'un élément matériel, un élément moral dont la nature est fixée expressément ou non pour chaque délit, et nécessaire à sa constitution.

Cet élément moral vient-il à faire défaut ? L'inculpé alors doit être déclaré non coupable, et ainsi *l'ivresse pouvant supprimer cet élément moral, ou le rendre moins complet, c'est à propos de la question générale de culpabilité que le juge appréciera si l'ivresse a eu sa répercussion sur la responsabilité pénale* de l'individu, et dans quelle proportion. Il pourra alors, soit déclarer l'inculpé non coupable, soit du moins considérer l'ivresse comme une circonstance atténuante, aux termes de l'article 463 c. p., soit enfin juger cet état mental indifférent.

En somme le véritable canal par lequel l'ivresse peut pénétrer et pénétre en pratique au sein du jugement pénal, c'est celui de la question générale de culpabilité.

1°) *La Doctrine.*

89. OPINION CONFORME DE M. GARÇON. — Monsieur le Professeur Garçon défend cette opinion, qu'il expose en ces termes (1) :

« 30 ... Sans doute l'ivresse n'est pas une excuse légale, « mais autre chose est l'excuse légale, autre chose le fait « justificatif résultant de l'irresponsabilité de l'agent. Or, « il s'agit ici précisément d'une question des responsabilités « qui est abandonnée à la conscience du juge, et le jury « a incontestablement le droit de répondre négativement « sur la question de culpabilité, s'il lui paraît que l'ivresse « avait aboli la responsabilité de l'accusé ; ou de lui ac- « corder des circonstances atténuantes, si elle lui semble « l'avoir seulement diminuée.

« 31. Le pouvoir, qu'on ne peut refuser aux jurés, ne « peut être dénié non plus aux juges correctionnels. Il est « de principe, en effet, qu'ils ont les mêmes droits pour « apprécier la culpabilité. Nous pensons donc que la Cour « de Cassation ne pourrait casser un arrêt motivant, par « l'état d'ivresse du prévenu, soit l'admission des circons- « tances atténuantes, soit même la relaxe des poursuites, la « culpabilité faisant complètement défaut ».

Ainsi donc, M. Garçon est formel : en tout état de cause le juge peut déclarer que, de l'ivresse du prévenu découle son irresponsabilité, ou du moins en faire une circonstance

(1) Garçon. C. p. annoté art. 64 N° 30 ets.

atténuante. Il semble d'ailleurs qu'en s'exprimant ainsi l'éminent professeur n'ait fait que consacrer de son autorité l'opinion générale des auteurs.

90. ...ET D'AUTRES AUTEURS. — Nous trouvons en effet ce point de vue admis chez *Blanche, Briand et Chaudé, Molinier et Vidal, Laborde, Garraud, Vidal et Magnol et Gustave Le Poittevin* (1).

D'autre part, les rares auteurs qui critiquent cette manière de voir ne peuvent que reconnaître sa solidité dans la doctrine et dans la pratique des Tribunaux (2).

2°) *La Jurisprudence.*

RARETÉ DES ARRÊTS RECUEILLIS SUR CE POINT. — Les juridictions répressives suivent, en effet, la doctrine sur ce terrain. Malheureusement, il est *impossible*, lorsqu'il s'agit d'un verdict de non-culpabilité, de savoir d'une façon certaine quelle est la raison initiale de cette décision, ou du moins *de trouver recueillis de tels documents*.

De même, les jugements des Tribunaux correctionnels aboutissant, à raison de l'ivresse, à une relaxe ou à une condamnation motivée, ne figurent guère dans les recueils. En effet, il s'agit là d'une question de fait. Il s'agit non pas de savoir si de l'ivresse reconnue découle automatiquement l'irresponsabilité ce qui deviendrait une question de

- (1) *Blanche*. Etude sur le Code pénal. Tome II, page 346.
Briand et Chaudé. Manuel II, p. 134 et ss.
Molinier et Vidal. Traité II, p. 169 et ss.
Laborde, cours, 2^e édition ; 1898, p. 86.
Garraud. Traité, 3^e édition. Paris Sirey. 1913. I. p. 661.
Vidal et Magnol. 7^e édition. 1928, p. 300 ss.
Gustave Le Poittevin. Préface Codsi Goubbran l'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale. Paris, 1925, p. 6 ss.
- (2) *Codsi Goubbran*, op. cit., p. 55 et ss.

droit, mais de dire, *si en fait*, l'état d'ivresse entraînant l'absence d'intention délictuelle a, par là-même, entraîné l'irresponsabilité.

a) *Défaut d'intention délictuelle.*

92. AFFAIRE VEDEL. — Cependant, voici du moins un jugement du *Tribunal correctionnel* de Largentière, qui peut être considéré comme typique (1).

Vedel était poursuivi pour avoir, étant ivre, commis un vol. Le Tribunal le relaxe : « Attendu que l'ivresse « étant susceptible d'annihiler la raison de l'homme et de « lui enlever son libre arbitre, bien qu'elle ne soit jamais « une excuse en matière pénale, le fait, par un individu, « se trouvant dans cet état, de soustraire par fredaine quel- « ques œufs, ne saurait constituer un vol, ce délit ne pou- « vant exister que si l'appréhension de la chose d'autrui « a eu lieu avec une intention frauduleuse.

« Attendu qu'il n'est pas possible, étant donné les cir- « constances de la cause, d'admettre que Vedel ait eu l'in- « tention frauduleuse au moment où il soustrayait de « Chayne... »

Le Tribunal de Largentière s'est placé sur le véritable terrain. Il ne dit pas : l'homme était ivre, donc, irresponsable, mais il constate qu'en fait cet état a influé sur la mentalité de Vedel, de telle sorte que là où l'on aurait présumé une intention frauduleuse, il n'y avait en réalité qu'un esprit de fredaine, l'élément moral nécessaire pour constituer un vol, aux termes de l'article 379 c. p. faisant dès lors défaut.

(1) Tribunal correctionnel. Largentière. 5 janvier 1900. Vedel. Le droit, 15-16 janvier 1900.

93. AFFAIRE BARBAROUX. — Dans une espèce voisine, le *Tribunal correctionnel de Castellane* avait rendu un jugement semblable (1). Un nommé Barbaroux se trouvant en état d'ivresse, était allé signaler à la gendarmerie une rixe qui n'avait jamais existé que dans le désordre de son cerveau. Le Tribunal le relaxe du chef d'outrages à la Gendarmerie, « attendu que Barbaroux n'avait pas *l'intention de se moquer de la gendarmerie* ».

La *Cour d'Aix* infirme le jugement et déclare Barbaroux coupable, « attendu que l'état d'ivresse dans lequel « était Barbaroux au moment où il a commis l'infraction « qui lui est reprochée, ne lui enlève pas son caractère « délictueux ».

Mais, tout en rendant un jugement contraire, la Cour d'Aix semble avoir adopté la manière de voir des premiers juges.

Elle se pose en effet la même question : *l'élément délictueux subsiste-t-il ?* Mais elle y répond différemment, parce que, sortant de l'espèce particulière, elle se place à un point de vue général, ce qui l'amène à déclarer : « Non, l'ivresse n'efface pas le caractère délictueux ». Les premiers juges, eux, avaient dit : « Barbaroux, dans son ivresse, avait vu la rixe, et croyait bien faire, en allant chercher les gendarmes ». Nous pensons que ce jugement était correct.

94. AFFAIRE ROSAY. — La *Cour de Cassation*, au contraire, paraît avoir rejeté totalement cette manière de voir.

Elle donne cette impression notamment dans un arrêt déjà ancien (il remonte à 1815), mais assez typique (2).

(1) (Aix) 1^{er} juin 1870. Barbaroux. S. 1871-2-98.

(2) Crim rej. 18 mai 1815 — Rosay etc. D. 5. (412, note 2).

Rosay, Bobaine et trois individus contumax, étaient accusés de tentative de viol, viol et complicité. Le jury les déclare coupables, ajoutant spontanément « qu'il est à « présumer que ces actes de violence, ont été faits par les « accusés en état d'ivresse ».

La Cour d'assises les condamne aux travaux forcés à perpétuité.

Les condamnés se pourvoient en Cassation, se prévalant de ce que la Cour d'Assises n'avait pas tenu compte de la déclaration d'ivresse « qui n'est certes pas une excuse « légale, car une excuse suppose un crime, et l'ivresse ex- « clut toute idée de crime », mais qui les rendrait irres-
ponsables.

La Cour de Cassation fait la sourde oreille, et répond qu'il n'y a de faits susceptibles d'être valablement proposés pour excuse que ceux qui sont admis comme tels par la loi.

Ainsi la défense dirait : l'ivresse est une cause d'irresponsabilité, la Cour de Cassation répond : l'ivresse n'est pas une excuse légale, elle semble donc vouloir ignorer la première question ; *mais ce n'est pas qu'elle la juge vaine, c'est, en réalité, qu'elle ne peut lui être valablement posée.*

Les jurés estimaient-ils que l'ivresse avait supprimé l'intention délictuelle ? Ils n'avaient qu'à déclarer les accusés non coupables. S'ils les avaient déclarés coupables, la Cour d'Assises ne pouvait détruire cette première affirmation, légalement décisive, en tenant compte d'une déclaration spontanée, inquiète et irrégulière.

D'autre part, la Cour de Cassation ne pouvait répondre que par un rejet à ce pourvoi, lequel, disant que l'ivresse détruisait par elle seule la culpabilité affirmée par ail-

leurs, faisait de la question une question de droit, susceptible, comme telle, exclusivement d'une solution négative.

b) *Circonstance atténuante.*

93. Il est également admis, dans la *pratique courante des Tribunaux*, que l'ivresse peut incliner le juge à une mesure d'indulgence, en motivant la déclaration de *circonstances atténuantes*, aux termes de l'article 463 du c. p.

C'est là, de la part du juge, une question d'intime conviction.

Cependant, la Cour de Cassation avait, dans un arrêt du premier juin 1843 (Courtier) interdit au défenseur de se prévaloir de l'état d'ivresse de l'accusé. Mais cet arrêt est resté isolé, et toujours devant les Tribunaux français, l'inculpé peut invoquer pour sa défense que la cause de son délit se trouve dans l'ivresse.

96. RÉSUMÉ. — En résumé, *le juge pénal peut toujours, dans sa conscience*, tenir compte de l'état d'ivresse du prévenu, et, en considération de cet état, le *déclarer non coupable*, lui octroyer le bénéfice des circonstances atténuantes ou simplement modérer la peine.

La conclusion à tirer de la circonstance d'ivresse soulève d'ailleurs des problèmes délicats, et Tarde remarque à ce sujet « qu'il est dangereux de confier au jury le soin « de discerner les cas si subtils, si complexes de responsabilité qui naissent de l'alcoolisme » (1).

Mais le principe, en lui-même, est simple. Il n'est qu'un des aspects de celui-ci, plus général, que toute in-

(1) Rev. pénit. 1897. Séance de la Société générale des Prisons du 20 janvier 1897. Tarde, chef de bureau au Ministère de la justice.

fraction suppose un élément moral, et que l'ivresse peut empêcher la formation de cet élément moral.

d) *L'ivresse, qui suppose une faute originelle, rendrait, d'après certains, l'agent automatiquement responsable de tous les actes consécutifs à cet état.*

97. IL NE SERAIT PAS POSSIBLE DE TROUVER DANS L'IVRESSE, QUI SUPPOSE UNE FAUTE, UN ÉLÉMENT D'EXCUSE. — Cependant, pour que l'infraction soit constituée, faut-il exiger une intention délictuelle contemporaine du geste criminel ? *Le seul fait qu'à l'origine du processus délictuel se trouve une faute, celle commise en s'enivrant, ne suffit-il pas à constituer l'élément moral du délit principal, de telle sorte qu'automatiquement le juge doive condamner ?*

1°) *L'empêchement dérivant de l'ivresse n'est pas un cas de force majeure (art. 64 c. p.)*

98. L'AFFAIRE TRÉMINTIN. — La *Cour de Cassation*, d'un point de vue assez particulier, semble avoir implicitement accepté la thèse précédente, dans un *arrêt Trémintin* (1).

Voici la *question* qui se posait devant la Cour suprême :

Un nommé Trémintin, matelot, avait été, au cours d'une bordée, mis en état d'arrestation, à raison de son état d'ivresse. De ce fait, étant encore détenu au moment du départ de son bateau, il avait été inculpé de désertion.

Le Tribunal maritime commercial du Havre le condamne, par jugement du 23 décembre 1920, par application de l'article 65 du décret-loi disciplinaire du 24 mars 1852, comme coupable d'avoir laissé partir son navire sans se rendre à bord.

(1) Crim. rej. 29/1/1921. S. 21.1.185. note de M. J. A. Roux.

Trémintin se pourvoie en cassation invoquant la force majeure.

La Chambre criminelle rejette le pourvoi, « attendu que la force majeure, ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine, et que celle-ci n'a pu ni prévoir, ni conjurer.

« ... Qu'en l'espèce, en admettant que la détention de Trémintin au poste de police l'ait mis dans l'impossibilité absolue de se rendre à bord, *cette détention, occasionnée par la faute qu'il avait commise en se mettant en état d'ivresse, n'a pas constitué un événement qu'il n'eut pu éviter* ».

99. DISCUSSION. — Il faut bien remarquer que le délit pour lequel est condamné Trémintin est un *délit intentionnel*, ce qui fait toute la gravité de l'arrêt. En effet, celui-ci admet que, dans les délits intentionnels, *la faute initiale commise en s'enivrant, suffit à donner à ces infractions, leur caractère délictueux*.

Ainsi donc la faute commise, en s'enivrant, équivaudrait à l'intention de désertier.

C'est profondément illogique et M. J. A. Roux critique cette manière de voir.

Mais, ainsi que le fait remarquer l'éminent professeur, ce n'est pas sur le terrain du dol, mais sur celui de la *force majeure*, que se place l'arrêt.

L'article 64 du code pénal déclare : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu... a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ». Et la jurisprudence, développant cette phrase, déclare que la force majeure suppose un événement indépendant de la volonté de l'homme, im-

prévisible et inévitable (1). Elle est ainsi tout naturellement amenée à déclarer que la contrainte exercée sur Trémintin n'est pas un cas de force majeure, parce que celui-ci en s'enivrant, s'y était exposé et en avait volontairement accepté l'éventualité.

C'est là être bien rigoureux, surtout si nous songeons que nous sommes en matière pénale, et il aurait paru suffisant de dire que Trémintin, détenu, ne pouvait dès lors être déclaré coupable de ne s'être pas échappé, sans aller rechercher une source de responsabilité intentionnelle dans l'origine répréhensible de cette détention.

Le Conseil de Révision de Paris a eu l'occasion en 1899, de faire sienne cette thèse, en déclarant « qu'il y a lieu de « considérer comme se trouvant dans le cas de force majeure, prévue par la loi, le réserviste convoqué pour accomplir une période fixée pour son arrivée au corps ou « dans le mois qui suit ce jour, détenu en vertu d'un jugement » (2)

Le Conseil reconnaît donc le caractère de la force majeure à la détention résultant cependant d'un délit. Il est vrai qu'ici, il s'agit d'une détention consécutive à un jugement, qui semble avoir purgé la faute, tandis que dans l'espèce Trémintin, il s'agissait d'une mesure de police exigée immédiatement par l'état répréhensible et dangereux dans lequel s'était mis Trémintin.

(1) Cr. cass. 7 nov. 1890. Lefebvre S. 1891-1-238 — Cr. cass. 7 nov. 1890 — Bugault. S. 1891-1-239 — P. 1891-1-559 — Cr. cass. 3 avril 1909 — Laborde. S. 1910-1-55 — Cr. cass. 6 juin 1918 le Hénas.

(2) Conseil de révision. Paris annule. 23 mars 1899. ...Paud... per. 1900-4-30.

100. IMPORTANCE DE CETTE JURISPRUDENCE. — En tous cas, si de l'arrêt Trémintin, l'on peut déduire qu'un individu peut être à bon droit déclaré coupable de désertion si, sans avoir voulu cette désertion, il s'y est cependant exposé en s'enivrant, il ne faut cependant pas exagérer l'importance de cette déduction, étant donné, encore une fois, *que la cour de cassation s'est exclusivement posée sur le terrain de la force majeure.*

Mais il reste que *tous ces délits « dont l'élément matériel consiste dans l'inaccomplissement d'un fait, ou « d'un acte dans un temps déterminé : désertion, défaut du « témoin ou du juré, du citoyen qui viole l'article 475 12° c. p. (1) », délits qui fréquemment proviennent de l'ivresse du prévenu immobilisé par suite de malaises ou de détention, ne seront pas susceptibles de trouver dans cet état le fait justificatif de force majeure.*

D'ailleurs, la condamnation que le juge se trouvera amené à prononcer dans ce cas, découlera toujours des principes généraux du droit, et non d'un système spécial faisant de l'état d'ivresse une source automatique de responsabilité pénale.

2°) *La théorie du dol éventuel, d'ailleurs désuète, ne s'applique pas au cas d'ivresse.*

101. LA THÉORIE DU DOL ÉVENTUEL. — Certains auteurs ont affirmé que la faute commise en s'enivrant entraînait rigoureusement la responsabilité de l'agent pour tous les délits commis par suite de cette ivresse, le juge pénal perdant toute liberté d'appréciation. Ces auteurs ont, en effet,

(1) Notes Roux, arrêt Trémintin.

cru pouvoir faire ici une application particulière de la *théorie du dol éventuel*.

Cette théorie nous vient de l'ancien droit.

« Dans l'ancien droit, nous dit M. Roux (1), on formule comme règle générale *que celui qui est l'auteur d'une action illicite était tenu de tout ce qui arrivait en conséquence de cette action*, quoique contre son intention et « sans son consentement » (Jousse III, 527 s. Loisel. Inst. VI, T. 1, N° 5).

102. SON APPLICATION A L'IVRESSE. — C'est, dans cette *théorie*, à laquelle il attribue encore force de loi, que M. Codsí-Goubran (2) voit le *fondement de la responsabilité pénale en cas d'ivresse* du moins lorsque celle-ci est volontaire et complète.

Cet auteur suppose donc une ivresse fautive qui aurait entraîné l'homme à commettre un délit, en état d'inconscience complète, et prétend, en faisant appel à la théorie du dol éventuel, considérer ce second délit comme intentionnel par le seul fait que, antérieurement à sa commission, l'agent aurait à sa charge une faute, origine du délit.

Voici comment il s'y prend :

Le dol éventuel, suppose, dit-il :

« 1° — Un acte délictueux commis volontairement.

« 2° — Cet acte a entraîné une autre infraction qui « aurait dû être prévue par l'agent comme possible ».

Or, ces deux conditions sont remplies en cas de délit commis en état d'ivresse.

L'ivresse publique est, en effet, par elle-même, un acte

(1) Roux, cours. I, p. 159.

(2) Codsí Goubran, op. cit. page 81 ss.

illicite réprimé par la loi du 1^{er} octobre 1917 — et d'autre part, l'homme ivre « savait d'avance les conséquences auxquelles il s'exposait, en abusant des boissons alcooliques, « et sa responsabilité est engagée non parce qu'il a voulu « les conséquences de son délit, comme certaines, mais « seulement comme possibles et probables ».

103. DISCUSSION. — Prévoyant des objections fatales, l'auteur ajoute que la prévision qu'il impute d'office à l'agent se prouve par une *présomption*, et que la rigueur de sa thèse se justifie par des considérations d'intérêt général.

Et, en effet, la sécurité publique s'accommoderait de cette thèse, car l'homme ivre est plus dangereux qu'un chien enragé. « Or, nous dit M. Godsî Goubbran (1), pardon-
« nera-t-on au chien enragé qui court les rues ? Non, le
« premier venu le tue et croit avoir fait une bonne action ». Et M. Godsî Goubbran semble vouloir modifier dans le sens de cette exécution sommaire la loi du 1^{er} octobre 1917. Mais la Société, qui est composée, d'hommes, est plus indulgente pour ceux-ci que pour les chiens et leur reconnaît le droit de n'être condamnés que dans la mesure où ils sont « responsables ». Et voilà pourquoi M. Godsî Goubbran a voulu fonder leur responsabilité sur la théorie du dol éventuel.

104. CRITIQUE DE LA THÉORIE. — *C'est là un effort ingénieux, mais vain*, et cela pour plusieurs raisons.

a) D'abord, *cette théorie du dol éventuel*, qui régnait certes, dans l'ancien droit, *n'est plus en vigueur aujour-*

(1) odsî Goubbran, op. cit., p. 57 et ss.

d'hui. Elle ne pouvait se comprendre, nous dit M. Roux (1), que dans l'ancien système des peines arbitraires, et d'autre part « en punissant d'une peine moindre, dans l'hypothèse la plus favorable à son application, les coups et blessures ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner, le législateur a formellement affirmé sa volonté de rejeter une maxime excessive, qui disproportionnait manifestement les peines et les délits » (art. 309, alinéa 3 et 353 alinéa 2).

105. CRITIQUE DE SON APPLICATION A L'IVRESSE. — b) Mais même si cette règle était encore en vigueur, *elle ne pourrait s'appliquer au cas d'ivresse*.

1°) En premier lieu, en effet, *l'ivresse n'est une infraction que si elle est publique et manifeste*. Combien alors, il serait illogique de considérer ou non comme un meurtre, selon qu'il aurait été commis dans la rue ou chez lui, l'homicide perpétré par un homme ivre.

En face de cette observation M. Codsì Goubbran ne peut que demander au législateur de réprimer l'ivresse privée, mais il n'y faut pas songer en France, et d'ailleurs nous raisonnons actuellement sur le terrain du droit positif.

2°) Même lorsque l'ivresse est une infraction, « ce caractère n'exerce aucune influence sur la nature des actes qu'elle produit, car la question est toujours de savoir si l'agent a eu connaissance du mal de ses actes » (2).

3°) Enfin, M. Codsì Goubbran affirme, et c'est là au fond

(1) Roux, op. cit., p. 159 et ss.

(2) F. Hélie, op. cit., II, p. 213.

le nœud de sa thèse, que l'homme, en s'enivrant, est présumé avoir prévu le délit qu'il allait commettre.

L'auteur renonce donc à connaître l'état d'esprit qui fut en fait celui du délinquant, mais tient compte de ce qu'il aurait dû être. Il substitue donc au jugement particulier le jugement collectif, mais nous avons vu (1) que, précisément, celui-ci est plutôt indulgent pour les libations excessives, et que, d'une façon générale, *la collectivité ne considère pas comme un crime le fait de s'enivrer.*

106. CONCLUSION. — Pour toutes ces raisons, il est impossible de proclamer que quiconque s'enivre doit être de ce seul fait déclaré coupable du délit qu'il a commis par la suite.

Le Juge conserve sa liberté d'appréciation.

E. *L'ivresse peut être à la base d'un délit d'imprudence ?*

107. L'IVRESSE PEUT SERVIR DE BASE A UN DÉLIT D'IMPRUDENCE. — Il est cependant un cas, où, devant une ivresse coupable, et c'est là l'éventualité ordinaire, *le juge, ayant constaté cette circonstance, ne pourra que condamner* : c'est lorsque le sujet sera sous la prévention d'un *délit d'imprudence.*

Prenons par exemple le type de ce délit : l'homicide par imprudence. L'article 319 c. p. nous dit : « Quiconque, « par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou « inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura été involontairement la « cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à « deux ans ; et d'une amende de 50 francs à 600 francs ».

(1) Cf. supra. N° 24.

Dans ce cas, aucune intention de tuer n'est exigée : il suffit d'avoir à l'origine commis une faute à laquelle l'homicide se rattache par un lien de cause à effet. Par conséquent, *l'homme ivre, bien que n'ayant pas eu conscience de l'homicide qu'il commettait, doit en être rendu responsable, dans les termes de l'article 319 du code pénal, en raison de son imprudence*, — tout comme l'automobiliste qui, se tenant à gauche de la route, a accroché un enfant sans s'en apercevoir.

108. JURISPRUDENCE. — *La Cour Supérieure de Justice* (Cassation) du Luxembourg, a consacré cette thèse dans un arrêt du 28 octobre 1898 (Fuméry rej. S. 1900-4-8).

Voici son principal attendu : « Attendu que, si l'arrêt dénoncé constate en fait que le prévenu était en état de démence au moment de porter les coups qui ont entraîné la mort de la victime, il constate également que cette démence passagère a été produite par l'ivresse et que cette ivresse a été le résultat d'une faute commise à un moment où le prévenu jouissait de ses facultés mentales, qu'il suit de ce qui précède que l'arrêt a fait une juste application des articles 418 et 419 du code de procédure, qui punissent l'homicide pour un simple défaut de prévoyance et de précaution et que, par conséquent, il n'a point violé l'article 71 du même code ».

Telle est aussi la *pratique courante de nos Tribunaux* (1), approuvée par la quasi-unanimité des auteurs.

Cette jurisprudence est extrêmement *utile*, car elle permet de réprimer les nombreux délits d'imprudence com-

(1) F. Hélie. *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*, 4^e édition, Paris 1920. Tome II, p. 212.

mis sous l'influence de l'ivresse par des gens chargés de diriger une machine, et, plus particulièrement, des *conducteurs de véhicules*. Ceux-ci, d'ailleurs, en conduisant en état d'ivresse, ne se rendent pas seulement coupables d'une imprudence, mais même d'une inobservation des règlements, car ils ne sont pas « en état de diriger leur véhicule » (art. 7 du décret du 31 décembre 1922).

109. OPINION CONTRAIRE. CRITIQUE. — Cependant, nous trouvons cette *opinion combattue dans les Pandectes* (1) : « On ne peut admettre davantage, à notre avis — y lisons-nous, — que soit constitué un délit d'imprudence. Si, en effet, la loi punit l'imprudence qui a causé un homicide, elle n'entend le punir qu'autant qu'il y a eu intelligence de l'acte commis.

Or, l'intelligence de ses actes manque à celui qui se trouve sous l'empire d'une démence même partielle, l'ivresse fut-elle la cause de cette démence. Le même principe fait donc obstacle, en ce cas, et à la poursuite pour homicide proprement dit, et à la poursuite pour imprudence ».

Mais ce raisonnement est tout-à-fait *critiquable*, car il ne tient pas compte de la différence essentielle qui sépare le délit intentionnel du délit d'imprudence. En effet, le Législateur, en punissant le délit d'imprudence, a nettement voulu saisir l'agent qui, sans vouloir et sans connaître le résultat délictueux, s'en est cependant rendu responsable en commettant la faute antérieure, cause de ce résultat.

C'est donc la jurisprudence qui a raison : l'homme ne peut être valablement déclaré coupable d'un délit d'impru-

(1) Pandectes françaises rep. 36 — Ivresse N° 605.

dence et, a fortiori, d'une contravention qui n'exige pas l'existence d'une intention délictuelle ».

110. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS DU PARAGRAPHE 2. — *Résumons* rapidement cette étude de l'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale en droit français.

Aucun texte particulier ne régit la question.

L'article 65 c. p. n'y est certainement pas applicable, l'ivresse n'est pas une excuse légale. Il est préférable également de renoncer à la considérer comme une démente, aux termes de l'article 64 du c. p. car l'expression de démente est une aliénation mentale caractérisée, nettement définie, alors que l'ivresse est un phénomène aux aspects multiples et variés, qui, sans solution de continuité, va de l'état normal à la folie momentanée.

Et surtout, il faut négliger de faire appel aux articles 64 et 65, parce que c'est ailleurs que se trouve la solution du problème. En effet, le Législateur, chaque fois qu'il formule une infraction, exige, à côté de l'élément matériel, un élément moral plus ou moins riche.

Le rôle du juge, appliquant la loi, sera d'examiner si, en fait, dans l'espèce qui lui est soumise, l'ivresse a laissé l'agent capable de l'intention délictuelle exigée, par l'article, en vertu duquel il est poursuivi, et, selon son intime conviction, de condamner, sans ou avec circonstance atténuante, ou de relaxer.

Il est vain de vouloir rendre l'homme ivre responsable mécaniquement de tous les délits qu'il peut commettre : le Juge, en France, garde sa liberté d'appréciation.

Il n'en est pas ainsi dans tous les pays.

CHAPITRE III

DROIT ÉTRANGER

SOMMAIRE

Certains législateurs étrangers ont évoqué et tranché le problème (111).

SECTION I. — *Alcoolisme chronique.*

Tous les codes sont ici, semblables au code français, prévoyant la démence de l'agent (112).

SECTION II. — *Alcoolisme aigu.*

En ce qui concerne l'ivresse, nous trouvons au contraire des systèmes législatifs différents du nôtre. Presque tous, d'abord, punissent l'ivresse, en elle-même, dans les mêmes conditions qu'en France (113).

§ 1. — *Système belge.* Le juge décide librement, comme en France (114).

§ 2. — *Système italien.* La loi prévoit minutieusement la répercussion de la circonstance d'ivresse sur la peine normalement applicable au délit (115).

Il en est ainsi dans le code pénal de 1889 (116) et dans le projet Rocco (117). Cette prévoyance du législateur n'est pas à suivre, car l'ivresse est un phénomène aux modalités trop diverses (118).

§ 3. — *Système autrichien.* Le délit commis, en état

d'ivresse devient un délit spécial (code pénal autrichien de 1852) (119). Ce système a ses partisans, qui prétendent qu'ainsi seulement il peut être tenu compte de la distance qui sépare la peine du dol de la peine de la faute (120). Mais il paraît devoir être repoussé, parce qu'elle décline ce délit, et que seul le juge peut apprécier, devant chaque espèce, le rôle joué par l'ivresse (121). *Le sage silence de notre code est donc préférable* (122).

GÉNÉRALITÉS. — Nous allons examiner sommairement le droit étranger, non pas dans le dessein d'y recueillir des idées intéressant le fond même du problème de l'influence de l'alcoolisme sur la responsabilité pénale, mais simplement pour chercher si le *législateur étranger a observé vis-à-vis de la question, le même mutisme que chez nous, ou si, au contraire, il a tranché la question, et suivant quels principes.*

SECTION I.

Alcoolisme chronique

112. RIEN DE PARTICULIER. — En ce qui concerne l'alcoolisme chronique, ou l'alcoolisme aigu anormal, rien de particulier à noter, tous les codes pénaux ont leur article 64, — et l'aliénation mentale produite par l'alcool, dans tous les pays, entraîne l'irresponsabilité.

Reste à savoir quand l'aliénation mentale est constituée, mais cela est une question de médecine légale, et non de système législatif.

SECTION II

Alcoolisme algérien

Au contraire, nous trouvons, vis-à-vis de l'ivresse, des *systèmes législatifs différents* de celui adopté par notre code pénal (1).

113. L'IVRESSE PEUT ÊTRE EN ELLE-MÊME UNE INFRACTION. — Notons, au préalable, que la quasi-unanimité des législations punissent *l'ivresse comme une infraction en elle-même*, suivant des dispositions généralement semblables à celles de notre loi du 1^{er} octobre 1917.

§ 1. — *Système Belge.*

114. SEMBLABLE AU SYSTÈME FRANÇAIS. — En premier lieu, certains pays ont adopté le même système que nous. Nous nous bornerons à citer l'exemple de la Belgique, dont la *léislation, ici, est en tous points semblables à la nôtre*. En droit pénal belge, l'ivresse n'est ni une excuse légale, ni un cas de démente, mais une circonstance de fait, dont le juge doit tenir compte dans l'appréciation morale du geste incriminé, avec possibilité d'en faire une cause de non-culpabilité ou une circonstance atténuante (2).

(1) Pour tout ce chapitre voir, dans la Revue pénitentiaire de 1896 et 1897, l'enquête de G. Vidal sur « l'alcoolisme devant la loi pénale ».

(2) Nypels. Le code pénal belge interprété Bruxelles. Bruglant Christophe. 1867. T. I. p. 152 et ss. — Haus, principes généraux du droit pénal belge, 3^e édition. Paris Thuin 1879, tome I, p. 524.

§ 2. — *Système Italien.*

115. MODIFIANT LA PEINE DU DÉLIT A RAISON DE LA DÉMENCE.
— Au contraire, dans le *système italien*, la loi prévoit minutieusement la répercussion de la circonstance d'ivresse, sur la peine normalement applicable au délit.

116. CODE PÉNAL DE 1889. — Le *code de 1889*, dans son article 48, adopte déjà ce système, voici cet article (1).

« Les dispositions contenues dans la première partie
« des articles 46 et 47 (exemption et diminution de peine)
« s'appliquent également à celui qui, au moment où il a
« commis le fait, se trouvait dans le cas prévu aux articles
« précités, (l'absence de conscience et de liberté ou diminution de responsabilité) à raison d'ivresse accidentelle.
« S'il s'agit d'ivresse volontaire : 1°) Dans le cas de l'article 46 (pas punissable), à l'ergastolo est substituée la réclusion de 1 an à 8 ans et de 3 à 12 ans, si l'ivresse est habituelle ; à l'interdiction perpétuelle des fonctions publiques est substituée l'interdiction temporaire ; et les autres peines sont appliquées dans une mesure inférieure à un sixième, et, si l'ivresse est habituelle, dans une mesure non inférieure à un sixième et n'excédant pas un tiers ; 2°) Dans le cas de l'article 47 (responsabilité atténuée), à l'ergastolo est substituée la réclusion pour une durée de dix ans au moins, durée non inférieure à dix-huit ans, si l'ivresse est habituelle ; et les autres peines sont appliquées avec diminution de la moitié, et, si l'ivresse est habituelle, avec diminution d'un tiers ».

(1) Code pénal d'Italie (30 juin 1889) trad. Jules Lacointa. Paris, imprimerie nationale, 1890.

117. PROJET ROCCO. — Le *Projet Rocco* adopte le même système, mais montre plus de sévérité : si l'ivresse a été voulue, ou occasionnée par la faute du coupable, ce n'est plus là une circonstance atténuante, mais l'agent est traité comme si sa responsabilité était normale (art. 88). Si le délinquant était un ivrogne d'habitude, la peine est augmentée (la pena è aumentata) (art. 90). Il en est de même s'il s'est enivré dans le but de trouver le courage nécessaire pour commettre l'infraction, ou pour se préparer une excuse (art. 88, al. 2).

Ainsi, avec une plus grande sévérité, qui s'expliquerait, paraît-il, par un incident législatif, mais qui n'est pas pour nous étonner sous ce régime autoritaire, le projet fasciste consacre l'ancien système, enlevant au juge tout pouvoir d'appréciation, en déterminant minutieusement les conséquences juridiques de l'ivresse, suivant le caractère et l'origine de celle-ci et en gardant pour base du calcul de la peine, la peine normalement applicable au délit commis.

118. CRITIQUE DE CE SYSTÈME. — Cette prévoyance du législateur est-elle louable ? Certains auteurs le pensent. Quant à nous, nous sommes tout prêts à faire nôtre cette opinion, de M. Geesteranus (1) : « Qu'on ne se fasse pas « d'illusion : *beaucoup de nouveaux textes ne doivent leur « existence qu'à des dissertations théoriques et sont desti- « nés à combler des lacunes, plus ou moins imaginaires,* « *que les juges combleraient mieux, si on voulait leur en « laisser l'occasion et la responsabilité* ».

(1) Henry G. J. Maas. Geesteranus. La réforme pénale en Italie. Paris. Sirey 1929, p. 828.

L'ivresse est, en effet, un phénomène tellement varié dans ses aspects, ses degrés et ses causes, que, même avec des distinctions et des sous-distinctions, *un législateur ne peut prévoir tous les cas susceptibles de se présenter au juge*. Seul, celui-ci devant une espèce donnée, sera en mesure d'apprécier justement les rôles de l'alcool dans la genèse du délit, d'en tirer des conséquences de droit, et de les appliquer par les moyens divers que les textes mettent à sa disposition.

Laissons donc pendre sur l'ivrogne la menace de la peine normale, sauf au juge à en faire l'application qu'il croira juste.

§ 3. — *Système autrichien.*

119. FAISANT DU DÉLIT COMMIS EN ÉTAT D'IVRESSE UN DÉLIT SPÉCIAL. — Mais ici certains législateurs pensant probablement que le juge n'est pas libre, craignant qu'il ne puisse, dans certains cas d'ivresse, que déclarer l'individu non coupable dans des conditions choquantes, ont cru bon de *prévoir un délit spécial, constitué par l'ivresse, avec circonstance aggravante de crime ou délit subséquent*.

Il en est ainsi par exemple du *système proposé*, le 21 janvier 1881 par la commission du Reichstag, qui, « voyant « dans la faute la base de la responsabilité, a proposé con-
« tre les délits commis en état d'ivresse des peines spéciales,
« sans aucun rapport avec la peine du délit lui-même, et
« limité la liste des délits ainsi punissables : homicide,
« blessures, dommages aux choses, incendie, résistance à
« fonctionnaires, certains attentats à la morale publi-
« que » (1).

(1) Vidal, enquête. Rev. pénit. 1896, page 1.277.

Le code pénal autrichien de 1852 comprend des dispositions semblables.

Dans cette conception, le législateur règle l'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale, en partant, non plus de la peine normalement applicable au délit, mais de la *peine attachée à l'ivresse, augmentée en raison de la gravité de ses conséquences* ; ou plutôt il crée de *nouveaux délits* : homicide commis par un homme ivre, etc...

Nous retrouvons là une idée déjà adoptée par les cano- nistes, intéressante, mais qui, coulée dans le moule rigide de la loi, nous paraît encore manquer de souplesse, au regard de l'infinie variété des faits.

120. SES PARTISANS. — Cependant, ce système a ses *partisans* autorisés. Citons, seulement, Ortolan, Garraud (1).

Garraud dit notamment : « Si la loi était à refaire, il « conviendrait, en cas d'ivresse fautive ou volontaire, d'a- « dopter la théorie suivante qui paraît être recommandée « par les criminalistes les plus autorisés, établir, pour « l'ivresse suivie de crimes ou délits, une pénalité sévère, « mais sans aucune analogie avec celle du crime ou du « délit lui-même ; en tenant ainsi compte de la distance « qui sépare la peine du dol de la peine de la faute ».

121. CRITIQUE. — En stricte logique, si l'on raisonne sur les expressions classiques d'ivresse complète et fautive, cette théorie s'impose. Mais en fait, elle paraît *inutile et dangereuse*.

(1) Ortolan, étude du droit pénal. I 138 — Garraud — traité I. p. 664 en note.

Science pénale et droit positif. Bruxelles. Bruylant Christophe et Cie 1899, p. 246.

Dangereuse, parce qu'elle *déclasse le crime ou le délit*. Il semble que, au moins dans l'intérêt de la prévention collective, le meurtre commis par un ivrogne doit rester un meurtre ou tout au moins coups mortels, mais non ivresse suivie de suppression d'homme.

Inutile, parce que nous avons vu que de par les principes généraux du droit pénal, *le juge est libre dans son appréciation*, et qu'il a les moyens légaux d'user justement de cette liberté.

122. CONCLUSION DU CHAPITRE III. — Concluons donc sagement avec Boitard (1) : « Je ne sais pas si, après tout, « *le silence de la loi* sur une question de cette nature n'est « pas le *parti le plus sage* que peut prendre le législateur, « dans des questions qui varient à l'infini, selon la diversité « des faits et qu'il est difficile d'embrasser dans la généralité d'une règle commune ».

Bref, le *système français doit être conservé, le juge doit apprécier librement* l'influence de l'ivresse sur la responsabilité pénale.

Mais de quels principes doit-il s'inspirer, dans cette appréciation ?

Tel est le sujet de notre chapitre IV.

(1) Boitard. Leçons sur le code pénal.

CHAPITRE IV

LE PROBLÈME THÉORIQUE

SOMMAIRE

Nous nous proposons de rechercher, dans ce chapitre, en partant de nos conceptions légales, jurisprudentielles, et doctrinales, *la formule suivant laquelle l'alcool influe sur la responsabilité pénale* (123).

SECTION I. — *Les idées qui entrent en ligne de compte dans l'appréciation de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale.* L'alcool altère le psychisme, mais cette altération est fautive (124).

§ 1. — *L'alcool altère le psychisme.* — I. Caractères de cette altération. Elle porte sur : a) la conscience, éteinte ou amoindrie (125) ; b) la sensibilité, faussée (126) ; c) la volonté, désagrégée du fait de la paralysie des inhibitions (127). Bref, l'alcool empêche l'intention délictuelle de se former ou en diminue la valeur, ce qui appelle l'indulgence (128). — II. Degrés. Cette altération présente des degrés divers, qu'il s'agisse d'alcoolisme chronique ou d'ivresse (129). — III. Effets variables sur la personnalité. L'alcool, tantôt détruit la personnalité normale, au point que le délit est la suite d'un état pathologique, tantôt laisse subsister cette personnalité à laquelle le délit paraît imputable (130). a) Ainsi l'alcoolique chronique est irresponsable, dans la

mesure où l'acte peut être rapporté, non à sa personne, mais à une aliénation caractérisée (Verger) (131). b) Ainsi encore l'ivresse tantôt ne fait que laisser apparaître la personnalité, cause du délit, tantôt produit une affection telle que le délit a pour cause unique les troubles alcooliques (Garofalo) et dans ce dernier cas le juge penche vers l'indulgence (132). — Conclusions du paragraphe 1 : L'alcoolisé est un diminué, donc un irresponsable ou un moins responsable (133).

§ 2. — *Mais cette altération provient d'une faute.* Il y a quelque chose de choquant à ce que le prévenu puisse se réfugier derrière sa faute ou son vice (134). Du moins lorsque cette faute ou ce vice se présente à l'esprit comme proche du résultat délictuel d'ivresse, l'alcoolisme ne constituant pas une aliénation (135). Partant de cette idée, les juristes distinguent entre les différentes manifestations de l'alcoolisme, suivant leur origine (136).

I. Alcoolisme chronique. A. Aliénation caractérisée. Personne ici ne rappelle l'origine fautive des troubles (137). B. Au dehors de toute aliénation caractérisée, le juge tient compte de l'origine fautive des troubles (138). II. Ivresse. Ici, les juristes sous distinguent (139) : A. Ivresse d'origine pathologique. Aucune faute ne peut, à l'origine, être relevée à la charge de l'agent (140). B. Ivresse d'origine normale. Cette ivresse peut être : a) fortuite : aucune faute (141) ; b) fautive. Cette faute peut être plus ou moins grave, selon que l'ivresse est (142 : 1° Accidentelle. Il est impossible de dire que, toujours à la base de l'ivresse non fortuite, se trouve une véritable imprudence (143). Mais le juge peut, en fait, constater que cette imprudence existe. Dans ce cas la plupart des auteurs déclarent que cette im-

prudence n'équivaut pas au dol qui n'a pu exister au moment de l'action (144). Certains, invoquant la règle *danti operam rei illicitae*, etc..., ont prétendu le contraire, mais, en droit pénal, cette maxime n'a même plus l'autorité de la raison, et elle vaudrait tout juste en face des délits qui sont la conséquence habituelle de l'ivresse (145). 2° Habituelle. La circonstance d'habitude ne peut qu'augmenter la gravité de l'imprudence (146). 3° Procurée. Si l'homme s'est enivré dans le but de commettre le délit, il est encore impossible de dire qu'il était responsable lors de l'action, puisqu'à ce moment, il était incapable de dol (147), à moins que l'action n'ait été consommée par le seul fait de s'enivrer (148). D'ailleurs cette hypothèse de l'ivresse complète procurée est invraisemblable (149). En réalité, fragmenter ainsi la question, c'est la fausser parce que s'éloigner de la réalité, et il est nécessaire de faire une synthèse (150).

SECTION II. — *Formule*. Nous nous plaçons au point de vue de la responsabilité pénale et non métaphysique (151), et nous cherchons à dégager cette formule des faits, c'est-à-dire de nos institutions (152). D'après les cas dans lesquels l'agent est déclaré responsable et ceux où il ne l'est pas (153). Nous apercevons que la cause de la responsabilité réside dans la participation du moi à l'action (154). Ce qui peut se formuler ainsi : l'alcoolisé est responsable dans la mesure où, malgré l'alcool, sa personnalité pénale a participé à l'action (155). La personnalité dont il s'agit ici, c'est la personnalité pénale (156). Donc l'alcoolisé est responsable, dans la mesure où malgré l'alcool, sa personnalité pénale a participé à l'action (157). Le critérium est pratique, parce qu'il permet d'appliquer une peine préci-

sément lorsque celle-ci est utile (158). Il est vrai parce qu'il est conforme à nos institutions (159).

123. GÉNÉRALITÉS. — *Nous allons maintenant, dans toute la liberté d'une discussion théorique, rechercher la formule suivant laquelle l'alcool influe sur la responsabilité pénale.*

Dans ce but, nous allons grouper les *différentes idées*, mises en avant par les codes, les juges et les auteurs, et, dégageant leurs préoccupations communes, en tirer un *critérium unique*, dont nous vérifierons ensuite la justesse, en en confrontant les déductions logiques avec les solutions qui se sont imposées.

SECTION I

Les idées qui entrent en ligne de compte dans l'appréciation de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale

124. GÉNÉRALITÉS. — Depuis que ce problème de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale existe, il s'est toujours présenté sous la forme d'un conflit : d'une part en effet, *l'alcool altère le psychisme* de l'homme, ce qui porte les juges à l'indulgence, *mais*, d'autre part, *cette altération provient d'une faute*, et il est choquant d'admettre le délinquant à s'en prévaloir.

§ 1. — *L'alcool altère le psychisme.*

I. — *Caractère de cette altération.*

CETTE ALTÉRATION PORTE SUR : — L'idée la plus immédiate et qui s'attache à l'intoxication alcoolique est celle

d'*altération psychique* : la conscience est éteinte ou obscurcie et faussée, la sensibilité déviée, la volonté plus ou moins complètement détruite.

125. LA CONSCIENCE. — a) *La Conscience*, ténébreuse, hypnagogique, de l'individu en proie au délirium tremens, est peuplée d'hallucinations. *Des hallucinations* encore, ou du moins des conceptions fausses, sont à la base de constructions imaginatives de l'alcoolique plus calme qui raisonne son délire.

En dehors de tout accès l'alcoolique est essentiellement un *abruti*.

L'homme ivre, lui aussi, peut aller jusqu'à l'inconscience totale. Mais avant d'en arriver là, s'il sait encore ce qui se passe autour de lui, et ce qu'il fait, il n'en a qu'une connaissance troublée, kaléidoscopique. Il est déjà incapable de véritables idées ; les sensations, chez lui, restent isolées, rapides, incapables de s'organiser en perception, ce qui explique sa psychologie simpliste, et l'amnésie lacunaire qui suit l'accès.

L'alcool, toujours, détériore la conscience, rendant impossible tout raisonnement clair.

126. LA SENSIBILITÉ. — b) D'ailleurs, chez l'alcoolisé, les idées plus ou moins riches qui réussissent à se former ont une teinte spéciale, fausse. *L'alcool, modifiant la sensibilité du sujet, lui fait prendre en face des sensations, une attitude particulière, qui réagit sur elles et les déforme.* L'alcoolique, agressif, sombre, voit partout sujet à querelle. Sa fureur s'alimente de tout et le geste d'un proche, que négligerait l'homme normal déclenche chez lui des réactions rageuses, disproportionnées.

De même, l'euphorie de *l'ivresse* se projette sur le monde extérieur. L'homme se croit dans un monde de jeu, de plaisanterie, et ce qui, extérieurement, se présente comme un délit ou comme un crime, n'était pour lui qu'une farce de meilleur goût. Ainsi, un vol était une soustraction plaisante. Ainsi encore une décharge de grenaille à bout portant dans la poitrine d'un camarade, devait le faire bien rire (1). Si l'homme a le vin mauvais, il vit au contraire dans une atmosphère de querelles et de brutalités, et ses réactions s'en ressentent.

127. LA VOLONTÉ. — c) Ainsi, à la base du délit alcoolique, se trouve cette conscience diminuée et cette affectivité faussée. Mais le moment délictueux de l'intoxication alcoolique est celui du geste qui se déclenche, au mépris des interdits sociaux qui ne l'arrêtent pas, parce que la *volonté, elle aussi*, et nous comprenons déjà pourquoi, *est profondément atteinte*.

Chez l'homme normal, toute idée naissante rencontre un cortège de conceptions qui la saisissent, l'examinent, la critiquent et la repoussent si elle paraît indésirable et moins forte. Ainsi l'idée qui se forme passe d'abord au crible du subconscient, puis en pleine lumière, si elle a triomphé d'un premier examen, elle provoque une délibération large et claire.

Le propre de l'alcool est de détruire cette critique.

L'idée surgit avec sa tendance à se réaliser, ne rencontre aucune opposition, et se décharge dans les muscles, en paroles et en gestes.

Précisément parce que la conscience de l'alcoolisé est

(1) Le « Journal », 14 mai 1923.

fragmentaire, cloisonnée, les idées freins ont, chez lui, perdu toute autorité. Les différentes couches d'obligations que la Société nous impose, et qui s'appellent tact, morale, droit, sont successivement dissoutes par le poison, de telle sorte qu'elles ne remplissent plus leur rôle, qu'elles laissent passer et réaliser le geste critiquable.

Cela est vrai au cas d'alcoolisme chronique comme au cas d'ivresse.

Lorsqu'il s'agit de *délires ou d'impulsions morbides*, toute démonstration est superflue. Mais, même en dehors de ces accès, la *mentalité alcoolique* est faite de cette destruction progressive des impératifs sociaux plus ou moins énergiquement sanctionnés, les plus forts subissant les derniers.

Chez *l'homme ivre* aussi, les impératifs sociaux sont plus ou moins effacés suivant le degré de l'ivresse et la gravité de leurs sanctions, et l'on voit l'homme dépouiller sa gangue de civilisation pour se montrer naturel, primitif ou même animal.

C'est ainsi que l'on a pu dire : l'alcool a éteint l'homme et allumé la bête. Nous préférons nous en tenir à une formule plus psychologique : *l'alcool agit essentiellement comme paralysant des forces inhibitrices*. C'est d'ailleurs ce que comprennent les expressions courantes : « n'être plus maître de soi », « avoir perdu tout contrôle de soi-même », que l'on applique aux ivrognes.

128. RÉSUMÉ. — Bref, *l'alcool* trouble et fausse la conscience, et détériore la volonté. A ce triple point de vue, qui ne fait d'ailleurs qu'un, *il empêche l'intention délictuelle de se constituer pleinement, ou lui enlève du moins une bonne part de sa valeur.*

A l'esprit de tous les hommes, cet effet de l'alcool apparaît comme supprimant la faute ou en diminuant la gravité et tous les juristes y voient une *raison d'indulgence*.

II. — *Ses degrés.*

129. Mais la faute ne sera amoindrie que dans la mesure où le psychisme sera altéré, c'est-à-dire proportionnellement à l'intensité de l'intoxication alcoolique.

Ainsi tous les juristes ont insisté sur *l'importance à accorder au degré de l'intoxication alcoolique*, qui peut aller de la folie caractérisée à l'ivresse à peine perceptible.

Cette idée est tellement simple qu'elle ne nécessite pas de longs développements.

Disons simplement que du caractère plus ou moins pathologique du délire ou de l'impulsion, de l'aspect plus ou moins démentiel de *l'alcoolisme chronique* dépendra la plus ou moins grande indulgence du juge.

Disons encore que nos auteurs classiques, et avec eux tous les auteurs et tous les codes qui se sont saisis de la question, distinguent suivant l'intensité des manifestations de *l'ivresse*. C'est ainsi qu'ils ont forgé les expressions d'ivresse complète ou pleine, de demi-pleine et légère, qui signifient suppression ou diminution de l'intellectualité.

III. — *Effets variables sur la personnalité.*

LA PERSONNALITÉ PEUT ÊTRE PLUS OU MOINS MODIFIÉE. — Une autre considération, plus délicate, plus psychologique, devra nous retenir plus longtemps.

Lorsque le juriste considère l'alcoolisme comme une altération psychique, qu'il s'attache au degré de cette altération, on le sent guidé par cette idée que de l'altération du moi, dépend la responsabilité de l'agent, qu'il s'agit

de savoir si le geste délictueux a pour cause l'état mental pathologique du sujet.

Ceux qui ont examiné les faits de plus près, ceux qui ont pris soin de ne pas s'écarter de la réalité, sont arrivés, dirigés par la même impulsion, à formuler encore plus précisément cette idée qu'il s'agit de rechercher si *le délit a pour cause l'état pathologique, c'est-à-dire l'alcool, ou le moi normal.*

131. AU CAS D'ALCOOLISME CHRONIQUE. — a) Ainsi nous voyons les psychiatres, s'arrêter à cette idée que *l'alcoolique chronique sera responsable si l'acte qu'il a commis ne se rattache pas nettement à une manifestation aiguë de son mal, ne doit pas être rapporté exclusivement à l'intoxication, mais à sa personne.*

C'est là la règle qu'exprime Verger, à propos de tous les aliénés en général (1) :

« a) Un prévenu doit être tenu pour complètement responsable toutes les fois que son acte délictueux apparaît comme une conséquence nécessaire, au sens scientifique, d'un état morbide dument caractérisé.

« b) La responsabilité peut être considérée comme atténuée, si l'acte délictueux, sans être la conséquence absolument nécessaire et prévisible d'un état morbide, se trouve cependant liée partiellement à cet état par une relation directe et démontrable.

« c) La constatation chez un prévenu d'états morbides caractérisés ou d'anomalies constitutionnelles n'apporte aucun élément d'atténuation à sa responsabilité, si ces

(1) Verger, op. cit., p. 200 ss.

états morbides, ou ces tares, n'ont avec l'acte délictueux aucune relation directe et scientifiquement démontrable ».

Donc, l'individu convaincu d'aliénation mentale, et particulièrement d'alcoolisme, ne trouvera dans cet état une cause d'irresponsabilité que dans la mesure où l'acte sera imputable à son alcoolisme.

132. AU CAS D'IVRESSE. — b) *Garofalo*, qui a examiné dans leur réalité complexe les phénomènes de l'ivresse, a mis à nu, ici, la même idée encore, mais présentée sous un jour plus particulier.

Il déclare, lui aussi, *qu'il faut rechercher si l'acte commis en état d'ivresse a véritablement pour cause l'ivresse, ou tout simplement le caractère même de l'individu mis à nu par l'alcool* (1).

Le criminaliste positiviste, écrit-il, « n'établira pas de règle générale : il distinguera l'ivresse qui ne fait qu'exagérer le caractère de l'alcoolisme, une vraie infirmité, capable de le changer tout-à-fait. Le coupable, dans le premier cas, sera considéré comme s'il avait agi dans son état normal, car l'excitation causée par le vin n'est que la cause occasionnelle, qui révèle l'instinct criminel.

Un homme d'un caractère doux peut boire autant qu'il veut ; il ne tuera jamais un camarade d'un coup de couteau dans une querelle de cabaret ».

Dans ces quelques lignes l'auteur déclare donc que l'ivresse ne sera jamais une cause d'atténuation de la responsabilité, parce qu'elle ne fait que laisser apparaître le caractère, cause du délit. Nous le suivons plus volontiers lorsqu'il ajoute :

(1) *Garofalo*. La criminologie. Paris, Alcan, Tome II, p. 393 ss.

« Un homme ivre a-t-il commis un crime, il faudra voir si le genre du crime commis répond au caractère de l'individu : si l'humanité ou l'improbité de l'acte est en rapport avec les penchants du délinquant, de sorte que l'ivresse n'ait fait que les déterminer et les manifester d'une manière qui n'est pas douteuse ».

S'il s'agit d'un criminel chez qui l'ivresse n'a fait que révéler l'instinct déjà connu, il faut le punir « sans tenir compte des bouteilles qu'il a vidées. Mais le cas peut arriver, surtout ailleurs que dans les meurtres et les vols, d'une incompatibilité démontrée à l'évidence entre l'acte punissable et le caractère de l'individu ; de sorte que c'est à l'excitation alcoolique, à elle seule, que le délit doit être attribué. Cela se voit le plus souvent dans les cas de coups et d'injures, d'incendie, d'attentats à la pudeur, de diffamations. S'il se trouve alors que l'acte punissable n'a pas été voulu précédemment et que le délinquant n'est pas allé puiser une nouvelle énergie dans les liqueurs alcooliques, il faudra considérer cet acte comme un délit volontaire, non pas comme un délit naturel ».

En somme en présence de tout délit éthylique, le juriste se demande si *l'action est imputable à l'alcool ou à l'individu*.

§ 1. — Conclusion.

133. La première idée qui entre en ligne de compte dans le problème de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale est donc celle du *psychisme altéré*.

Le juriste se demande si le délinquant se trouvait dans un état anormal, quel était le degré de cette anomalie, et enfin si le geste délictueux en provient.

Dans la mesure où la réponse sera affirmative l'indulgence semblera s'imposer.

L'alcoolisé n'apparaît donc d'abord que comme irresponsable ou moins responsable.

§ 2. — *Mais cette altération provient d'une faute.*

134. GÉNÉRALITÉS. — Au vu de cette conclusion, les esprits s'indignent : Comment, un homme va pouvoir exciper devant le juge pénal d'un état dans lequel il s'est plus ou moins volontairement plongé, d'un état *qui suppose généralement une faute, quand l'habitude n'en a pas fait un vice...* L'ivresse est un phénomène répréhensible, au point de constituer parfois une infraction. Elle est plus coupable encore lorsque le sujet s'y livre habituellement au point d'arriver à une déchéance profonde et persistante. Et voici que l'ivrogne, l'alcoolique qui aura commis un délit en relation directe avec une faute passagère, avec son vice, va maintenant pouvoir se réfugier derrière les conséquences de cette faute ou de ce vice.

Il y a là quelque chose de choquant. Il y a là une idée dont le législateur, le juge, le penseur ont toujours dû faire état et qu'il sied de retenir.

135. VALEUR DE CETTE IDÉE. — Notons cependant dès maintenant, que personne n'a jamais donné à cette *idée son extension logique*. Logiquement, en effet, il faudrait dire alors que si l'individu, inconscient, incapable de vouloir, comme c'est le cas de l'homme ivre, peut être néanmoins déclaré coupable d'un délit intentionnel du moment qu'il est responsable de cette inconscience, il faudrait dire que l'alcoolique en proie au delirium tremens, est lui aussi responsable. Or, personne n'est jamais allé jusque là.

Pourquoi ? Simplement, semble-t-il, parce que dans ce cas la faute est plus loin du délit, parce que le rapprochement s'impose moins énergiquement à l'esprit. En somme, *cette considération qui ne tient pas devant les cas extrêmes, a un caractère plus intuitif que logique.*

Ce n'est au fond qu'une de ces impressions confuses qui veillent dans le fond des consciences, formant le sentiment de la justice, et dont nous devons tenir compte, parce qu'elles sont dans tous les esprits.

136. DISTINCTION DES JURISTES. — En tous cas, les juristes, à la lueur de cette idée, ont été amenés à diviser les *différents cas d'intoxication alcoolique, suivant leur origine*, la responsabilité pénale de l'agent variant selon les circonstances.

Nous allons étudier sommairement ces distinctions :

I. — *Alcoolisme chronique.*

A. *Aliénation caractérisée.*

137. S'il s'agit d'un état aigu d'alcoolisme chronique, ou de la démence alcoolique, *personne ici ne rappelle l'origine répréhensible de la maladie.*

B. *En dehors de toute aliénation non caractérisée.*

138. Au contraire, lorsque l'alcoolique a agi en dehors de tout accès délirant ou impulsif, en dehors de tout *état démentiel*, *la faute originelle paraît proche de l'action*, parce qu'elle est devenue un vice intégré à la personnalité du délinquant.

Ainsi le juge se sent-il entraîné à une *répression sans indulgence*, à moins que, à la base de l'alcoolisme, se trouve une anomalie constitutionnelle, telle que l'alcoolique le soit devenu magré lui.

II. — *Ivresse.*

139. DISTINCTION. — Devant l'ivresse, la discussion est plus vaste, plus nuancée, parce que les juristes s'en sont emparés avec complaisance, en faisant une entité juridique, nette, maniable, affectée de *modalités diverses*.

Ainsi, se plaçant au point de vue de son origine, et supposant par ailleurs une ivresse complète, les auteurs parlent d'*ivresse pathologique ou normale, fortuite, fautive, volontaire ou procurée, d'ivresse accidentelle ou habituelle*.

A. *Ivresse d'origine pathologique.*

140. Si l'ivresse a une *origine pathologique*, comme c'est le cas lorsqu'il s'agit d'un accès de dipsomanie, il *n'y a pas de faute initiale à retenir*.

Parfois l'origine de l'accès, sans être nettement anormale, paraîtra cependant plus ou moins morbide : la responsabilité du sujet sera moindre.

B. *Ivresse d'origine normale.*

DISTINCTIONS SUIVANT LA CAUSE DE L'IVRESSE. — Supposant une ivresse complète, c'est-à-dire telle que par définition aucune intention délictuelle ne soit possible au moment de l'action, les juristes cherchent cependant à rendre le sujet responsable pénalement dans une mesure plus ou moins grande, en cherchant s'il *n'a pas commis, en s'enivrant, une faute suffisante*.

Partant de cette idée, ils *distinguent l'ivresse fortuite de l'ivresse fautive, cette dernière pouvant être accidentelle, habituelle, ou procurée*.

a) *Fortuite.*

141. L'ivresse peut d'abord être *fortuite*. Tel est le cas cité par le Docteur Motet, du garçon boucher qui, descendu

dans une cave mettre du vin en bouteille, et sans en avoir bu, remonte brusquement saisi par les vapeurs alcooliques et blesse un camarade qui le plaisante.

Ici, tout le monde est d'accord : *aucune faute* ne peut être mise à la charge de l'agent. Le code pénal fasciste lui-même est en ce sens.

b) *Fautive.*

142. NOUVELLES DISTINCTIONS SUIVANT LE DEGRÉ DE LA FAUTE. — Mais, lorsque l'homme ivre l'est devenu par sa faute, et c'est le cas ordinaire, la question est plus complexe, parce que *cette faute peut être plus ou moins grave.*

c) *Accidentelle.*

143. L'IMPRUDENCE NE PEUT SE PRÉSUMER. — *Souvent, elle ne sera qu'une imprudence.*

C'est le cas de l'homme quelconque qui, s'étant laissé aller accidentellement, en une occasion le sortant de l'écoulement normal des jours, à des libations excessives, se trouve soudain dans un état complet d'ivresse qu'il n'avait certes pas visé directement, mais qu'il pouvait considérer comme une conséquence normale de sa conduite.

Cet homme, incapable de penser et de vouloir, commet un acte délictueux ; *dans quelle mesure sera-t-il responsable ?*

Si l'on mesure cette responsabilité au *danger social* que présente l'individu (article 88 du code pénal fasciste) ou que l'on se refuse à toute investigation psychologique (vieux common law), l'agent sera puni comme s'il n'avait pas été ivre.

Mais la responsabilité pénale telle qu'elle est actuellement connue en France, est basée sur le dol.

L'imprudence commise en s'enivrant peut-elle constituer ce dol ?

Le juge peut d'abord estimer que l'agent a apprécié la moralité de son abandon, d'après les conceptions collectives. Mais, nous avons vu l'indulgence de celles-ci.

D'autre part, l'ivresse est venue insensiblement ; d'une façon générale, à aucun moment, l'homme ne s'est dit : j'accepte d'être ivre. Il a commencé à boire parce qu'il le fallait. Puis, soudain, il s'est senti possédé par une douce euphorie, joyeux, agité, assoiffé... Il était parti pour l'inévitable ascension.

Pour toutes ces raisons, il paraît impossible de dire que toujours à la base de l'ivresse non fortuite (142) se trouve une imprudence.

144. MAIS ELLE PEUT ÊTRE ÉTABLIE. — *Mais le juge peut, en fait, devant une espèce donnée, constater l'existence de cette imprudence. Est-il possible, dans ce cas, de déclarer l'agent responsable de tous les délits commis ?*

A cette question la quasi-unanimité des auteurs répondent nettement par la *négative*. Nous citerons notamment Rossi, Bertauld, le Sellyer, Haus, Ortolan, Faustin Hélie (1).

Tous ces auteurs déclarent que si l'ivresse, cause du délit, a été le résultat d'une imprudence, il n'en reste pas moins que, *lors de l'action, l'agent était incapable pénalement*.

145. LA RÈGLE DANTI OPÉRAM. SON REJET. — Il paraît im-

(1) Rossi. Traité de droit pénal. Bruxelles 1835, p. 287 s. Bertauld. Cours de droit pénal, 3^e éd. Paris 1864, p. 310. Le Sellyer. Traité, p. 140. Haus, principes. I, p. 524. Ortolan, droit pénal. I. 138. F. Hélie. Pratique, p. 212.

possible de soutenir le contraire. Cependant, certains l'ont fait, invoquant la vieille maxime : « *Danti operam rei illicitae impulari debet quidquid fuerit praeter ejus intentionem ex acto secutum* ».

Mais à cette règle abandonnée par notre droit positif, *il ne faut même plus attacher une autorité de raison.*

En effet, si cette maxime peut valoir en droit civil, lorsqu'il s'agit de faire supporter un préjudice par une partie plus tôt que par l'autre, il est bien rigoureux de l'appliquer en droit pénal, car la situation n'est plus la même.

Ici, il n'y a plus, en face l'une de l'autre, deux parties sur le même pied, mais d'un côté l'individu, de l'autre la Société, et il n'est plus question de supporter un préjudice, mais d'être frappé d'une peine. Le juge doit donc se montrer plus exigeant pour rattacher un résultat à une faute, et le seul fait de s'être mis accidentellement en état d'ivresse ne peut entraîner la responsabilité pénale de toutes ses conséquences.

Cependant on peut retenir de cette idée, que l'agent peut être facilement déclaré responsable de tous les délits qui sont la suite ordinaire de l'ivresse : outrages, violences, etc...

Sous cette réserve nous concluons, avec la doctrine, *qu'au cas d'ivresse imprudente, seule cette imprudence va être relevée contre l'agent*, et seuls, par conséquent, pourront être constitués les délits d'imprudence, et non les délits intentionnels.

d) *Habituelle.*

146. Certains délits sont plus relevés lorsqu'il s'agit *d'ivresse habituelle*. En effet, chez l'ivrogne, la faute est

plus grave car elle est acceptée et le prévenu ne peut exciper de son inexpérience.

Mais, *il en résulte tout au plus que l'imprudence est plus grave*, et non qu'elle suffira à constituer l'élément dolosif du délit (1).

e) *Procurée.*

147. IL N'Y A TOUJOURS PAS DE DOL, AU MOMENT DE L'ACTION. — Enfin, la faute commise en s'enivrant peut avoir véritablement un caractère criminel. Il en est ainsi au cas d'*ivresse procurée*, c'est-à-dire, *lorsque l'agent s'est mis dans cet état directement en vue d'un crime projeté*, pour « se donner du cœur », ou bien encore pour se retrancher ensuite derrière cet état pour s'en faire une excuse.

Le code pénal fasciste fait de cette circonstance une cause d'aggravation de la peine.

Les auteurs sont divisés sur la question.

Les uns prétendent que dans ce cas la *responsabilité* pénale subsiste (2), et au premier abord, ils semblent avoir raison. En effet, l'homme a voulu le crime et a voulu l'ivresse comme moyen de perpétrer ce crime.

Mais ici encore, *il n'y a pas eu d'intention délictuelle* lors de l'action et il est impossible d'en rendre l'agent responsable comme s'il l'avait commis en pleine conscience (3).

En effet, il ne suffit pas que la volonté criminelle ait préexisté au crime, *il faut qu'elle en soit contemporaine*,

(1) En ce sens : Dalloz, J. O. Ivresse 406 — Bertauld cours p. 309 — Hélie (F.) Pratique, p. 213.

(2) En ce sens, Dalloz, J. G. ivresse 405. Haus. Principes, p. 524 — Vidal et Magnol, op. cit., p. 303.

(3) En ce sens, Bertauld, cours p. 310 — Le Sellyer, traité, p. 140 — Lainé, traité, Paris, Cotillon. 1881, p. 143.

et qu'elle ait présidé à son accomplissement (Bertauld). Remarquez d'ailleurs, ajoute le même auteur, que qui s'enivre pour s'encourager au crime n'avait pas encore une volonté bien ferme, bien inébranlable de commettre ce crime, qu'il avait moins la volonté que la volonté d'avoir la volonté.

148. EXCEPTION. — Il est cependant un cas où « cette volonté d'avoir la volonté » redevient la volonté tout simplement ; c'est celui, où, *le délit étant le résultat fatal de l'ivresse, l'agent, en se mettant dans cet état, commettait par cela seul le délit.*

C'est seulement encore pour cette catégorie de cas que nous paraît admissible le point de vue de M. Gallet, qui voit, dans le fait de s'enivrer pour commettre un crime, le commencement d'exécution constitutif de la tentative et suffisant à garder une incrimination. D'ailleurs, M. Gallet semble présenter son idée moins comme une règle juridique que comme un point de vue auquel le juge pourra se placer pour « apprécier à sa juste valeur l'intention qui a guidé l'agent lorsqu'il s'est enivré » (1).

Liszt cite ainsi l'exemple de l'aiguilleur qui s'enivre dans l'intention de ne pas manœuvrer l'aiguille à l'approche de l'express (2).

Ici, en effet, l'action est véritablement commise lorsque l'aiguilleur en s'enivrant, se prive de l'usage de ses muscles. Or, à ce moment décisif, il est à jeun.

(1) H. Gallet. La notion de la tentative punissable. Thèse de droit, Paris 1899, librairie nouvelle de droit et de jurisprudence, p. 212, en note.

(2) Von Liszt. Traité de droit pénal allemand. Trad. Lobstein d'après la 17^e édit. allemande. Paris, Girard et Brière. 1911, T. I, p. 243.

A part *cette situation*, où elle constitue réellement l'intention délictuelle, l'ivresse procurée n'entraîne pas la responsabilité pénale complète.

149. INVRAISEMBLANCE DE L'HYPOTHÈSE. — Cette solution est juste, seule défendable, mais elle paraît monstrueuse : un individu s'est enivré pour se donner le courage de frapper, et frapper impunément, et voici qu'en effet son ivresse le met à l'abri des lois pénales.

En réalité, il n'y a pas lieu de s'émouvoir, *car cette hypothèse du délit commis sous l'influence de l'ivresse complète procurée*, si l'on excepte le cas signalé par Liszt, *est invraisemblable*. C'est une construction verbale, mais irréaliste, car il est impossible que l'homme ait voulu un crime, se soit mis, pour le commettre, en état d'ivresse complète, et l'ait, dans cet état perpétré.

150. NÉCESSITÉ D'UNE SYNTHÈSE. — *Cela nous montre bien le vice de toutes ces distinctions.*

Certes, il est nécessaire d'analyser les faits, de distinguer entre les diverses manifestations de l'alcoolisme, qui n'ont pas toutes la même influence sur la responsabilité pénale. Mais il ne faut pas fragmenter le problème, suivant des divisions verbales contraires à la continuité des faits, pour y répondre par une poussière de solutions abstraites.

En réalité, après cette analyse, *il est nécessaire de faire une vaste synthèse* et de chercher de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale, *une formule générale et unique.*

SECTION II

Formule

151. LA RESPONSABILITÉ DE DROIT PÉNAL. — *Posons d'abord nettement la question.*

Il ne s'agit pas ici de nous livrer à une discussion métaphysique, soulevant, comme préjudiciel au problème de la responsabilité, celui de la liberté. Remarquons simplement que la croyance au libre arbitre, qui se trouve encore, semble-t-il, dans la majorité des consciences, provient de conceptions primitives spiritualisées, et ne trouve aucun soutien dans l'observation de la réalité psychologique.

Nous envisageons la responsabilité comme une institution de droit pénal, qui consiste, dans certaines conditions, à attribuer une peine à un individu.

Par rapport à l'agent, ces conditions sont : les unes externes, les autres internes.

Extérieurement, l'homme doit avoir pris part à l'acte. Intérieurement une faute pénale doit être relevée à sa charge.

152. MÉTHODE SUIVIE DANS LA RECHERCHE D'UNE FORMULE. — C'est en agissant sur cette faute pénale que l'intoxication alcoolique modifie la responsabilité de l'agent. Pour saisir le mode de cette influence, pour le formuler, *nous n'avons qu'à interroger nos institutions législatives, jurisprudentielles et doctrinales, afin de voir dans quels cas d'intoxication alcoolique l'agent est déclaré responsable ; dans quel cas au contraire, il est reconnu non coupable, ou moins coupable.*

Ainsi, par la méthode des variations concomitantes,

nous devons mettre à nu la cause de la responsabilité pénale des alcoolisés et formuler la règle qui la gouverne.

153. LES FAITS. — L'agent est déclaré *irresponsable* au cas d'alcoolisme chronique à forme délirante, impulsive, ou démentielle, et au cas d'ivresse fortuite complète.

Au contraire, l'on considère généralement que la *responsabilité* de l'individu subsiste, plus ou moins engagée, lorsqu'il s'agit d'alcoolisme chronique ne constituant pas une aliénation caractérisée, — et, d'autre part, au cas d'ivresse légère, ou d'ivresse complète procurée, habituelle, ou accidentelle, surtout lorsque l'ivresse n'a fait que laisser apparaître le caractère normal de l'individu.

154. LA CAUSE DE LA RESPONSABILITÉ. — *Quelle est la condition* qui se trouve dans ces derniers cas, et non dans les premiers, condition à laquelle, par conséquent, *se rattache la responsabilité pénale* ?

Elle apparait clairement. Lorsque l'agent a perpétré son crime, dans *un état d'aliénation caractérisée*, *ce n'est pas le moi normal, le moi juridique qui a agi*, mais un autre. Le moi juridique ne peut donc être frappé pour un délit auquel il n'a point participé.

De même, *l'ivresse complète et fortuite empêche la personnalité de prendre part à l'action*, puisque cette personnalité était momentanément effacée lors du délit, et, même antérieurement, ne s'était nullement engagée dans le processus qui devait aboutir au résultat délictueux.

Au contraire, lorsque l'alcoolique présente simplement *un état mental influencé* par cette intoxication, sa *personnalité subsiste* cependant, modifiée mais continue ; c'est bien cette personnalité qui est cause du délit, c'est elle qui comparait devant les juges.

Au cas d'ivresse légère encore, la personnalité de l'agent n'est pas complètement effacée ; c'est bien elle qui dirige les muscles, mais elle est moins maîtresse des commandes, et ceci peut appeler l'indulgence.

Lorsque l'ivresse est complète, cette fois la personnalité n'existait pas au moment du geste délictueux ; mais l'homme sera *plus ou moins responsable selon qu'il aura plus ou moins participé* antérieurement, à la genèse du délit, en se mettant dans l'état qui en aura été la cause.

Enfin, l'idée mise en relief par Garofalo est plus près encore de la formule même que l'on sent sous toutes les conceptions : il faut *rechercher si l'acte est en rapport avec le caractère de l'individu*, peut lui être imputé, ou si, au contraire, il y a incompatibilité entre cet acte et ce caractère, de telle sorte que l'alcool soit la seule cause du délit.

155. LA FORMULE. — Bref, au fond de toutes ces conceptions, se trouve cette idée unique : *l'alcoolisé est responsable dans la mesure où, malgré l'alcool, sa personnalité a participé à l'action.*

C'est là, je crois, la formule à laquelle nous devons nous arrêter.

156. LA PERSONNALITÉ PÉNALE. — Mais elle comprend un terme qui demande à être précisé : celui de « personnalité ».

Il s'agit ici de la personnalité pénale de celle qui engage l'homme dans la machine répressive, qui donne prise sur lui à la peine.

Pour la définir plus nettement, rapprochons-là de la personnalité religieuse.

Dans les conceptions catholiques, par exemple, l'homme a une âme, personnalité spirituelle qui fait partie d'un

monde spirituel, au sein duquel elle doit recevoir la rétribution de ses actes.

De même, il existe une communauté pénale, dont font partie les hommes qui, aux termes du code, jouissent de la personnalité criminelle, et au sein de laquelle cette personnalité criminelle doit recevoir des sanctions lorsqu'elle enfreint les impératifs édictés.

Cette personnalité, psychologiquement, est constituée avant tout par un complexe d'interdictions qui veillent dans les consciences, armées des menaces de la peine.

L'enfant, l'aliéné, ne la possèdent pas. D'autre part tout en existant, elle peut ne pas prendre part à l'acte de l'homme : le doigt a appuyé sur la gâchette poussé par une main étrangère.

D'une façon générale, l'alcool détruit cette personnalité ou l'étouffe momentanément.

Dans tous ces cas l'acte se sera passé en dehors du monde pénal, l'homme en étant détaché, et aucune sanction ne doit intervenir.

157. LA FORMULE COMPLÉTÉE. — Nous compléterons donc ainsi notre formule de tout-à-l'heure : *l'alcoolisé est pénalement responsable, dans la mesure où, malgré l'alcool, sa personnalité criminelle a participé à l'action.*

Autrement dit, se demander si un alcoolisé est responsable d'un délit commis, revient à se demander *si cet acte est imputable à l'intoxication éthylique ou à la personnalité criminelle*, qui, de ce fait, se révélerait antisociale (1).

(1) Comp. Von Liszt. Traité p. 233 « La faute peut être définie l'état défectueux, démontrée par l'acte commis, de la mentalité sociale nécessaire pour la vie en commun dans l'état ».

158. SON CARACTÈRE PRATIQUE. — Ce critérium, qui flotte en fait au fond de tous les débats criminels, présente l'avantage d'être *pratique*.

En effet, *si l'alcool est cause exclusive du délit*, de deux choses l'une : ou bien nous sommes en présence d'un intoxiqué tel que l'internement s'impose, ou bien il s'agit d'un homme normal momentanément obnubilé par l'alcool, qui ne présente aucun danger pour la société.

Dans ces deux cas, *frapper serait inutile*.

Si, au contraire, l'alcool n'est pour rien, ou presque, dans la genèse du délit, alors, celui-ci *est imputable à la personnalité criminelle*, qui, puisqu'elle a commis un geste antisocial, est nécessairement antisociale elle-même (sauf autre circonstance) et *il est nécessaire de la punir*.

Notre formule est donc pratique, d'autant plus que sa souplesse est grande.

159. SON CARACTÈRE RÉEL. — D'autre part, elle est *vraie*, parce que dégagée des institutions en vigueur.

Pour s'en assurer, il suffit d'en tirer quelques déductions, et de constater que *les formules particulières déduites sont en fait adoptées*.

Ainsi, si la personnalité criminelle n'existe pas, comme chez l'alcoolique délirant ou dément, aucune responsabilité.

Si elle existe, mais qu'elle n'ait pu prendre part à l'acte parce que supprimée par une ivresse qu'elle n'ait pas voulue, aucune responsabilité encore.

De même, si l'homme qui, ivre, a frappé, est ordinairement doux, inoffensif, sociable, le juge se montre indulgent.

Au contraire, si l'intoxication, chronique ou passagère,

laissait, parce qu'incomplète, subsister la personnalité, une peine atténuée, peut-être, est prononcée.

Enfin, la personnalité criminelle peut s'être engagée dans la naissance du délit, en risquant, en acceptant, ou en voulant l'ivresse qui l'a produit, et elle devra des comptes à la justice.

CONCLUSION

DE LA DEUXIÈME PARTIE

160. En droit positif français, *le juge apprécie librement l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale.* Cette liberté est louable, parce que les aspects de l'intoxication alcoolique sont trop variés, trop mouvants pour faire l'objet d'une classification légale, et la question doit rester une question d'espèce.

Mais une idée unique doit guider et guide en fait le juge dans sa délibération, une idée qui peut se formuler ainsi : *L'alcoolisé est responsable dans la mesure où, malgré l'alcool, sa personnalité criminelle a participé à l'action.*

Cette formule est à la fois conforme à nos conceptions actuelles de la responsabilité, et pratique.

Cependant, *tant que la Société ne pourra intervenir, vis-à-vis des alcoolisés, pour, au nom de la responsabilité, les frapper d'une peine, nous serons mal protégés contre leurs réactions antisociales.*

A côté de la peine, basée toujours sur la notion de la responsabilité, il nous faudrait donc disposer contre eux de mesures de protection répondant aux nécessités de la défense sociale, et fondées sur ces nécessités.

Ce sont ces mesures de protection qui vont faire l'objet de notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

La défense sociale contre le délit alcoolique

161. GÉNÉRALITÉS. INTERÊT DE LA METHODE PREVENTIVE.

PLAN. — Jusqu'ici, nous nous sommes préoccupés de juger les délits alcooliques. Mais *n'est-il pas illogique de se contenter de traduire des délinquants devant les Tribunaux, alors que la cause de leur délinquance dépend de la volonté humaine ?* L'alcool, en irriguant les masses humaines, produit du crime. N'est-il pas grotesque, au lieu de s'attaquer à cette source fatale, d'attendre que le résultat soit survenu, que la Société ait été atteinte, pour frapper l'homme dont l'alcool a commandé le bras ?

Cette incohérence a été saisie par les magistrats populaires, et les jurés de la Seine, lors de la deuxième session de juillet 1919, ont exprimé leur indignation dans une lettre adressée au Garde des Sceaux (1).

Sur 17 affaires inscrites au rôle de cette Session, 10 avaient pour origine l'alcool, et 7 de ces dernières s'étaient traduites par des pertes de vies humaines.

Ainsi les jurés écrivent-ils que : « A l'heure où la force « productive de leur glorieux pays a été réduite, il leur « paraît inadmissible que la Société n'ait d'autres ressour- « ces, pour se défendre, que de juger les méfaits de ce

(1) Revue pénitentiaire 1919.

« fléau : l'alcoolisme, et n'ait pas les moyens de le prévenir », et demandent-ils au Ministre de prendre des mesures en conséquence.

Nulle part, en effet, la méthode préventive ne paraît s'imposer avec plus de force qu'ici.

Nous avons, à l'origine, des hommes normaux. Seul l'alcool en a fait des délinquants, et si la Société ne leur avait pas versé cet alcool, ils n'auraient jamais violé ses lois. Il est injuste et cruel de la part de l'Etat de punir les criminels qu'il a faits, de ne pas admettre l'effet et de cultiver la cause. La puissance publique ne peut avoir ici qu'une attitude correcte : prévenir le délit alcoolique en s'attaquant à l'alcoolisme.

Ainsi, *il s'agit d'atteindre le délit alcoolique, dès sa racine* : soit en luttant contre l'alcoolisme lui-même, en général, et ici, le criminaliste ne peut que se joindre à l'hygiéniste, soit en intervenant au moment où le délit va se commettre, ou a été commis, pour le prévenir ou éviter sa reproduction.

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

SOMMAIRE

La lutte contre la criminalité alcoolique se confond d'abord avec la *lutte anti-alcoolique* elle-même, dont les *principaux moyens* sont (162) : 1° la prohibition absolue, inapplicable (163) ; 2° les prohibitions partielles, qu'il est toujours possible de multiplier (164) ; 3° une politique fiscale appropriée réfreinant la consommation de l'alcool de bouche (165) ; 4° la réglementation des débits de boisson (166) ; 5° la protection de l'enfance (167) ; 6° la création d'établissements de cure spéciaux (168) : 1° pour alcooliques aliénés (169) ; 2° pour buveurs d'habitude (170), suivant la formule suisse, dont les principes sont : l'abstinence absolue, le travail en plein air, la cure morale, une nourriture spéciale, dans un cadre familial (171). Création dont la nécessité est exprimée de plus en plus en France (172), mais sans solution pour encore, étant donné les difficultés soulevées par le régime à y appliquer (173). Il faudrait pouvoir retenir l'alcoolique interné au cours d'un accès d'aliénation, même après la disparition de cet accès, jusqu'à ce qu'il soit débarrassé de ses habitudes vicieuses (174). Il faudrait que le buveur d'habitude puisse, sur sa demande, être retenu dans un asile (175). 7° La réforme

de l'opinion publique, qui doit être avertie des dangers de l'alcool et qu'il faut gagner à l'idée du traitement par l'internement (176).

162. LES MOYENS DE COMBAT CONTRE L'ALCOOLISME EN GÉNÉRAL. — *Lutter contre la criminalité alcoolique, c'est d'abord, tout simplement, lutter contre l'alcoolisme lui-même.* C'est là, affaire d'hygiène et non de mesures pénitentiaires. Cependant, dans une étude criminologique, qui prétend rechercher les causes du délit et les moyens de la combattre, il est nécessaire de dire un mot de ces *moyens*.

163. 1°) *La prohibition absolue.*

L'idéal, de ce point de vue, serait la *prohibition* de l'alcool de bouche. En effet, la cause étant totalement supprimée, l'effet disparaîtrait également.

Malheureusement, cet idéal n'est pas réalisable.

Les pays qui ont décrété la prohibition absolue ne sont secs qu'en principe.

D'autre part, décréter cette prohibition n'est pas toujours possible, et c'est le cas, dans notre France actuelle.

Deux forces, chez nous, défendent l'alcool : les mœurs et les considérations fiscales et politiques.

Nous avons vu combien était forte dans l'opinion publique française, la position de l'alcool. Les pouvoirs publics, de leur côté, ne peuvent vouloir cette réforme. L'alcool est une source de revenus trop importante pour qu'un Ministre des Finances y renonce, trop immédiate, pour que le même Ministre se demande si, sous forme de prisons et d'asiles, l'alcool ne coûte pas plus qu'il ne rapporte. Enfin, tous ceux qui en usent et en particulier les débitants de toutes espèces sont une force électorale trop puissante

pour qu'on y porte atteinte et enfin, dans un pays vinicole comme la France, la prohibition soulèverait des difficultés économiques.

164. 2°) *Les prohibitions partielles.*

Mais il est possible d'établir des *prohibitions partielles*.

Ainsi, la loi du 16 mars 1915, a prohibé l'absinthe et les boissons similaires. Pendant la guerre, dans la zone des armées, tout alcool était interdit, et aujourd'hui encore cette interdiction existe d'une façon permanente vis-à-vis des employés des chemins de fer pendant le service (article 90 du décret du 11 novembre 1917).

Ces prohibitions relatives *pourraient être étendues* : mentionnons à titre d'exemple le vœu de l'Académie de médecine du 23 février 1915, demandant « l'interdiction de « la vente des spiritueux, liqueurs ou apéritifs autres que « ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés et ne ren- « fermant pas d'essence, en dehors des salles de restaurant « et autrement que comme accessoires de la nourriture ».

156. 3°) *Une politique fiscale appropriée.*

Tout en permettant les fabrications et la mise en vente de l'alcool, il est encore possible d'en réfreiner la consommation par une *politique fiscale appropriée*, consistant à accabler d'impôts les boissons alcooliques, et à diminuer au contraire ceux qui pèsent sur les boissons dites « hygiéniques ».

Il serait également souhaitable de supprimer le privilège de bouilleur de crû, qui met à la disposition d'un grand nombre d'individus de l'alcool exempt de taxe. Enfin, l'Etat pourrait monopoliser à son profit la fabrication

et les ventes de l'alcool, supprimant du même coup la fraude.

166. 4°) *La réglementation des débits de boissons.*

Le plus fort de la lutte doit être dirigé actuellement contre le noyau de l'organisation alcoolique : le débit de boissons. Le législateur s'est déjà nettement lancé dans cette voie : il a encore beaucoup à faire d'ici le rachat en grand des débits, qui, au dire de certains, serait l'aboutissant logique de cette réglementation.

167. 5°) *La protection de l'enfance.*

Pour empêcher le fléau de se propager, *il faut protéger l'enfance.*

Certains enfants, fils d'alcooliques, sont marqués dès leur naissance du sceau de l'alcool. Pour ceux-ci, plusieurs états d'Amérique ont adopté une mesure radicale : leur prévention par la castration ou la stérilisation des alcoolisés (1).

D'une façon plus générale, voici *les mesures proposées* par le premier congrès international pour la protection de l'enfance (2).

1°) Les enfants mineurs de parents alcooliques leur seront retirés et seront hospitalisés pour être élevés dans les principes de l'abstinence totale.

2°) Le fait de donner des boissons alcooliques aux enfants dans une mesure abusive sera considéré comme un délit.

(1) Revue pénitentiaire. 1924, p. 161 — Dr. Aschaffenburg. Le crime et les moyens de le combattre.

(2) Premier congrès international pour la protection de l'enfance. Bruxelles, Gand. rev. pénit. 1920, p. 276 etc.

3°) L'accès des débits sera interdit aux mineurs qui ne pourront y être employés.

4°) Enfin, l'enseignement anti-alcoolique sera donné dans les écoles.

168. 6°) *La création d'établissements spéciaux.*

Une réforme pressante s'impose, en France, qui va nous retenir plus longtemps parce que, ainsi que nous le verrons tout-à-l'heure, elle peut être introduite dans le cadre pénitentiaire : *la création d'établissements spéciaux pour les alcooliques chroniques et buveurs d'habitude.*

L'alcoolique, le buveur d'habitude, *ne peuvent être traités utilement que dans des établissements spéciaux*, qui n'existent pas actuellement en France.

169. 1° *Pour alcooliques délirants.*

L'alcoolique délirant est aujourd'hui interné comme un aliéné ordinaire. De l'avis des médecins *cet internement devrait avoir lieu dans un asile spécial* ou dans un quartier spécial d'un asile ordinaire.

Ainsi serait assurée plus certainement l'abstinence totale de boissons spiritueuses et fermentées (1). Ainsi encore l'alcoolique ne serait pas confondu avec les autres aliénés qui, une fois revenus à la raison, peuvent être relâchés, tandis que l'alcoolique débarrassé de son délire doit encore être retenu, comme nous le verrons plus loin, jusqu'à ce qu'il soit affranchi de sa propension pour les boissons fortes.

2° *Pour buveurs.*

170. L'ASILE DE BUVEURS. — *Pour le buveur d'habitude*

(1) Vidal, enq. rev. pénit. 1897, p. 477.

c'est une organisation totalement nouvelle qu'il faudrait créer.

En effet, celui-ci n'est plus un aliéné, au sens de la loi du 30 juin 1838, il est impossible de l'interner. Ainsi l'asile de buveurs, qui seul permet d'obtenir par l'abstinence totale et forcée le relèvement du malade, n'existe pas actuellement en France, où seuls sont possibles les services ouverts : dispensaires ou patronages.

A l'exemple de l'étranger, la France se doit de créer des asiles de buveurs, *où ceux-ci, désireux de guérir, pourraient aller se désintoxiquer.*

171. L'ASILE DE BUVEURS SUISSE. — Que doit être cet asile de buveurs ? *Le type suisse nous paraît pouvoir être cité comme exemple* (1).

L'asile de buveurs suisse est un établissement campagnard de caractère familial.

Le malade y est soumis à un régime d'abstinence absolue de toute boisson contenant de l'alcool. Il est astreint au travail manuel, en plein air, autant que possible, ce qui l'occupe, le désintoxique et prépare sa réadaptation à la vie sociale. Lors des repos nécessaires, le malade joue, mais jamais pour de l'argent, ce qui rappellerait le cabaret.

Tout buveur doit payer au moins une partie de sa pension, afin de « toucher du doigt les conséquences financières de son vice » (2).

(1) Pour toute cette question, voir la courte mais riche brochure de Mme L. Barthe : « Des asiles de buveurs en Suisse » qui décrit d'une façon extrêmement suggestive la physionomie de l'asile de buveurs suisse (publié par la ligue nationale contre l'alcoolisme).

(2) Barthe, op. cit., page 9.

Voilà ce que l'on demande aux pensionnaires. Les devoirs de la Direction ne sont pas moins pressants.

La première difficulté réside dans le choix des malades à admettre. Seuls, les sujets curables devront être acceptés, et il faudra donner la préférence à ceux dont la volonté de se relever paraîtra la plus ferme.

La direction doit rester en contact permanent avec chacun de ses pensionnaires, car la cure, essentiellement morale, varie avec la personnalité du buveur. Il en résulte que le nombre des malades ne devra pas dépasser la trentaine.

La discipline doit être ferme, mais basée sur la confiance, l'établissement ne comportant d'autre clôture que la défense de franchir telle limite.

Enfin la nourriture devra être exactement conforme aux nécessités du traitement.

Le buveur une fois relâché n'est pas abandonné à lui-même, mais reste en relation avec l'asile, et se place sous la tutelle d'une société de patronage.

Tel est le fond de la méthode suisse, essentiellement fondée, remarquons-le, sur la liberté et qui se résume dans ces quelques règles (1) : « *La prescription impitoyable des boissons alcooliques, le travail en plein air, la cure morale, une nourriture spéciale, appliquée à un petit nombre de malades ayant la volonté de guérir* ».

Voilà le système que la France doit adopter.

172. L'ÉTAT DE LA QUESTION EN FRANCE. — *Des vœux* ont été émis en ce sens : par des jurés (jurés de la Seine le 4 décembre 1928) (« *Matin* » du 5 décembre 1928) ; par le

(1) I. Barthe, p. 15 et ss.

conseil supérieur de l'assistance publique (6 mars 1895) ; par la Société des prisons (projet de loi discuté sous la présidence de M. Garçon), et l'opinion est gagnée de plus en plus à cette conception.

Le Législateur lui-même s'est mis en marche.

Une proposition de M. Le Fas (J. O. 1918, annexe N° 4651), sous forme d'amendement au projet de loi sur la répression de l'ivresse publique et la police des débits de boissons, prévoit des établissements spéciaux pour le traitement des personnes qui abusent des boissons alcooliques.

De même, le *projet Strauss*, soumis au Sénat en 1927, prévoit des asiles inter-départementaux spéciaux, où des secitons spéciales annexées à un asile afin d'y recevoir et soigner « les épileptiques, les idiots, les alcooliques, les aliénés vicieux et difficiles » (1).

173. DIFFICULTÉS SOULEVÉES PAR LE RÉGIME A APPLIQUER.

— Aucun de ces projets n'a abouti pour encore. C'est que, si l'on est d'accord pour reconnaître la nécessité médicale de ces asiles, de *grandes difficultés surgissent dès qu'il s'agit de décider dans quelles conditions les sujets peuvent être retenus.*

Rappelons que, pour le moment, nous ne parlons pas d'établissements destinés à recevoir des alcooliques délinquants que l'autorité publique estime dangereux, mais d'asiles dont le gouvernement autoriserait la création, et destinés à recevoir des malades pour les guérir.

174. 1°) A L'ALCOOLIQUE DÉLIRANT. — Lorsqu'il s'agit d'un *alcoolique délirant*, la loi de 1838 s'applique. Mais le sujet,

(1) L'hygiène mentale. 1927. N° 6, l'assistance des alcooliques par Roger Mignot, p. 79.

une fois *débarrassé de son délire*, n'est plus un aliéné, et par conséquent aux termes de cette loi, *le médecin ne peut plus le retenir*.

Cependant, il reste encore un alcoomane, un individu, qui, remis en liberté, se remettrait à boire et retomberait vite dans un nouvel accès.

S'efforçant de combler cette lacune de la loi, la pratique médicale impose l'internement pendant plusieurs mois, la durée du séjour à l'asile étant augmentée au fur et à mesure des récidives.

Mais cette pratique extra-légale, pour ne pas dire illégale, ne saurait être assez largement suivie, et il faudrait que la loi *intervienne pour autoriser cette prolongation de la détention de l'alcoolique interné au cours d'un délire, et débarrassé de son délire*.

175. 2°) AU BUVEUR. — Quant à celui qui n'est encore qu'un *buveur d'habitude*, le directeur de l'asile ne peut le recevoir. Le législateur devrait autoriser son admission, parce que, comme l'alcoolique délirant ou dément, le buveur d'habitude est un être antisocial qui peut être récupéré par l'internement, et par l'internement seul.

Il faudrait tout au moins autoriser le *placement spontané*, celui qui à l'étranger, donne les meilleurs résultats parce qu'il utilise la bonne volonté du malade.

L'amendement Lefas (1) le prévoit, dans son article 6 : « Toute personne désirant se placer volontairement, dans un établissement (de buveurs) peut le faire en signant une demande d'admission devant deux juges qui certifient que

(1) Voir super n° 172.

l'intéressé, au moment où il a signé, avait pleinement conscience de la démarche qu'il faisait ».

Cette solennité est de nature à rassurer l'opinion publique qui sans cela ferait vite de l'asile de buveurs une nouvelle Bastille. D'autre part, un engagement de rester à l'asile jusqu'à la guérison complète, que certains proposent, serait inutile de la part de malades ayant la ferme volonté de guérir, et rien de tel n'existe en Suisse.

Convient-il d'aller plus loin et de déclarer que, dans le seul intérêt du buveur, la famille pourrait obtenir l'internement du sujet contre son gré ? Il semble qu'une pareille disposition serait inopportune actuellement, tant que l'opinion publique n'aurait pas totalement confiance dans ces établissements.

176. *La Réforme de l'opinion publique.*

Pour terminer l'examen de la lutte contre l'alcoolisme lui-même, nous sommes ainsi amenés à attirer l'attention sur *l'importance du rôle de l'opinion publique*.

C'est elle qui commande : ce sont ses jugements tout faits que l'individu adopte, contre lesquels les gouvernants ne peuvent rien.

Il faut donc commencer par réformer ces jugements. Il faut d'abord instruire l'opinion publique de la nocivité de l'alcool. L'école, la caserne, l'Eglise, l'initiative privée sous la forme des sociétés anti-alcooliques, doivent se mettre en campagne et éclairer les masses.

Mais, cet enseignement est mal reçu, parce qu'il va contre un instinct de l'homme : le besoin d'excitation psychique : ainsi, sera-t-il efficace, nous dit Lambroso, seulement lorsque le législateur aura fourni au peuple une excitation intellectuelle n'ayant pas les dangers de l'alcool et

remplissant les mêmes fonctions. Il faudrait aussi détourner le peuple de la tentation du cabaret, en améliorant son logis, en lui fournissant des distractions saines et à bon marché.

D'autre part, il faut apprendre au peuple ce qu'est un intoxiqué, traitant la mentalité collective par la psychanalyse, l'habituer à voir l'alcoolique non plus comme un dévoyé, un être coupable, malfaisant, contagieux, mais comme un homme que l'alcool a détérioré et qui, débarrassé de cet alcool, sera de nouveau un homme normal. Alors l'idée de la cure dans un établissement fermé n'effraiera plus personne. Elle apparaîtra comme un traitement logique, qui n'a rien de déshonorant, et le sujet tenté de s'y soumettre n'aura plus à craindre la malignité publique.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME CRIMINEL PAR LES MOYENS PÉNITENTIAIRES

SOMMAIRE

Nous allons étudier maintenant *les moyens de lutter plus spécialement contre l'alcoolisme criminel.*

177. SECTION I. — *L'Ivresse accidentelle.*

C'est avec raison que la loi du 1^{er} octobre 1917 en fait une infraction, lorsqu'elle est publique et manifeste, et une cause de détention temporelle.

178. Mais il est une ivresse particulièrement dangereuse : celle de conducteur de véhicules.

179. Il faut, après le Danemarck, en faire un délit correctionnel, et permettre de mettre immédiatement, hors d'état de nuire l'homme peut-être encore capable de se conduire, mais incapable de conduire son véhicule, et décider le retrait du permis de conduire (180).

SECTION II. — *Ivresse habituelle et alcoolisme chronique.*

C'est cette forme de l'alcoolisme qui menace le plus l'ordre public (181).

§ 1. — *Nécessité d'établissements spéciaux, dans le cadre pénitentiaire.*

La création de ces établissements est la condition première de la réforme à venir (182).

§ 2. — *Dans quelles conditions les alcoolisés chroniques pourront être placés dans ces établissements.* I. *L'alcoolisé chronique dangereux mais non délinquant.* Il semble opportun de pouvoir l'interner d'office avant qu'il n'ait commis un délit, lorsque la nécessité de cet établissement est par ailleurs constatée. Il en sera ainsi lorsque (183) : A) Il aura été condamné pour ivresse : 1° plusieurs fois (184) ; 2° une seule fois, mais que son vice sera établi (185). B. Et même en dehors de toute condamnation pour ivresse (186) dès qu'il se sera présenté comme dangereux (187). Cet internement sera décidé par l'autorité judiciaire (188) pour une durée fixée, mais renouvelable (189). Cette réforme sera difficile à introduire ; il semble, au contraire, que l'alcoolisé délinquant puisse être plus facilement soumis à des mesures semblables (190).

II. *Alcoolisé chronique délinquant.*

A. *Le Principe.* L'alcoolisé délinquant doit pouvoir être l'objet, non seulement d'une peine, mais encore d'une mesure de sûreté qui consisterait essentiellement dans une détention (191), détention fondée sur les nécessités de la défense sociale (192), et qui s'ajouterait à la peine, insuffisante à elle seule (193). Cette idée s'impose aujourd'hui, mais il reste à décider dans quelles conditions, le délinquant alcoolisé pourra être retenu (194).

B. *L'exemple de l'étranger.* 1. Pays divers. Des maisons de réforme pour alcoolisés existent depuis longtemps à l'étranger et les codes pénaux nouveaux prévoient généralement des établissements semblables, notamment le nouveau code pénal espagnol (195). La Belgique et l'Italie nous donnent un exemple particulièrement instructif (196).

2. Le projet de loi Belge de Défense Sociale. Il prend

naissance dans le projet Lejeune (15 avril 1890), étendu aux alcoolisés par la proposition Lejeune (29 janvier 1897) (197). La proposition Carton de Viart (6 mai 1909) prévoit l'internement de l'alcoolisé acquitté ou condamné, dans un asile spécial de l'Etat (198).

Le projet Masson (4 février 1923) ne parle plus des alcoolisés (199). Le 29 décembre 1927 la chambre adopte le projet Tschoffen (200). De la réforme belge, nous devons tirer l'enseignement suivant : à côté du droit de punir il faut reconnaître à la Société le droit de se défendre, joignant à la peine la mesure de sûreté, notamment l'internement de l'alcoolisé jusqu'à sa guérison (201).

3. Le projet Rocco. Ce projet institue comme moyen de défense sociale la mesure de sûreté, tout en augmentant les peines (202). Il prévoit des établissements spéciaux pour délinquants alcoolisés (203). Les alcoolisés condamnés subissent leurs peines dans des établissements spéciaux, où ils reçoivent un traitement approprié (204). Les alcoolisés non condamnés peuvent être également internés à titre de mesure de sûreté (205). En cas de responsabilité atténuée, l'internement est également prévu. Celui-ci se combine librement avec la peine, au gré du juge (206). Bref, le projet fasciste individualise la peine et prévient les mises en liberté prématurées (207).

Esquisse d'un système.

A côté de son code pénal, la France doit se donner aussi une loi de défense sociale dont nous allons esquisser le plan, en ce qui concerne les alcoolisés (208).

1°) L'alcoolisé est acquitté en raison de son intoxication. L'autorité judiciaire prononce l'internement (209).

2°) L'alcoolisé est condamné. a) Il serait opportun d'introduire ici, à l'exemple du Danemarck, l'institution du sursis conditionnel, qui permettrait au juge d'imposer directement au délinquant un internement salulaire (210) ; b) Au cas de condamnation ferme, le sujet subira sa peine dans un établissement spécial, et, à l'expiration de cette peine, s'il n'est pas guéri, il pourra être interné par mesure de sûreté (211).

Cette réforme nous conduirait à une augmentation des pouvoirs du magistrat, mais cette augmentation paraît opportune (212).

Institutions de droit français basées déjà sur l'idée de défense sociale.

L'idée de défense sociale, qui est à la base de cette réforme, est déjà admise dans certaines de nos institutions : La Rélégation, l'interdiction, la détention dans un dépôt de mendicité (213) et surtout dans le système pénitentiaire appliqué aux mineurs pour lesquels la mesure d'éducation se combine avec la peine ou même la remplace (214).

177. GÉNÉRALITÉS. — Partant de cette idée que, combattre l'alcoolisme, c'est combattre du même coup le délit alcoolique, nous avons examiné sommairement les différents aspects de ce combat.

Nous en tenant désormais au point de vue strictement pénitentiaire, nous allons étudier plus spécialement *les moyens de lutter contre l'alcoolisme criminel*, contre cet alcoolisme qui va inévitablement produire un délit, ou qui en a déjà produit.

SECTION I

L'ivresse accidentelle

§ 1. — *L'ivresse ordinaire.*

178. *L'ivresse passagère d'abord, lorsqu'elle est manifeste*, est fertile en délits de tout ordre. Le législateur doit donc, dans la mesure où cela est compatible avec le respect dû à la liberté du citoyen, et en particulier à l'inviolabilité du domicile, interdire à l'homme de s'y livrer en le menaçant d'une peine, et, d'autre part, lorsqu'il s'y est plongé, le mettre hors d'état de nuire.

C'est ce qu'a fait le législateur français, dans la *loi du 1^{er} octobre 1917*. Cette loi, d'abord, fait de l'ivresse une *infraction* sanctionnée de peines de simple police d'abord, puis, au cas de double récidive, de peines correctionnelles. Comme telle, elle prévient mal cet état dans lequel le sujet entre presque toujours insensiblement, mais elle a du moins le mérite d'en consacrer le caractère répréhensible.

D'autre part, l'article 15 de la même loi décide : « Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, devra être, par mesure de police, *conduite à ses frais au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison* ».

§ 2. — *L'ivresse particulièrement dangereuse.*

179. IL EXISTE UNE IVRESSE PARTICULIÈREMENT DANGEREUSE.
— Jusqu'ici la loi répond donc dans une mesure convenable, aux nécessités de la prévention.

Mais elle présente, au contraire, une grave lacune vis-à-vis de cette ivresse *particulièrement dangereuse qu'est celle de l'individu qui dirige une machine*, qui détient entre ses mains une force susceptible de devenir un danger pour autrui, vis-à-vis, surtout, de *l'ivresse du conducteur de véhicules*.

En effet, cette ivresse est actuellement une contravention, parce qu'elle met l'individu « hors d'état de conduire », elle est susceptible comme telle d'une amende de simple police et permet surtout de punir comme coupable d'homicide ou de blessures par inobservation des règlements celui qui, dans ces circonstances, a causé sans le vouloir des blessures ou un homicide.

Mais pourquoi attendre que le résultat désastreux se soit produit pour frapper ? Ne serait-il pas sage, au contraire, *de faire du seul fait de conduire un véhicule, alors qu'on est en état d'ivresse un délit passible de peines correctionnelles ?*

C'est au moment où le conducteur s'enivre ou encore au moment où, non maître de ses réflexes, il monte dans le véhicule qu'il faut l'arrêter. Il semble qu'un article du code, le mettant à cette minute, sous la menace de la prison, provoquerait chez lui une représentation bienfaisante beaucoup plus efficace que l'éventualité d'une peine pour délit d'imprudence.

180. Ici, la France doit suivre l'exemple du Danemarck qui punit d'une peine de prison quiconque conduit, en état d'ivresse, un véhicule automobile. Il conviendrait peut-être d'étendre cette *peine aux conducteurs de tous véhicules ou même : à tous les gens qui se livrent à des travaux au cours desquels une maladresse peut être particulièrement*

néfaste (1). Mais, en tous cas, la réforme s'impose immédiatement pour les conducteurs d'automobiles dont le code de 1810 ne pouvait prévoir les méfaits et qui sont particulièrement dangereux car libres de tout contrôle.

D'autre part, pour les humides que la peine n'arrêterait pas, il faut prévoir deux ordres de *mesures de sûreté*.

La première, immédiate, consisterait dans la *confiscation instantanée du véhicule de l'individu incapable de le conduire*, confiscation maintenue *jusqu'à ce que celui-ci ait retrouvé ses aptitudes*.

La seconde, plus grave, consisterait dans le *retrait permanent du permis de conduire*, déjà obligatoire en France, vis-à-vis des chauffeurs condamnés en vertu des articles 419 et 420 du code pénal pour faits commis en état d'ivresse (2).

Quel sera le degré d'ivresse qui attirera cette sanction pénale ?

Ce n'est pas l'ivresse manifeste telle qu'elle est comprise par ceux qui appliquent la loi du 1^{er} octobre 1917. Il serait inutile d'attendre cet état scandaleux, mais sage de frapper dès que l'individu serait mis par l'alcool « *hors d'état de conduire son véhicule* ».

(1) Vidal propose (enq. rev. pénit. 1897. p. 16 et ss.) pour l'ivresse une pénalité augmentée jusqu'à la prison assez longue s'il s'agit d'une ivresse contractée ou manifestée dans des emplois, travaux et occupations exigeant une prudence, une vigilance, ou des préoccupations spéciales, afin d'éviter des dangers souvent très graves pour la vie ou la sécurité d'autrui. (Belgique L. 16 août 1887, Angleterre, licencing art. 1872, Allemagne. proposition 1881).

(2) Décret du 31 décembre 1922, art. 29 modifié par décret du 21 août 1928, art. 29.

Evidemment, il y aurait là une question de fait à laquelle le commissaire de police devrait répondre très exactement.

SECTION II

Ivresse habituelle et alcoolisme chronique

181. GÉNÉRALITÉS. — Prévenir l'ivresse dangereuse et ses conséquences néfastes, doit donc être une des préoccupations du législateur, mais *c'est surtout à l'ivresse habituelle et à l'alcoolisme que devra aller toute son attention.*

En effet, ainsi que le prouve clairement la statistique pénitentiaire suisse de 1923, « l'ivresse n'est vraiment une « cause de délinquance que lorsqu'elle demeure une habitude et constitue un vice » (1). Le buveur d'habitude, comme l'alcoolique, est essentiellement un être désintégré, qui a perdu le respect des impératifs sociaux, et c'est lui qui sera le récidiviste incorrigible, le délinquant par excellence, contre lequel il importe au plus haut point que la société se défende.

En quoi consistera cette défense ? Il est facile de l'apercevoir : il s'agira moins de punir que de guérir.

Nous sommes en face d'individus imprégnés d'alcool, et délinquants ou dangereux du fait de cette imprégnation. *Il faut, en les désintoxiquant, les récupérer.*

(1) Revue pénit. 1926. p. 95 : alcoolisme et criminalité en Suisse.

§ 1. — *Nécessité d'établissements spéciaux, dans le cadre pénitentiaire.*

182. Cette désintoxication ne peut être opérée, nous l'avons vu, que dans des établissements spéciaux : *asiles d'alcooliques* ou de buveurs.

Le premier soin du législateur doit donc être de créer des établissements pour alcoolisés dangereux ou délinquants, situés, cette fois, *dans le cadre pénitentiaire*.

Certes, ces établissements n'auront pas nécessairement un caractère répressif : il ne peut être question de peine pour l'alcoolisé dangereux, qui n'a commis aucun délit, mais même pour celui-ci il importe que l'internement ait lieu dans le cadre pénitentiaire, car il s'agit d'un individu dangereux, et d'autre part il sied que cet internement garde un caractère intimidant (1).

Mais il importe, dans ces asiles, de créer deux régimes : l'un, aussi doux que le permet l'état du sujet, pour les alcoolisés détenus simplement à titre de mesure de sûreté, l'autre, plus rigoureux, pour les condamnés en cours de peine.

D'autre part, cette organisation suppose une pièce essentielle : *l'annexe psychiatrique de la prison*, où l'alcoolisé dangereux sera mis en observation, et d'où, en connaissance de cause, il sera possible de le diriger dans l'établissement voulu.

(1) Voir en ce sens Dr Vervaeck, revue du droit pénal et de criminologie belge 1926 p. 609 (Le délit toxique) et 1927, page 455, l'internement des aliénés criminels.

§ 2. — *Dans quelles conditions, les alcoolisés chroniques pourront être placés dans ces établissements.*

Demandons-nous maintenant *dans quelles conditions l'alcoolisé pourrait être maintenu dans ces établissements.*

Il faut *distinguer* selon qu'il s'agit ou non d'un délinquant.

183. LE PROBLÈME. — *Lorsqu'un alcoolisé est dangereux* (mais n'est pas un aliéné au sens de la loi de 1838), bien qu'il n'ait commis aucun délit ne pourrait-on l'interner d'office ? Ne convient-il pas de suppléer à la volonté défaillante du buveur en l'arrachant à sa passion néfaste pour lui-même, pour les siens, pour la Société ? C'est ici que nous rencontrons un vieux principe qu'il conviendrait de reviser, ce vigoureux adversaire appelé « liberté individuelle ».

En son nom, certains réclament pour les ivrognes le droit d'entretenir leurs passions puisqu'ils y trouvent leur plaisir... C'est ainsi que M. Rau approuve M. Muteau lorsque celui-ci déclare, contre les docteurs Magnan et Legrain, que permettre l'internement d'office serait s'engager dans une voie pleine de périls pour la liberté. (1)

Il semble que, au nom de l'intérêt bien compris de l'individu, profondément conforme à celui de la collectivité, *ces scrupules doivent être balayés*, qu'il ne faut pas hésiter en sacrifiant quelques mois de liberté d'un homme, à faire d'un être dangereux un être sain, à en refaire un homme social avant qu'il ne soit devenu un délinquant.

(1) Cours de Cassation, audience de rentrée du 16 oct. 1895 — Discours de l'avocat général Rau — « L'initiative privée en face de l'alcoolisme » (2) Cf. Daujean, l'internement des alcooliques. Thèse, Paris 1907, p. 133 ss.

Mais il conviendrait de ne décréter cet internement qu'avec prudence, et au cas de nécessité dument constatée.

A. — *Condamné pour ivresse, 1^o) plusieurs fois.*

184. — Il est d'abord un cas où cette nécessité est légalement démontrée, c'est *celui où l'individu a déjà été condamné plusieurs fois pour ivresse publique et manifeste.*

Par ses récidives répétées, l'homme a montré que la peine ne vaut pas contre ses habitudes perverses, et seul l'internement est susceptible d'en avoir raison. Dès lors, pourquoi ne pas appliquer cette mesure dont l'opportunité est évidente ?

A l'étranger, cette idée a été saisie et mise en pratique.

Pour la Belgique, en particulier, la proposition de M. Carton de Viart du 6 Mai 1909, déclare, dans son article 11: « lorsque l'individu aura dans l'espace de quatre années, « encourru 5 condamnations du chef d'ivresse publique, le « Tribunal, en le condamnant pour la cinquième fois, pour- « ra ordonner qu'il soit interné dans un asile spécial de « l'Etat. »

L'amendement Lefas, à son tour, porte que la personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, pourra voir la peine d'emprisonnement commuée par le jugement en détention de 1 à 3 mois en vue d'un traitement médical approprié.

Ainsi, à la troisième récidive, le prévenu serait consacré ivrogne d'habitude et pourrait être mis à l'asile.

2^o) *Une seule fois.*

Mais est-il nécessaire d'attendre qu'un homme ait été ramassé quatre fois dans la rue en état d'ivresse pour prescrire son internement ? *Ne peut-on, dès la première fois,*

après une enquête consciencieuse, reconnaître la nécessité de cet internement ?

Consacrant cette idée, l'article 5 de *l'amendement Lefas*, décide avec plus de logique que « les Tribunaux appelés à prononcer une condamnation en vertu des lois sur l'ivresse publique peuvent prescrire le séjour du condamné dans un de ces établissements (les asiles des buveurs) pendant un délai qui ne peut excéder deux ans. Ils peuvent décider que la peine d'emprisonnement se confondra avec cette détention ».

C'est là, le système prévu par le code pénal fasciste qui punit d'ailleurs l'ivresse de 6 mois de prison et appliqué avec succès en Angleterre depuis les « inébriables » acts de 1879-1900, créant des maisons de réformes patentées (Certified inébriable reformatories).

Ainsi du moins le législateur, au lieu de punir les récidives multiples, les préviendrait.

B. — *En dehors de toute condamnation pour ivresse.*

186. LE PRINCIPE DE L'INTERNEMENT D'OFFICE. — Dans cette conception, l'accident d'ivresse constitutif de l'infraction disparaît derrière l'élément d'habitude qui seul justifie l'internement. Dès lors, *cet internement se comprendrait aussi bien vis-à-vis du buveur confirmé, mais qui n'est jamais trouvé manifestement ivre dans la rue.* Il serait donc logique de prévoir l'internement d'office en dehors de toute infraction à la loi du 1^{er} octobre 1917.

C'est ce que prévoit l'article 7 de *l'amendement Lefas* : « en dehors d'un jugement, aucune personne ne peut être introduite ou retenue dans ces établissements contre son gré, sans une autorisation du Procureur de la République, si

elle est mineure, ou sans une ordonnance du Président du Tribunal rendue sur requête, si elle est majeure ».

187. DÉFINITION DE L'ALCOOLISÉ DANGEREUX. — Dès le moment où une autorité quelconque peut être saisie d'une demande d'internement sans que l'alcoolisé ait commis une contravention à la loi, sur l'ivresse, la question devient extrêmement importante de *savoir quel sera cet état susceptible de déterminer une détention d'office*.

Prins cite cette définition du buveur d'habitude extraite du projet allemand de 1881 (1) d'après laquelle est qualifié tel « l'homme notoirement adonné à la boisson, régulière « et périodique dans une telle mesure qu'il a plus ou moins « perdu l'emprise sur lui-même et l'aptitude à soigner ses « intérêts, et qu'il devient *dangereux pour lui-même et pour « son entourage* ».

De son côté le projet de loi sur l'internement des buveurs présenté le samedi 19 mars 1927 par le Grand Conseil du canton de Genève, sur la proposition du conseil d'Etat, déclare dans son article 1^{er} : « Quiconque par son alcoolisme compromet sa situation ou celle des siens, ou constitue *un danger pour lui-même ou pour autrui*, sera, pour autant qu'il paraît encore curable, interné dans un établissement de relèvement pour buveurs ».

Ces définitions nous paraissent excellentes, parce qu'elles reviennent, en somme, à désigner pour l'internement, *l'homme qui n'est plus apte à vivre en société, l'homme devenu antisocial*.

188. AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR PROCÉDER A CET INTERNE-

(1) Prins. Science pénale et droit positif. Bruxelles, 1899, p. 248 et ss.

MENT. — Un pareil sujet doit être interné. Mais la mesure prise contre lui est d'une extrême gravité, car elle le prive de sa liberté. Aussi ne doit-elle être prononcée qu'avec toutes les garanties voulues.

Ces garanties, il faut les demander à *l'autorité judiciaire*, seule susceptible de rassurer la craintive opinion publique.

D'après *l'amendement Lefas*, cette autorité serait le procureur de la République, si cette personne est mineure, le Président du Tribunal, si elle est majeure. Peut-être l'autorité du Tribunal civil tout entier, en chambre du conseil, ne serait-elle pas de trop pour une telle sentence du moins s'il s'agit d'un majeur, le Président du Tribunal pouvant ordonner seul l'internement du mineur, comme il peut ordonner sa détention par la voie de la correction paternelle.

En tous cas les magistrats ne décideront qu'au vu d'un *rapport d'expert*, d'un médecin qui examinera le sujet et recueillera tous renseignements utiles sur ses antécédents.

Reste à savoir *qui pourra saisir le juge*. Il semble opportun d'accorder cette capacité au procureur de la République et aux proches parents.

189. DURÉE DE CET INTERNEMENT. — Enfin, dernière et grave question : *Comment sera fixée la durée de cet internement ?*

Logiquement, cette mesure de sûreté ayant pour but de mettre hors d'état de nuire et de guérir un alcoolique, *devrait durer jusqu'à disparition de l'état dangereux*. Ainsi l'internement serait prononcé pour une durée indéterminée, et l'alcoolisé ne serait remis en liberté que guéri.

Mais, même dépourvue de tout caractère pénal, cette

sentence indéterminée serait susceptible d'effrayer l'opinion publique. Le Tribunal pourrait donc, plus *sagement*, prononcer l'internement pour une *durée déterminée* (de 6 mois à 2 ans) avec *faculté de la prolonger* de 6 mois en 6 mois jusqu'à guérison ou jusqu'à deux ans au maximum. Ainsi l'autorité judiciaire serait maîtresse de la sortie comme de l'entrée.

Il serait également opportun de prévoir une *mise en liberté anticipée*, susceptible de solliciter la bonne volonté du sujet, condition essentielle du succès de la cure.

190. CONCLUSION. — Nous concluons donc à une réforme rendant possible *l'internement d'office de l'alcoolique dangereux*, avant même qu'il *n'ait commis aucun délit*.

Cette réforme sera difficile à réaliser parce que c'est en vertu d'un principe nouveau que l'autorité publique mettrait la main sur un individu. Au contraire, lorsque l'alcoolique a commis un délit, il s'est livré de lui-même à l'autorité judiciaire. Examinons maintenant, quelles mesures de sûreté, l'autorité judiciaire pourrait prendre vis-à-vis de l'alcoolique chronique délinquant.

II. — *Alcoolisé chronique délinquant.*

A. *Le Principe.*

191. L'IDÉE DE MESURE DE SURETÉ. — Le principe est simple et net. Un alcoolisé est tombé entre les mains de la justice. En raison du délit qui l'y a jeté, il doit ou non être condamné à une peine, en vertu des conceptions en vigueur. Mais la Société, quand elle a jugé cet alcoolisé, peut-elle se déclarer satisfaite ? Doit-elle relâcher immédiatement, ou après une détention plus ou moins longue, cet individu non guéri, c'est-à-dire encore délinquant éven-

tuel ? N'est-il pas au contraire tout indiqué, à côté de la peine, d'instituer un traitement de l'alcoolisé, dont le succès seul permettrait, en supprimant l'état dangereux du sujet, de le remettre en liberté ?

Ce serait là une application particulière de ces conceptions pénales aujourd'hui bien assises, qui à côté de la peine frappant le coupable veulent voir une mesure de sûreté, destinée à la fois à le rendre inoffensif et à le guérir, une application particulièrement séduisante parce qu'elle viserait un délinquant devenu tel par suite d'abus alcooliques, et susceptible de redevenir sain une fois son éthylisme disparu.

Ainsi, il paraît opportun d'instituer pour le délinquant alcoolisé une sanction psychiatrique, consistant dans l'internement curatif. A côté de la peine, il sied de prévoir pour lui une mesure de sûreté, qui ne sera plus proportionnée à la faute commise, mais à l'état dangereux de d'homme.

192. L'IDÉE DE LA DÉFENSE SOCIALE. — Le fondement de cette manière d'agir ? C'est l'idée qui s'impose de plus en plus aujourd'hui, de défense sociale.

En matière de répression, comme dans toutes les institutions humaines, le progrès consiste à épurer nos conceptions collectives, à extraire, du fouillis de concepts que nous ont légués les populations mortes, ceux qui ont pour eux l'autorité de la raison. Ici, la sanction organisée a conservé encore son caractère divin, impérieux, mais l'homme cependant ose les discuter. Il ose tirer au clair sa fonction et songe avant tout à en faire quelque chose de conscient, de réfléchi, d'utile enfin.

La vieille idée de faute subsiste et semble devoir sub-

sister, mais à côté d'elle s'installe celle de défense sociale. Parallèlement, à côté de la sanction pénale doit en apparaître une autre, dépouillée de toute allure de peine, mais appliquant au délinquant un régime opportun, intéressé.

193. L'INSUFFISANCE DE LA PEINE. — L'alcoolisé chronique qui a commis un délit doit être jugé, *mais la sanction pénale à elle seule, est inefficace, injuste et dangereuse.*

Elle est *inefficace* parce que souvent elle ne pourra frapper, et en tous cas, jamais sa menace ne sera certaine, donc intimidante.

Bien plus, elle est d'une *justice douteuse*, aveugle : « A quoi sert donc — écrit avec raison de Docteur Forel (1) — la colère vengeresse, le sentiment du talion des hommes, qui s'excitent contre l'alcoolique criminel et ne trouvent pas pour lui de supplice assez dur. C'est simplement la colère de l'enfant qui frappe un meuble contre lequel il s'est cogné ».

Enfin, la peine sans mesure de sécurité est *dangereuse*, parce que elle fait de l'homme qu'elle rend pervers et déclassé à la circulation, un récidiviste.

194. LA NÉCESSITÉ D'UN INTERNEMENT NON PÉNAL. — *Au*

(1) Annales alcooliques. Janvier 1907. Dr. A. Forel (Zurich) p. 4.

(1) Voir notamment Lombroso. Le crime, causes et remèdes. Paris 1907, p. 332. — Garofalo. Criminologie, p. 294 et s. — Ferri, revue internationale de droit pénal 1924, p. 92. — Vervaeck, revue de droit pénal et de criminologie 1925, p. 775. — Laignel Lavastine, pratique, p. 537 — Grasset, demi-fous et demi-responsables. Paris Alcan 1907, p. 256 ss. — Balthazar, revue pénitentiaire 1922, p. 707 et ss. — Rau, discours, p. 51. — Rau, défense sociale contre le crime. Paris, Alcan, 1922, p. 198 — Vidal et Magnol, Traité, p. 28, 55 283 en note, 304 — Vidal (enquête) rev. pénit. 1896, p. 13 ss.

nom de la défense sociale la justice pénale doit donc, à titre de sécurité, retenir le délinquant alcoolisé chronique jusqu'à ce qu'il puisse être remis en liberté sans danger.

La nécessité d'une pareille mesure est évidente, et nous en trouvons l'expression chez les criminalistes les plus autorisés.

Reste à préciser les *conditions dans lesquelles ces mesures de sûreté seront applicables.*

B. Exemples de l'étranger.

1°) Pays Divers.

Inspirons-nous ici de l'exemple de l'étranger.

195. PAYS DIVERS ET ESPAGNE. — Depuis *longtemps* de nombreux pays étrangers disposent d'asiles destinés à recevoir les alcoolisés délinquants, citons simplement l'Angleterre, qui, depuis 1879, a remplacé la prison par des maisons de réforme dont les résultats ont été supérieurs.

D'autre part, il est frappant de remarquer que *les plus récents codes ou projets de codes pénaux* prévoient généralement des établissements de cette sorte. Nous rencontrons notamment ces institutions dans les avant-projets tchéco-slovaques et polonais, dans le projet péruvien et dans le nouveau code yougoslave.

Dans le *nouveau code pénal espagnol* l'internement des alcooliques et toxicomanes est facultatif pour le Tribunal, qui peut l'ordonner pour les délinquants buveurs habituels, ou quand le délit a été commis en conséquence, ou à l'occasion de l'état d'ivresse. Il a lieu, après l'exécution de la peine, si elle privative de liberté, ou simultanément avec la peine, si elle est d'une autre sorte. L'in-

ternement dure jusqu'au jour, où, après avis médical, l'interné peut être considéré comme corrigé (1).

Le code prévoit donc, en dehors de la peine, l'internement du buveur jusqu'à sa guérison. Nous retrouvons le même système, avec des variantes, dans tous les autres pays.

196. BELGIQUE ET ITALIE. — Mais deux pays qui se livrent actuellement à une réforme d'ensemble de leur système pénitentiaire, *nous offrent des enseignements particulièrement intéressants* et doivent nous retenir plus longtemps : ce sont la Belgique et l'Italie.

La Belgique, qui, adoptant franchement une orientation nouvelle, s'est donnée une « loi de défense sociale » déjà partiellement adoptée par le parlement ;

L'Italie, qui, dans le projet Rocco, donne en fait le pas, sur l'idée de responsabilité morale, à celle de danger social.

Dans ces deux projets, nous allons trouver, développée, sous une forme pratique, l'idée qui doit servir de base à la prévention du délit alcoolique.

BELGIQUE. — 2°) A. *Le projet de loi belge de défense sociale* (2).

197. ORIGINES. — Le projet belge actuel ne comprend *aucune disposition particulière relative aux alcoolisés*, mais il nous intéresse cependant très directement, parce que le *principe sur lequel il repose leur serait applicable, et que*

(1) Revue internationale de droit pénal. 1929-2, p. 206. M. Cuello-Calón, le nouveau code espagnol.

(2) Pour ce paragraphe, voir Gérard Fourès : *Le projet de loi belge de défense sociale soumis au parlement belge*. (Lille, Damiez-Bataille, 1929).

cette application a d'ailleurs été faite par des projets antérieurs.

Dès 1905, la Belgique avait déjà introduit, dans son système pénitentiaire, une mesure cherchant la réadaptation des condamnés par un traitement approprié, en instituant *un laboratoire d'anthropologie pénitentiaire*, permettant de diriger les détenus sur des sections de tuberculeux, de débiles mentaux et d'épileptiques.

Le projet actuel est l'aboutissant d'une évolution connexe, visant à compléter ou à suppléer à la peine par un traitement.

La première manifestation a été le *projet Lejeune* (15 a 1890) tendant à l'organisation d'asiles spéciaux pour l'internement des aliénés criminels ou dangereux.

Ce projet a été *étendu aux alcoolisés par la proposition Lejeune* (29 janvier 1897) qui justifie ainsi cette extension : « La répression pénale, en face de l'alcoolisme, est impuissante à assurer la préservation sociale, et il est temps de songer à prendre, dans le domaine de la criminalité, tout au moins, les précautions devenues indispensables contre les accès de fureur des alcoolisés ».

198. LA PROPOSITION CARTON DE WIART. — *La proposition Carton de Wiart*, du 6 mai 1909, reprend toutes ces propositions, et nous devons en citer deux articles, qui nous montrent ce que deviennent les *alcoolisés* dans ce système.

L'article 3 déclare que l'accusé *acquitté* en Cour d'Assises, reconnu atteint d'alcoolisme chronique par la chambre du conseil du Tribunal de la même ville, *sera interné dans un asile spécial de l'Etat*.

L'article 10 doit être entièrement reproduit :

ARTICLE 10. — « Les Tribunaux, lorsqu'ils *condamne-*
« *ront* à un emprisonnement de plus de quinze jours et de
« moins de deux ans, du chef d'homicide, de lésions cor-
« porels, de viols, d'attentats à la pudeur, d'outrages pu-
« blics aux mœurs ou d'incendie un prévenu qui aura com-
« mis le délit en état d'ivresse volontaire, ou sous l'influen-
« ce de l'alcoolisme chronique, pourront ordonner qu'il
« *sera interné dans un asile spécial de l'Etat.* »

« La condamnation, dans ce cas, sera toujours exécu-
« tée, dans la quinzaine du prononcé de l'arrêt ou du juge-
« ment et le transfèrement, dans l'asile spécial de l'Etat,
« aura lieu à *l'expiration de la peine* ».

Donc, condamné ou acquitté, l'alcoolisé n'est pas im-
médiatement remis en liberté, mais subit d'abord un *inter-*
nement dans un but de défense sociale.

199. LE PROJET MASSON. — Les propositions n'ont pas
abouti, et le *projet Masson*, qui renait de leurs cendres (4
février 1923) ne parle plus des alcoolisés. Il vise seulement
« les anormaux, les délinquants d'habitude et l'adolescen-
ce coupable ».

Voici son *économie* :

Les inculpés dont l'état mental donne des inquiétudes
à l'autorité judiciaire, peuvent être mis par elle en *obser-*
vation dans l'annexe psychiatrique d'un centre péniten-
tiaire.

A la suite de cette observation, si l'inculpé est reconnu
« en état de *démence*, d'insuffisance ou de déséquilibre
mental », ou a été déjà antérieurement condamné, ou dans
certaines conditions, la juridiction d'instruction ou de ju-

gement prononce son *internement immédiat dans un établissement spécial*, pour 5, 10 ou 15 ans, suivant la gravité du délit. Si la Cour d'Assises constate cet état mental et acquitte, elle prononce l'internement.

Une fois l'internement ordonné, l'individu est dirigé par les soins de l'annexe psychiatrique du centre pénitentiaire sur l'établissement que réclame son état.

L'élargissement est ordonné quand l'interné n'est plus dangereux, parfois à titre d'essai.

200. LE PROJET ACTUEL. — Le 4 août 1925, ce projet devient le *projet Tschoffen*, et s'étend aux condamnés reconnus aliénés.

Le 22 décembre 1927, la Chambre des Représentants adopte ce projet, légèrement modifié, et le transmet au Sénat, le 25 janvier 1928.

201. CONCLUSIONS. — Quels enseignements tirer de la réforme belge ? Demandons-le à celui qui l'a étudiée, demandons-le à M. Fourès :

« Une solution », conclut cet auteur, « s'impose : conserver la responsabilité du délinquant, comme droit de punir, mais, à côté de ce droit, reconnaître à la société le droit de se défendre et dans ce domaine organiser la répression, non plus tant sur la nature du délit que sur la nature du criminel, ses chances de récidive, sa dangerosité sociale à raison de ses tares. Il y aura lieu d'employer simultanément les peines anciennes dans un but d'intimidation, et les sanctions nouvelles dans un but de redressement, de rééducation, de réadaptation, et d'innocuité sociale ».

(1) Fourès, op. cit., p. 276.

Voilà le principe. Passons à l'application.

« Lorsque l'état mental, les tares physiques et psychiatriques, entraîneront une diminution de la peine, il faudra laisser au juge le soin de prendre obligatoirement ou facultativement, suivant les résultats de la mise en observation du délinquant, des sanctions qui constituent la contre-partie de cette diminution. Ces sanctions organisées dans le cadre pénitentiaire pour leur conserver leur caractère d'intimidation indispensable, assureront l'amenagement du délinquant ou, tout au moins, pendant un temps plus ou moins long, la protection de la société ».

Appliquons maintenant ces idées aux alcoolisés, comme l'avaient fait MM. Lejeune et Carton de Wiart.

L'alcoolisé chronique doit être l'objet à la fois d'une peine et d'une mesure de sûreté : d'une peine, parce que le fondement de la répression est la responsabilité morale ; d'une mesure de sûreté, parce que la peine est insuffisante, parce qu'il importe que l'alcoolisé qui en se jetant dans les bras de la justice, s'est révélé dangereux, ne soit remis en liberté que débarrassé de l'intoxication qui le rendait nocif.

3. L'ITALIE. — *Le projet du code pénal fasciste.*

Son ÉCONOMIE. — *Le projet fasciste* nous présente la même idée, mais d'une façon moins logique, moins harmonieuse (1).

En effet, ce projet répond à la nuisibilité du délinquant, non plus seulement par des mesures de sûreté, mais

(1) Sur le projet de code pénal fasciste, voir : Maas Geesteraeus. La réforme pénale en Italie, page 121 ss. Etudes criminologiques 1928 N° 2, p. 41 à 49 et spécialement p. 44 s. le projet de code pénal fasciste.

aussi par une aggravation des peines, de telle sorte qu'il prend une allure plus politique que scientifique.

203. LES ÉTABLISSEMENTS POUR ALCOOLISÉS DÉLINQUANTS.
— Mais il règle expressément le cas des *alcoolisés*, dans des dispositions qui se présentent de la façon suivante :

Des établissements spéciaux sont créés dans le cadre pénitentiaire, à l'usage des alcoolisés délinquants. Ceux-ci y sont détenus soit à titre de condamnés en cours de peine, soit à titre d'anormaux dangereux nécessitant cette mesure de sûreté.

204. a) CONDAMNÉS A LA PRISON. — En premier lieu les *alcoolisés condamnés à une peine privative de liberté* subissent celle-ci *dans des établissements spéciaux*.

« Le projet, — nous dit M. Geestéranus (1), — connaît
« deux catégories de condamnés qui subissent la peine de
« la réclusion dans des établissements spéciaux et celle de
« l'arrêt dans des sections spéciales des établissements
« ordinaires. Ce sont d'abord les délinquants d'habitude,
« de profession ou par tendance et ensuite ceux dont la
« peine a été atténuée en raison de graves infirmités psychiques, de surdimutité ou d'intoxication chronique, les
« ivrognes d'habitude et les personnes adonnées à l'usage
« de stupéfiants.

« S'il y a lieu, ceux qui appartiennent à la seconde
« catégorie seront soumis à un traitement (article 141) ».

Donc alcoolisés chroniques et buveurs d'habitude peuvent voir leur peine réduite à raison de leur moindre résistance au délit, mais cette réduction de peine est compensée

(1) Geestéranus, op. cit., p. 122.

par un traitement approprié qui les rendra à la circulation dépouillés de leur nocivité.

Notons que le soin de diriger le condamné sur tel ou tel établissement est laissé au *juge* qui a d'ailleurs la haute main sur tout ce qui concerne l'exécution des sanctions.

205. b) NON CONDAMNÉS A LA PRISON. — D'autre part, le projet Rocco contient un système complet de *mesures de sûreté*, applicables aux personnes dangereuses au point de vue social (socialmente pericolose, art. 203) qui se sont révélées telles en commettant une infraction quelconque.

Les mesures de sûreté, « où il est *impossible de voir une pénalité déguisée* » sont ordonnées par le *juge*, qui en fixe la durée et en dirige l'exécution, avec la possibilité de les prolonger, de les substituer les unes aux autres, selon l'opportunité. Les *établissements* prévus pour les intoxiqués chroniques et les buveurs d'habitude non en cours de peine, sont, en dehors des sections spéciales d'asile ordinaires, le *manicomio giudiziario* et la *casa di cura e di custodia*.

Si l'individu est *acquitté*, comme irresponsable en raison de son intoxication chronique, le projet distingue : s'il s'agit d'un délit grave, il sera interné dans un *manicomio giudiziario*, pour une période de trois à dix ans, suivant le délit (article 223). S'il s'agit d'une contravention, d'un délit d'imprudence, ou d'un délit qui n'emporte qu'une peine pécuniaire ou la réclusion d'une durée non supérieure à deux ans, le juge peut ordonner l'internement dans une section spéciale d'un asile ordinaire, après constatation de l'état de danger.

206. AUTRES DISPOSITIONS. — Lorsque l'intoxication

chronique a valu au délinquant une *simple atténuation* de responsabilité, il sera interné dans une *casa di cura e di custodia*. La durée de cet internement sera de un an à cinq ans s'il s'agit d'un délit intentionnel. En cas de délit d'imprudence, délit puni seulement de peine pécuniaire ou de contravention, l'internement n'est ordonné que pour une durée de six mois, et après que la *péricolosita* du coupable a été constatée (article 220).

Dans tous les cas où la mesure de sûreté s'ajoute à la peine, celle-ci se subit la première en principe, mais le juge peut intervertir cet ordre, et même interner le condamné qui a déjà commencé à subir sa peine (article 221).

L'article 222 stipule enfin que si du moins *aucune autre mesure privative de liberté n'est prise, on interne dans une casa di cura e di custodia, les ivrognes d'habitude qui ont commis un délit*, sous l'influence de l'alcool, cet internement pouvant être remplacé par une mesure non privative de liberté en cas de contravention.

207. RÉSUMÉ. — Bref, le projet fasciste *individualise la peine*, afin de la rendre plus efficace, faisant subir un traitement à l'alcoolisé emprisonné.

De plus, il prévient *les mises en liberté prématurées* d'alcoolisés dangereux, en cas d'acquittement ou de peine trop courte.

Esquisse d'un système.

208. LA MESURE DE SECURITÉ DOIT ÊTRE INSTITUÉE A COTÉ DE LA PEINE. — L'Italie, la Belgique et les autres pays que nous avons cité plus haut, nous donnent là un exemple pressant.

D'après cet exemple, nous allons tenter d'esquisser le

schéma d'une organisation de défense sociale contre les alcoolisés chroniques et buveurs d'habitude délinquants.

Tout d'abord, *cette réforme ne doit pas entraîner celle de la peine*, car peine et mesure de sûreté doivent rester deux choses distinctes, complémentaires. Ce qu'il faut à la France, c'est donc, à côté de son code pénal, une loi de défense sociale semblable à la loi belge et dont nous allons indiquer le plan en ce qui concerne les alcooliques.

1°) *L'alcoolisé est acquitté à raison de son intoxication.*

209. Si l'alcoolisé est acquitté, à raison de son intoxication, la juridiction saisie ne le remettra pas en liberté, mais prononcera son *internement d'office*, dans les conditions exposées ci-dessus (N° 186 et ss.)

Cette théorie peut prendre une forme légale voisine de cette disposition rédigée par Alfred Le Poittevin, dans son projet de réforme du code pénal (1). Livre premier, article 55 : « Lorsqu'un individu inculpé d'un fait qualifié crime aura été acquitté pour cause de démence, la cour pourra ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'aliénés. Si l'inculpé a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, le placement pourra être ordonné par le Tribunal civil à la requête du Ministère public ; la sortie de l'asile ne pourra être autorisée que par jugement du Tribunal civil rendu sur l'avis des médecins ».

Une disposition semblable interviendrait vis-à-vis des auteurs de délits.

Ainsi seraient évitées les récidives inévitables et sou-

(1) A. Le Poittevin. Projet. Melun. Imprimerie administrative, 1893.

vent tragiques d'individus relâchés dès l'acquittement ou dès la disparition du délire (1).

Si l'alcoolisé est condamné, la question est plus complexe.

a) *Le sursis conditionnel.*

210. Nous devons tout d'abord prévoir, pour le cas de condamnation, l'importation en France du *sursis conditionnel*.

Cette institution consiste à *affecter le sursis à l'exécution de la peine d'une condition, consistant dans l'observation d'une prescription fixée par le juge.*

Ainsi la loi danoise du 1^{er} avril 1905 (article 20) prévoit que le sursis peut être subordonné à la condition « que le condamné se soumettra à un traitement moral déterminé ».

La défense de fréquenter les auberges est, dans le projet Rocco, une des conditions possibles du sursis.

Citons enfin cette pratique rapportée par le docteur Legrain, d'un juge américain : « A tout délinquant qui a bu il a laissé à choisir entre un engagement d'abstinence et la peine. Si le premier est signé, la peine est suspendue. Le juge abstinant lui-même surveille ses signataires, qui se présentent chez lui périodiquement. 95 % des buveurs ainsi mis à l'épreuve, ont été sauvés » (2).

Le contrôle paternel d'un juge abstinant nous paraît

(1) Voir annales de médecine légale. Juin-octobre 1927. Le vol pathologique par G. Raviart. Vullien. P. Nayrar, P. 313, ss. et spécialement p. 319 — Même revue 1926, J. Rogues de Fursac et Demay, p. 313 ss. — Revue pénitentiaire, 1890, p. 13 ss. Vidal enquête.

(2) Annales antialcooliques. Janvier 1910. Dr Legrain.

bien irréalisable mais l'institution elle-même est bonne, car elle permet de solliciter la bonne volonté du sujet.

La condition imposée par le juge pourra être : le placement spontané dans un asile, l'interdiction de fréquenter les débits de boissons (qui, bien que fonctionnant à l'étranger, paraît bien impraticable) et surtout le régime le plus simple de l'affiliation à une société de tempérance, qui veillerait au relèvement du buveur et tiendrait l'autorité judiciaire au courant de sa conduite.

Le sursis conditionnel appliqué à l'ivrogne apparaît donc comme une institution simple et pratique, qui permet de sauver un homme, au lieu d'en faire un déclassé.

b) Si le juge prononce une condamnation ferme ?

211. TRAITEMENT JUSQU'À LA GUÉRISON, SOIT EN PRISON, SOIT APRÈS. — Le juge ou l'administration pénitentiaire, devra diriger l'alcoolisé reconnu tel sur un établissement approprié, c'est-à-dire dans un quartier spécial, où il recevra le traitement que réclame son état.

Si, à l'expiration de la peine, il est guéri, la mise en liberté immédiate s'impose.

Dans le cas contraire, il sera retenu jusqu'à sa guérison, à titre de mesure de sûreté, dans un asile toujours situé dans le cadre pénitentiaire, mais d'un régime plus doux, sans caractère pénal.

La libération sera soumise aux mêmes conditions que pour l'alcoolique acquitté ou interné d'office comme dangereux.

Contrairement à ce que l'on a dit, ce traitement venant après la peine n'a rien d'illogique, étant donné que l'on soignait déjà les prisonniers, et que, d'autre part, le juge

avait décidé que tout malade qu'il était il méritait une peine.

212. RÉSUMÉ. — Voilà l'esquisse de ce qui devrait prochainement devenir une loi.

Le juge n'épuiserait pas sa compétence pour le prononcé d'une peine ou d'un acquittement. Il pourrait encore sous des modalités variées, imposer *des mesures dépouillées de tout caractère pénal et nécessitées par des considérations utilitaires*.

Ceci nous conduirait comme en Italie à un accroissement des charges et des pouvoirs du magistrat, mais lui seul semble inspirer suffisamment confiance à l'opinion publique pour que l'on puisse se reposer sur lui du soin de faire fonctionner ces nouvelles institutions.

D. Institutions de notre droit français, basées sur l'idée de défense sociale.

213. INSTITUTIONS DIVERSES. — Certains jugent scabreuse une innovation pareille. Mais est-elle au fond si loin de notre droit positif lui-même ? Nous ne le croyons pas.

L'idée de la mesure de sûreté se trouve déjà à la base de quelques-unes de nos institutions : l'interdiction de séjour, la détention dans un dépôt de mendicité (article 274 c. p.). Dans tous ces cas, nous nous trouvons en présence d'individus condamnés pour délit, mais qui, plus ou moins inaptes à la vie sociale, en sont plus ou moins complètement retirés, dans un but de préservation, après même qu'ils ont subi leur peine.

214. SYSTÈME APPLIQUÉ AUX MINEURS. — Mais surtout le système que nous proposons d'appliquer aux alcoolisés est

extrêmement voisin de celui qui fonctionne déjà à l'égard des *mineurs*, depuis la loi du 22 juillet 1912.

Tout comme l'alcoolique aliéné, le mineur de moins de 13 ans ne comparait même pas devant les tribunaux répressifs.

De 13 à 18 ans, au contraire, il passe en jugement, mais il jouit d'un régime spécial.

Il est, en effet, un délinquant d'une espèce particulière ; il a violé la loi pénale, mais cette infraction est peut-être imputable à son jeune âge. C'est un être encore simple, encore malléable, et la justice pénale doit moins s'occuper de le punir que de *l'éduquer*, afin d'en faire un adulte sain.

De même l'intoxiqué chronique est un sujet devant lequel le juge pénal ne doit pas se laisser aller au désespoir. Peut-être ce délinquant ne l'est-il que grâce à son intoxication, ou à des habitudes perverses. Le désintoxiquer, l'arracher à ses habitudes, est souvent possible. Le juge doit songer, non seulement à le frapper, mais surtout à le *rééduquer*, à le *réadapter*.

Dans les deux cas, le juge se trouve en présence d'un caractère à redresser, d'une cause permanente de délinquance à faire disparaître.

L'analogie est donc très étroite, et les mesures appliquées aux premiers semblent devoir être, avec des modalités évidemment différentes, applicables aux seconds.

Or, le juge peut d'abord *acquitter le mineur*, en déclarant qu'il a agi sans discernement. Mais cet acquittement n'est pas pur et simple. L'individu peut être soumis à des *mesures d'éducation et de correction*, placé sous le régime de la liberté surveillée ou même envoyé dans une colonie pénitentiaire.

Vis-à-vis de l'alcoolisé chronique, ou du buveur d'habitude, le juge devrait avoir des pouvoirs parallèles et surtout le droit de diriger l'alcoolisé acquitté sur des établissements appropriés, analogues aux colonies pénitentiaires.

De même, le mineur de treize à dix-huit ans *condamné*, peut-être avec modération, subira sa peine, dans un *établissement spécial*, colonie pénitentiaire ou colonie correctionnelle. *C'est la même individualisation de la peine qui doit être appliquée à l'alcoolique.*

Mais ce qu'il faut noter surtout, c'est que devant tout mineur de treize à dix-huit ans, le juge peut, en déclarant que l'accusé a agi sans discernement, lui appliquer le régime *opportun* : détention de longue durée dans une colonie pénitentiaire ou liberté surveillée. Bien mieux, la loi du vingt-quatre mars 1921 prescrit que le mineur de seize ans vagabond ne sera pas condamné, mais soumis à diverses mesures d'éducation dont le choix est laissé au juge.

C'est cette extension des pouvoirs du juge que nous réclamons pour les alcoolisés, afin qu'il puisse, tout en condamnant ou non, prendre vis-à-vis de ce délinquant des mesures de sûreté destinées à le rendre inoffensif et à le réadapter.

CONCLUSION

DE LA TROISIÈME PARTIE

215. *La défense sociale contre le délit alcoolique doit s'organiser de la façon suivante :*

1°) Il faut d'abord déclarer la *guerre à l'alcoolisme*, en général.

2°) D'autre part, *notre système pénitentiaire doit être réformé* dans un sens utilitaire.

1° En ce qui concerne *l'ivresse accidentelle*, la loi du 1^{er} octobre 1917 doit être complétée, le conducteur hors d'état de conduire sûrement son véhicule devenant un délinquant passible de peines correctionnelles, et susceptible d'être mis immédiatement hors d'état de nuire, avant même qu'il ne soit ivre au point de ne pouvoir se conduire lui-même.

2°) D'autre part, *le buveur d'habitude et l'alcoolisé chronique dangereux* doivent entrer dans nos institutions légales.

Il faut créer pour eux, dans le cadre pénitentiaire, des *établissements* destinés à les punir et à les redresser. Certains de ces établissements auront un caractère pénal, d'autres ne l'auront pas.

L'alcoolisé non délinquant, mais *dangereux*, pourrait y être placé d'*office*.

Quant à l'alcoolisé *délinquant* il pourrait être en tout état de cause, et indépendamment de la question de sa responsabilité, retenu par le juge, dans un établissement jusqu'à la *disparition de son caractère dangereux*.

CONCLUSION

SOMMAIRE

Le délit alcoolique, ou délit commis sous l'influence de l'alcool, occupe une place d'honneur dans la criminalité française, étant donné le développement de l'alcoolisme (216).

La responsabilité du délinquant alcoolisé n'est pas réglée expressément par le code pénal, et le juge en décide dans son intime conviction (217). La peine, incertaine, est un moyen de lutte insuffisant contre le délit alcoolique. Il est nécessaire d'y adjoindre des mesures de sûreté (218).

216. LE DÉLIT ALCOOLIQUE. — *Le délit alcoolique*, ou délit commis sous l'influence de l'alcool, occupe dans l'ensemble de la criminalité, une place d'honneur.

Son mécanisme est simple et facile à saisir.

La société met l'alcool à la disposition de ses membres. Ceux-ci l'aiment naturellement, et de plus, se trouvent, dans un certain sens, obligés d'en consommer.

Cette consommation, si elle est sage, n'intéresse pas la criminalité. Mais dès que les abus apparaissent, l'homme réagit à l'intoxication suivant un mode antisocial, parce que cette intoxication sous ses formes diverses, paralyse les inhibitions.

217. LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ALCOOLISÉS. — L'alcoolisé commet donc un délit, et alors la Société le traduit devant ses Tribunaux.

Comment le juge va-t-il, à ce moment, apprécier *l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale* ?

De tout temps la question s'est présentée sous la forme d'un conflit entre, d'une part, l'indulgence qu'inspire ce diminué, et, d'autre part, la sévérité qu'appelle sa faute ou son vice.

Le criminaliste qui entend proportionner strictement la peine à la faute est tenté de voir dans l'intoxication alcoolique une circonstance de nature à empêcher la naissance de cette faute ou à en diminuer la gravité.

Celui qui, au contraire, regarde non plus le coupable, mais l'ordre public menacé, refuse au délinquant toute atténuation de peine.

Notre code pénal n'a pas pris parti expressément et son silence nous paraît sage, car les variétés de l'alcoolisme ne peuvent entrer dans le cadre de la loi.

D'autre part, du moins s'il ne s'agit pas d'une aliénation caractérisée, aucun autre texte, aucun principe ne lie le juge, et c'est dans son intime conviction que celui-ci décide.

Sa délibération est large, mais une idée la conduit : *L'alcoolisé est responsable dans la mesure où malgré l'alcool, sa personnalité criminelle a participé à l'action.*

218. LA DÉFENSE SOCIALE CONTRE LE DÉLIT ALCOOLIQUE. — Cette formule, bien que souple et pratique, protège mal la société contre le délit alcoolique.

En effet, si elle est conforme à la notion actuellement en vigueur de la responsabilité pénale, elle ne répond pas aux nécessités de la défense sociale.

Punir l'auteur du délit alcoolique dans la mesure de sa faute est chose insuffisante. Il faut, de plus, s'attaquer

directement à l'alcoolisme, pour prévenir les réactions anti-sociales coûteuses, qui en sont la conséquence.

Ainsi prévenir le délit alcoolique c'est d'abord lutter contre l'alcoolisme. Mais c'est surtout lutter contre cet alcoolisme nettement dangereux ou déjà criminel en interdisant les gros abus, et en mettant hors d'état de nuire jusqu'à ce qu'ils soient guéris, les intoxiqués menaçants.

En somme, de la bouteille au coup de couteau, à travers l'organisme humain, la chaîne est plus ou moins longue, mais continue. Quel que soit le maillon que l'on brise, le préjudice est évité et la Société défendue.

L'idée est simple. Sous la plume des criminalistes, elle marche tout droit. Quand elle entre dans la réalité de la vie, elle rencontre des arrêts et des heurts. Il s'agit alors de la défendre et de l'imposer : c'est là le rôle du législateur.

Vu :

Le Président de la Thèse,

H. DONNEDIEU DE VABRES.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Définition du délit alcoolique	1
Intérêt de son étude :	
a) pratique	2
b) théorique	3

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE EXPÉRIMENTALE DU DÉLIT ALCOOLIQUE

Généralités, plan	4
-------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Physionomie

SECTION I. — *Fréquence.*

Statistiques pour la France	5
Critique de ces statistiques	6

SECTION II. — *Caractères spécifiques.*

Criminalité violente	7
Délit d'imprudence	8

SECTION III. — *Observations confirmant l'existence d'un rapport de cause entre l'alcoolisme et la criminalité.*

Variations parallèles de la criminalité et de l'alcoo- lisme, suivant	9
--	---

§ 1. — Les Groupes sociaux.

Les départements	10
Les Groupes professionnels	11
§ 2. — Le Temps.	
I. Les jours de la semaine	12
II. Les récoltes	13
III. Les années	
a) XIX ^e siècle et avant-guerre	14
b) Guerre et après-guerre	15
c) Formule de Ducpétiaux	16
IV. La prohibition américaine.	
a) Sa valeur	17
b) Ses résultats	18
Conclusion du chapitre premier	19

CHAPITRE II

Mécanisme

Généralités, plan	20
-------------------------	----

SECTION I. — *L'alcoolisme, fait social.*

§ 1. — Obligation sociale venant de :	
I. La tradition	21
II. La mode	22
§ 2. — Rôle du cabaret	23
Conclusion	24

SECTION II. — *L'alcoolisme, fait psychiatrique.*

Généralités, plan	25
§ 1. — Alcoolisme chronique.	
I. Définition	26
II. Origines	
a) Appoint alcoolique	27
b) Hérédo-alcoolisme	28

c) Dipsomanie	29
d) Intoxication graduelle	30
III. Manifestations.	
A. Aiguës.	
Généralités	31
1° Délires	32
a) aigu	33
b) suraigu (délirium trémens)	34
c) subaigu	35
d) de Korsakoff	36
e) d'interprétation	37
2° Impulsions	38
B. Chroniques.	
Symptômes	39
Etat mental des alcooliques	40
Réactions antisociales	41
Résumé du paragraphe 1.	42
§ 2. — Alcoolisme aigu.	
Définition, généralités	43
I. Anormal	44
II. Normal	
Accès type	45
Variations	46
Réactions antisociales	47
Diagnostic. Confusions possibles	48
Examen biochimique	49
Examen clinique	50
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	
Conclusion de la première partie	51

DEUXIÈME PARTIE
**LA RESPONSABILITÉ PÉNALE
DES ALCOOLISÉS**

Plan	52
------------	----

CHAPITRE PREMIER

Notions historiques

Remarque	53
----------------	----

SECTION I. — *Droit romain.*

La conception spiritualiste	54
La conception autoritaire	55

SECTION II. — *Ancien droit.*

§ 1. — Moyen-Age.	
La conception autoritaire	56
La conception spiritualiste (les canonistes)	57
§ 2. — Depuis le XVI ^e siècle.	
L'Edit répressif de François I ^{er}	58
Son insuccès	59
Etat de la question d'après Muyard de Vouglans et Jousse	60
Conclusion du chapitre premier	61

CHAPITRE II

Droit positif français

Généralités, plan	62
SECTION I. — <i>Alcoolisme chronique.</i>	
Généralités	63
§ 1. — Manifestations aiguës (art. 64 c. p.)	64
§ 2. — Manifestations chroniques	
Démence alcoolique (art. 64 c. p.)	65

En dehors de toute démence caractérisée.	
La responsabilité subsiste en principe	66
Exemples de Verger	67
La responsabilité peut être atténuée	68
Résumé et remarque	69

SECTION II. — *Alcoolisme aigu.*

§ 1. — Anormal.

Irresponsabilité plus ou moins complète	70
---	----

§ 2. — Normal.

Généralités	71
-------------------	----

I. Remarques préliminaires

1° La question appartient au juriste et non au médecin	72
--	----

2° L'ivresse est une infraction en elle-même quand elle est publique et manifeste	
---	--

La loi du 1 ^{er} octobre 1917	73
--	----

Pénalités	74
-----------------	----

Application	75
-------------------	----

Signification	76
---------------------	----

II. L'influence de l'ivresse normale sur la responsabilité pénale d'après les textes et les principes du droit positif français.

A. L'excuse légale (art. 65 c. p.)

L'ivresse n'est pas une excuse légale	77
---	----

Jurisprudence	78
---------------------	----

B. La démence (art. 64 c. p.).

Définition de la démence	79
--------------------------------	----

1° L'ivresse se présente comme une démence

a) troubles mentaux justifiant la détention	80
---	----

b) passagers	81
--------------------	----

c) organiques	82
---------------------	----

d) malgré le silence de l'art. 64 c. p.	83
e) et le caractère répréhensible de ces troubles	84
2° Mais il vaut mieux ne pas faire appel à l'art. 64, car l'ivresse n'est pas un état suffisamment homogène	85
Jurisprudence	86
Conclusion	87
C. L'intention délictuelle.	
Le juge peut estimer que l'ivresse a, en fait, empêché la formation de l'intention délictuelle ou diminué sa valeur	88
1° Opinion conforme de M. Garçon	89
et d'autres auteurs	90
2° La Jurisprudence	91
a) Défaut d'intention délictuelle	
Affaire Vedel	92
Affaire Barbaroux	93
Affaire Rosay	94
b) Circonstance atténuante, pratique courante	95
Résumé	96
D. Le dol éventuel.	
Le juge n'est-il pas obligé de déclarer l'homme ivre responsable de tous les délits qui sont la conséquence de sa faute ?	97
1° L'empêchement dû à l'ivresse n'est pas un cas de force majeure.	
L'affaire Trémintin	98
Discussion	99
Importance de cette jurisprudence	100

2° La théorie du dol éventuel ne peut s'appliquer à l'ivresse	
La théorie du dol éventuel	101
Son application à l'ivresse	102
Discussion	103
Critique de la théorie	104
Critique de son application au cas d'ivresse	105
Conclusion	106
E. Le délit d'imprudence.	
L'ivresse peut servir de base à un délit d'imprudence	107
Jurisprudence	108
Opinion contraire-critique	109
Résumé et conclusions du § 2	110

CHAPITRE III

Droit étranger

Généralités	111
-------------------	-----

SECTION I. — *Alcoolisme chronique.*

Rien de particulier	112
---------------------------	-----

SECTION II. — *Ivresse.*

Remarque : elle est partout une infraction dans les mêmes conditions qu'en France	113
---	-----

§ 1. — Système Belge.

Semblable au système français	114
-------------------------------------	-----

§ 2. — Système Italien.

Modifiant la peine du délit à raison de l'ivresse	115
Code de 1889	116
Projet Rocco	117
Critique de ce système	118

§ 3. — Système autrichien.

Faisant du délit commis en état d'ivresse un délit spécial	119
Ses partisans	120
Critique	121
Conclusions du chapitre III	122

CHAPITRE IV

Le problème théorique

Généralités	123
-------------------	-----

SECTION I. — *Les idées qui entrent en ligne de compte dans l'appréciation de l'influence de l'alcool sur la responsabilité pénale.*

Généralités	124
-------------------	-----

§ 1. — Le psychisme est altéré.

I. Caractères de cette altération portant sur :

a) la conscience	125
b) la sensibilité	126
c) la volonté	127

Résumé	128
--------------	-----

II. Ses degrés variables dans l'alcoolisme chronique et l'ivresse

129

III. Ses effets variables sur la personnalité.

La personnalité peut être plus ou moins modifiée

130

a) en cas d'alcoolisme chronique (Verger)

131

b) en cas d'ivresse (Garofalo)

132

Conclusion du § 1 et transition

133

§ 2. — Mais cette altération provient d'une faute.

Généralités	134
-------------------	-----

Valeur de cette idée	135
----------------------------	-----

Distinction des juristes	136
I. Alcoolisme chronique.	
A. Aliénation caractérisée	137
B. En dehors d'aliénation caractérisée	138
II. Ivresse (complète).	
Distinction	139
A. Pathologique	140
B. Normale	
a) fortuite	141
b) fautive	142
1° Accidentelle.	
La question	143
L'imprudence peut exister en fait	144
La règle « danti operam »	145
L'imprudence n'égale pas le dol	
2° Habituelle.	
Son indifférence	146
3° Procurée.	
Il n'y a toujours pas de dol au moment de l'action	147
Exception	148
Invraisemblance de l'hypothèse d'ivres- se complète procurée	149
Nécessité d'une synthèse	150
SECTION II. — <i>Formule.</i>	
La responsabilité de droit pénal	151
Méthode suivie dans la recherche d'une formule	152
Les faits	153
La cause sous-jacente de la responsabilité	154
La formule	155
La personnalité pénale	156

La formule complétée	157
Son caractère pratique	158
Son caractère réel	159
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	160

TROISIÈME PARTIE

LA DÉFENSE SOCIALE

CONTRE LE DÉLIT ALCOOLIQUE

Généralités. La méthode préventive	161
--	-----

CHAPITRE PREMIER

La lutte antialcoolique et les moyens de combattre l'alcool en général

1° La prohibition absolue	163
2° La prohibition partielle	164
3° Une politique fiscale appropriée	165
4° La réglementation des débits de boissons	166
5° La protection de l'enfance	167
6° La création d'établissements de cure	168
Pour alcooliques	169
Pour buveurs d'habitude	170
L'exemple à suivre	171
L'état de la question en France	172
Difficultés soulevées par le régime légal à y appliquer	173
à l'alcoolique	174
au buveur	175
7° La réforme de l'opinion publique	176

CHAPITRE II

La lutte contre l'alcoolisme criminel

Généralités	177
-------------------	-----

SECTION I. — *L'ivresse accidentelle.*

§ 1. — L'ivresse ordinaire (la loi du 1 ^{er} octobre 1917)	178
§ 2. — L'ivresse particulièrement dangereuse	179
Qu'il faudrait prévoir spécialement	180

SECTION II. — *L'ivresse habituelle et l'alcoolisme chronique.*

Généralités	181
-------------	-----

§ 1. — Nécessité de la création d'établissements spéciaux, dans le cadre pénitentiaire, pour l'internement des alcooliques dangereux	182
--	-----

§ 2. — Le régime légal de cet internement.

I. Alcoolisé chronique délinquant.

Le problème	183
-------------	-----

A. Condamné pour ivresse.

1. Plusieurs fois	184
-------------------	-----

2. Une seule fois	185
-------------------	-----

B. Jamais condamné pour ivresse.

Le principe de l'internement d'office	186
---------------------------------------	-----

La définition de l'alcoolisé chronique dangereux	187
--	-----

L'autorité compétente pour proposer cet internement	188
---	-----

La durée de l'internement	189
---------------------------	-----

Conclusion	190
------------	-----

II. Alcoolisé chronique dangereux.

A. Le principe.

L'idée de mesure de sûreté	191
----------------------------	-----

Fondée sur les nécessités de la défense sociale	192
---	-----

L'insuffisance de la peine	193
----------------------------	-----

La nécessité d'un internement non pénal	194
---	-----

B. L'exemple de l'étranger.

1 ^o Pays divers et Espagne	195
---------------------------------------	-----

La Belgique et l'Italie	196
2° La Belgique. Le projet de la défense sociale.	
Origine du projet	197
La proposition Carton de Wiart	198
Le projet Masson	199
Le projet actuel	200
Conclusion	201
3° L'Italie. Le projet Rocco.	
Son économie	202
Les établissements pour alcoolisés délin-	
quants	203
Condamnés à la prison	204
Non condamnés à la prison	205
Autres dispositions	206
Résumé	207
C. Esquisse d'un système.	
La mesure de sûreté doit être instituée à côté	
de la peine	208
1° Au cas d'acquittement, internement jus-	
qu'à sa guérison	209
2° Au cas de condamnation	
a) Le sursis conditionnel, l'institution	210
b) Condamnation ferme, traitement jus-	
qu'à guérison	211
Résumé	212
D. Analogie entre le système proposé et d'autres	
systèmes entrés dans le droit positif français.	
1° Les institutions analogues	213
2° Le régime appliqué aux mineurs	214
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	215

CONCLUSION

Ce qu'est le délit alcoolique	216
La responsabilité pénale de son auteur	217
Nécessité d'adjoindre la mesure de sûreté à la peine	218

